

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LUTTES DE BRÉSILIENNES POUR LE DROIT À LA VILLE :  
L'EXPÉRIENCE DES FEMMES DE L'OCCUPATION MANOEL CONGO  
À RIO DE JANEIRO AU BRÉSIL

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR

MARIANNE CARLE-MARSAN

JUIN 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [a] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Écrire un mémoire de maîtrise était un rêve... Ah oui, j'ai rêvé de ce projet, de ce séjour à Rio de Janeiro, d'écrire des articles, de présenter ce que j'avais eu la chance d'observer. Croyez-moi, il y en a du bonheur dans ces pages, de la fierté, des accomplissements, de belles rencontres intellectuelles et d'autres, réelles! Il y a aussi (et surtout) énormément de travail, d'efforts, de discipline, d'acharnement et de persévérance. Il s'agit d'un véritable apprentissage sur la vie et sur moi-même où j'ai été soutenue par de nombreuses personnes.

Tout d'abord, je veux remercier affectueusement ma famille : ma mère, mon père, Marie-France, ma sœur et ma grand-mère, pour leur amour et leur soutien aujourd'hui et depuis toujours. Ma gratitude va aussi à mes amis-es, mon autre famille : Claude, Andrrouche, Patricia, Andréanne, Isabelle, Émilie, Marie-Andrée, Camille, Audrey, Mélissa, Josianne, Suzanne, Cadu et Sarah, qui m'ont encouragée et épaulée dans les hauts comme dans les bas de cette expérience. Je salue aussi mes collègues Nicolas, Marion, Pierre-Mathieu, Antonin, Mathieu et Frédérique avec qui j'ai partagé les joies et angoisses du quotidien universitaire.

Mon séjour à Rio de Janeiro a été possible grâce à Sonia Giaconimi, professeure de l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro, qui m'a appuyée dans cette démarche, tout comme l'ont fait Rossana Brandão Tavares, Gilmar Mascarenhas et ma chère amie Helena Galiza. Je souhaite également souligner l'aide précieuse de mon ami João Carlos Monteiro à la traduction. Et la tête pleine de beaux souvenirs, je ne peux passer sous silence l'amitié d'Emerson Guerra, d'Ana Clara Veste, de Bianca Arruda et de Kiki.

Je remercie grandement Anne Latendresse, ma directrice, pour ses conseils judicieux, sa rigueur et ses encouragements. Elle a contribué à mon cheminement intellectuel et elle a cru en moi du début à la fin. Comme nous partageons l'intérêt de la question Femmes et ville, c'est en partie grâce à elle que je me suis arrêtée sur la riche expérience de l'occupation Manoel Congo. Aussi, j'aimerais souligner ma belle rencontre avec Charmain Lévy de l'UQO avec qui j'ai eu le plaisir d'échanger et de travailler sur le thème des occupations au Brésil.

Finalement et surtout, je remercie de tout cœur les femmes de l'occupation Manoel Congo qui ont accepté de devenir mes répondantes et qui m'ont ouvert la porte de leur maison avec une grande générosité. Elles ont partagé avec moi leur quotidien et bien plus... Elles m'ont inspirée. *Muito obrigada!*



## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	x
RÉSUMÉ.....	xi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
FEMMES, LUTTES URBAINES ET DROIT À LA VILLE.....	5
1.0 La mondialisation et la métropolisation : entre fragmentation et intégration des territoires .....	5
1.1 La mondialisation et la métropolisation au Brésil : deux facettes d'une même médaille .....	7
1.1.1 Le Brésil : entre puissance mondialisée et pays de fractures sociales .....	7
1.1.2 Rio de Janeiro : métropolisation et fracture urbaine .....	12
1.2 Regard sur les femmes .....	14
1.2.1 Les femmes dans la mondialisation .....	14
1.2.2 La situation des Brésiliennes.....	15
1.3 Les discriminations systémiques des femmes dans la ville .....	18
1.3.1 Le biais masculiniste de la planification urbaine .....	18
1.3.2 La sous-représentation politique des femmes .....	21
1.3.3 Féminisation de la pauvreté urbaine : particularités des femmes brésiliennes.....	23
1.4 Luites urbaines et mouvements sociaux urbains : la contribution des femmes brésiliennes et latinos-américaines .....	25
1.4.1 La nature de la participation des femmes latinos-américaines et des Brésiliennes aux luttes populaires urbaines .....	27
1.4.2 Le sens de la participation des femmes aux luttes populaires urbaines .....	29
1.5 La quête du Droit à la ville pour les femmes .....	30

1.6	Questions de recherche et hypothèses de travail .....	32
1.6.1	Questions de recherche .....	34
1.6.2	Hypothèses de travail .....	35
CHAPITRE II		
UNE LECTURE FÉMINISTE DE LA VILLE : CADRES THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE.....		36
2.1	La géographie féministe comme approche théorique .....	36
2.1.1	D'une géographie dite universelle à une géographie féministe : éléments de réflexion épistémologiques .....	36
2.1.2	La géographie féministe : une géographie engagée .....	39
2.1.3	Les différentes approches de la géographie féministe .....	40
2.1.4	Les femmes et non la femme .....	44
2.1.5	Notre approche : une lecture féministe .....	45
2.2	Une lecture féministe de la ville.....	46
2.2.1	Rapports sociaux de sexes différenciés dans la ville .....	46
2.3	Femme et citoyenneté .....	49
2.3.1	Vers une citoyenneté urbaine : le Droit à la ville.....	52
2.4	Le Droit à la ville .....	54
2.5	L'empowerment .....	56
2.6	La démarche méthodologique .....	58
2.6.1	Le type de recherche .....	58
2.6.2	Une méthodologie féministe .....	60
2.6.3	Le cadre spatio-temporel.....	61
2.6.4	Les méthodes de collecte de données.....	62
2.6.5	Stratégie de vérification et validité interne et externe.....	67
2.6.6	Le cadre opératoire : concepts, variables et indicateurs.....	68
2.6.7	Analyse et techniques d'interprétation des données .....	71
2.6.8	Regard réflexif d'une démarche féministe.....	73

## CHAPITRE III

## LA QUESTION DU LOGEMENT À RIO DE JANEIRO :

## LE CAS DE L'OCCUPATION MANOEL CONGO ..... 75

## 3.1 L'évolution sociospatiale de Rio de Janeiro ..... 75

## 3.1.1 Rio de Janeiro sous le régime militaire (1964-1986) ..... 78

3.2 De la Constitution au Statut de la Ville :  
l'essor d'un nouvel ordre démocratique..... 803.2.1 La Constitution Brésilienne de 1988  
et l'institutionnalisation des droits ..... 80

## 3.2.2 Le Statut de la Ville..... 82

3.2.3 La politique urbaine et la question  
du logement sous le gouvernement Lula..... 84

## 3.2.4 Les avancées du droit au logement dans une perspective genre ..... 85

## 3.2.5 Les habitations populaires dans les quartiers centraux ..... 86

## 3.3 Les mouvements pour le logement au Brésil ..... 88

## 3.3.1 Les occupations ..... 90

## 3.3.2 Les occupations de Rio de Janeiro ..... 92

## 3.4 L'occupation Manoel Congo : présentation du terrain à l'étude..... 92

3.4.1 Le *Movimento Nacional da Luta pela Moradia*  
(Mouvement national de lutte pour le logement : MNLM) ..... 92

## 3.4.2 Le centre-ville comme localisation ..... 93

## 3.4.3 L'histoire de l'occupation Manoel Congo ..... 95

## 3.4.4 Le fonctionnement interne de l'occupation..... 97

## CHAPITRE IV

## ANALYSE DES RÉSULTATS ..... 101

4.0 La mobilisation comme prémisses à la  
lutte des femmes pour le Droit à la ville ..... 101

## 4.1 Être « femme, pauvre et chef de famille » ..... 102

## 4.2 L'empowerment ..... 106

## 4.2.1 Le « pouvoir intérieur »..... 106

## 4.2.2 Le pouvoir d'agir ..... 107

4.2.3	La résistance dans le foyer : une forme de pouvoir .....	109
4.2.4	La capacité d'action collective.....	110
4.2.5	Les obstacles à la participation des femmes .....	114
4.3	Vers le Droit à la ville pour les femmes : le droit au logement comme premier pas .....	116
4.3.1	Le droit à un logement au centre-ville .....	116
4.3.2	Le droit à des services publics et infrastructures urbaines .....	117
4.3.3	Le droit à la sécurité.....	119
4.3.4	Le droit de participer à la ville pour les femmes.....	120
4.4	Du Droit à la ville à une citoyenneté locale émergente.....	121
4.5	Vers la construction d'un sujet politique femme ? .....	122
4.6	L'occupation Manoel Congo : une école de citoyenneté locale .....	125
4.7	L'émergence de leaders femmes.....	127
4.8	Les questions féministes au sein de l'occupation et du MNLM .....	128
4.9	Un regard féministe de la ville ? .....	130
	CONCLUSION .....	132
	APPENDICE	
	GUIDE ENTRETIEN .....	137
	BIBLIOGRAPHIE .....	139

## LISTE DES FIGURES

1.1	Carte du Brésil et de ses différentes régions .....	8
3.1	Localisation de l'occupation Manoel Congo et des lieux de provenance des habitants-es .....	94
3.2	L'occupation Manoel Congo.....	95
3.3	Assemblée de l'occupation .....	98
3.4	Porte d'entrée de l'occupation .....	99
3.5	Salle de formation .....	99
3.6	Manifestation.....	100

## LISTE DES TABLEAUX

1.1	Évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) de 2000 à 2010 .....	9
1.2	Pourcentage de domiciles urbains dotés d'infrastructures de base et indice de développement humain (IDH) selon les régions du Brésil, en 2006.....	10
1.3	Revenu mensuel moyen de la population brésilienne en fonction du sexe et de l'origine ethnoculturelle en 2009 .....	16
1.4	Données sur les Brésiliennes chefs de famille en 2009 .....	24
2.1	L'échantillonnage.....	66
2.2	Cadre opératoire.....	69
3.1	Estimation du déficit de logement dans la région métropolitaine et la ville de Rio de Janeiro en 2007 .....	86

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BNH	Banque nationale d'habitation ( <i>Banco Nacional de Habitação</i> )
CEB	Communauté ecclésiastique de base
FIFA	Fédération internationale de football association
FNRU	Forum national de réforme urbaine
FNHIS	Fond national d'habitations d'intérêt social ( <i>Fundo Nacional Habitação de Interesse social</i> )
IBGE	Institut brésilien de géographie et de statistiques ( <i>Instituto Brasileiro de Geografia e de Estatística</i> )
IPEA	Institut de recherche d'économie appliquée ( <i>Instituto de Pesquisa Economia Aplicada</i> )
INSS	Institut national de sécurité sociale ( <i>Instituto Nacional de Seguro Social</i> )
MCMV	Ma maison, ma vie ( <i>Minha Casa, Minha Vida</i> )
MNLM	Mouvement national de lutte pour le logement ( <i>Movimento Nacional de Luta pela Moradia</i> )
NAPP	Centre d'accompagnement en planification et recherche ( <i>Núcleo de Assessoria Planejamento e Pesquisa</i> )
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies

## RÉSUMÉ

Cette recherche s'intéresse aux actions collectives des femmes dans la ville. Elle se penche sur les pratiques de Brésiliennes qui occupent depuis cinq ans déjà un édifice public désaffecté dans le centre-ville de Rio de Janeiro au Brésil. Cette lutte s'inscrit au sein du *Movimento nacional da luta pela moradia* (Mouvement national de lutte pour logement : MNLM). Notre étude interroge la portée de cette action en matière d'*empowerment*, de citoyenneté locale et de Droit à la ville chez des femmes reléguées à être marginalisées sur les plans sociaux, économiques et politiques. Nous posons comme hypothèse que ces pratiques collectives peuvent contribuer à l'*empowerment* individuel et collectif des participantes de même qu'elles constituent un levier vers l'affirmation d'une citoyenneté locale. Nous croyons que cette lutte urbaine est une revendication de leur Droit à la ville et par là une possibilité de revoir les rapports sociaux de sexe dans la ville. Cette recherche se situe dans le cadre théorique de la géographie féministe ce qui nous permet de voir que les rapports sociaux de sexes structurent la ville de même qu'ils donnent lieu à des expériences urbaines sexuées. Notre démarche méthodologique repose sur une observation participante accomplie de septembre 2010 à janvier 2011 où nous avons participé aux activités de l'occupation et partagé le quotidien de ces femmes. Également, quinze entretiens semi-dirigés auprès d'habitantes et trois auprès de leaders du comité de coordination de l'occupation ont été menés. Notre étude dévoile que l'acte d'occupation et l'engagement politique et social qui en découlent, ont transformé la vie de ces femmes. Non seulement elles ont pris conscience de leurs droits, mais elles les ont manifestés tant dans l'espace public que dans l'espace privé. L'occupation Manoel Congo apparaît comme une école de citoyenneté locale où la construction d'un sujet politique femme semble possible. Enfin, animées par des enjeux qui touchent leur quotidien comme femmes et citadines, ces dernières transforment la ville et se l'approprient d'où une lecture sexuée de la réalité urbaine prend tout son sens.

Mots clés : femmes et ville, géographie féministe, Droit à la ville, lutte urbaine, Rio de Janeiro, femmes et logement, occupation d'un édifice public.



## INTRODUCTION

« [...] Le géographe appartient à la catégorie des « experts » investis d'une certaine autorité, il ne peut ignorer le fait qu'il contribue à faire exister ce qu'il décrit. » affirme Hancock (2004 : 174). Faire exister la dimension sexuée de la réalité urbaine semble toujours problématique dans le monde académique (Denèfle, 2008; Wekerle, 2004). Bien souvent, la lecture que nous faisons de la ville néglige les différences sociospatiales des hommes et des femmes (Moser, 1995; Hainard et Verschuur, 2004; Macgregor, 1995). Certes, au premier coup d'œil, il y a lieu de se poser la question : de quelles différences sociospatiales parlons-nous ? (Coutras, 1996). Car aujourd'hui, dans la très grande majorité des villes du monde, hommes et femmes se partagent les espaces publics et circulent librement dans la ville (*ibid.*; Haicault, 1996). Pourtant, assignés à des rôles sociaux sexués différents, les hommes et les femmes expérimentent la ville de façon différente (Coutras, 1996; Hainard et Verschuur, 2004; Denèfle, 2008). Parce que les femmes sont encore responsables des tâches domestiques ou de celles liées à l'éducation des enfants ou au soin des personnes âgées, et ce, encore une fois presque partout dans le monde (Denèfle, 2008; Hainard et Verschuur, 2004; MacGregor, 1995), il y a lieu de penser que leurs façons de vivre la ville s'avèrent distinctes de celles des hommes. Or, l'aménagement urbain a été (et est toujours) pensé et conçu par des hommes, ce qui suppose que les besoins spécifiques des femmes ont été occultés dans la planification urbaine. Mais encore, bien qu'elles aient obtenu leur droit de vote, elles restent sous-représentées au sein des instances décisionnelles urbaines. De ce fait, leurs voix ne sont pas entendues à cette échelle, ce qui soulève un questionnement sur leur citoyenneté et leur Droit à la ville, soit leur droit dans la pratique quotidienne de s'appropriier la ville et de participer aux instances qui la planifient (Lefebvre, 1968).

En revanche, la réalité montre des initiatives urbaines tant au Nord qu'au Sud où des femmes se mobilisent au quotidien au sein de leurs communautés pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille. De cette manière, elles luttent pour un meilleur environnement urbain, c'est-à-dire pour l'accès à des logements sociaux, des services publics, des garderies ou des écoles (Hainard et Verschuur, 2004; Lind, 1997; Wekerle, 2000; Escobar et Harcourt, 2005). Car il ne faut pas l'oublier, si les métropoles d'aujourd'hui concentrent la richesse, elles génèrent d'autant plus des inégalités sociales, économiques et sociospatiales grandissantes (Bassand, 1996; Jouve, 2003).

Notre regard s'est posé sur Rio de Janeiro, mégapole brésilienne fragmentée par de fortes ségrégations sociospatiales. À l'image des autres grandes villes brésiennes, Rio de Janeiro possède un territoire contrasté, divisé, des espaces pauvres, informels, précaires, délaissés d'interventions publiques qui bordent des quartiers riches munis d'infrastructures et de services collectifs (Santos et Ribeiro, 2005). Le manque de logements décents pour une partie importante de la population met en évidence les contrastes sociaux et économiques de cette mégapole. C'est dans ce contexte, que Rio de Janeiro devient un terrain de luttes pour ceux et celles qui sont habituellement exclus du développement urbain dominant. Au Brésil, au nom du Droit à la ville, les mouvements pour le logement revendiquent une réforme urbaine. Contestant l'inefficacité des politiques urbaines existantes, les mouvements des sans-toit exigent, notamment des logements sociaux dans les quartiers centraux pour combler le manque de logements pour la population à faible revenu. Pour se faire entendre, l'occupation d'immeubles publics ou privés désaffectés constitue un type d'action politique et spatial qui se multiplie depuis les dernières décennies (Souza, 2006; Levy, 2010). Ces actions collectives pour le logement interpellent des femmes, mères, chefs de familles provenant de milieux populaires. Cela rappelle que l'implication des femmes dans les luttes urbaines est souvent rattachée à des « enjeux sexuels »,

connexes aux rôles sociaux dont elles sont tributaires au quotidien, et à des enjeux de classe sociale.

Notre étude porte sur le cas de Brésiliennes qui occupent depuis cinq ans<sup>1</sup> un édifice public désaffecté dans le centre-ville de Rio de Janeiro au Brésil, et qui luttent au sein du *Movimento nacional de luta pela moradia* (Mouvement national de lutte pour le logement : MNLM). Elle questionne la portée de cette expérience collective en matière de Droit à la ville, de citoyenneté locale et d'*empowerment* chez des femmes marginalisées socialement, politiquement et économiquement. Elle révèle en quoi ces pratiques leur donnent la possibilité de conquérir leur dignité et de s'approprier la ville, d'où le potentiel d'une transformation des rapports de sociaux de sexe. En cela, notre recherche s'inscrit dans un cadre théorique relevant de la géographie féministe ce qui nous permet de voir que les rapports sociaux de sexe induisent des rapports différenciés à la ville (Coutras, 1996; Denèfle, 2008), de même que l'organisation urbaine est le produit des rapports sociaux de sexe (Coutras, 1996; Massey, 1994; Rose, 1993; Bondi et Rose, 2003; Gouveia, 2005; Wekerle, 1984; McDowell, 1993a; Denèfle, 2008). Cette lecture féministe nous mène à rendre visible les femmes comme actrices<sup>2</sup> qui participent à la production de la ville alors qu'encore aujourd'hui leur contribution demeure bien souvent négligée des travaux théoriques dominants (Wekerle, 2004). De là, nous souhaitons proposer de nouvelles lectures de l'espace urbain. De façon plus spécifique, nous voulons répondre à ces questions : De quelle manière les pratiques collectives de l'occupation contribuent-elles à l'*empowerment* individuel et collectif des occupantes ? En quoi peuvent-elles être vues comme un levier à la construction d'une citoyenneté locale pour les femmes ? Conduisent-elles à l'affirmation de leur Droit à la ville ?

<sup>1</sup> Au moment de notre enquête-terrain, les femmes occupaient l'édifice désaffecté depuis trois ans.

<sup>2</sup> Dans cette recherche, nous avons préféré le terme « actrice » à « actrice » qui fait référence à la profession de comédienne.

Dans le premier chapitre, nous présentons la problématique. Nous abordons la mondialisation actuelle et la métropolisation, le contexte brésilien et celui de Rio de Janeiro tout en portant un regard spécifique sur les femmes. Ensuite, nous montrons de façon générale les discriminations systémiques que les femmes vivent dans la ville. Cela nous amène, d'une part, à parler des luttes urbaines qu'elles ont menées en Amérique latine et au Brésil, et d'autre part, à voir la ville comme le possible lieu d'une quête pour leur Droit à la ville. De là, nous présentons l'expérience collective de l'occupation étudiée, l'occupation Manoel Congo tout comme les questions de recherche et les hypothèses. Dans le deuxième chapitre, nous exposons le cadre théorique de la géographie féministe. Nous mettons en évidence le fait que les rapports sociaux sexués organisent la ville. Aussi, nous discutons des enjeux d'une citoyenneté pour les femmes pour ainsi définir les concepts de citoyenneté, d'*empowerment* et de Droit à la ville. Dans cette même section, nous développons la méthodologie ainsi que le cadre opératoire. Le troisième chapitre nous plonge au cœur du terrain de recherche. Nous y décrivons l'évolution sociospatiale de la ville de Rio de Janeiro afin d'explorer les mouvements pour le logement. Nous terminons cette section avec une présentation détaillée de l'occupation Manoel Congo, sa composition et son fonctionnement. Puis, dans le dernier chapitre, nous dévoilons l'analyse de nos résultats. Enfin, nous concluons en questionnant la portée de cette expérience collective et la façon de penser la ville dans une perspective sexuée.



## CHAPITRE I

### FEMMES, LUTTES URBAINES ET DROIT À LA VILLE

Dans ce premier chapitre, nous posons les prémisses de notre recherche. Tout d'abord, nous présentons le contexte actuel de la mondialisation et son corollaire, la métropolisation. Puis, nous décrivons les contrastes du Brésil et la fracture urbaine de l'une de ses mégapoles, Rio de Janeiro, où se situe notre étude de cas. À cela, nous ajoutons un regard sur la situation des femmes dans la mondialisation et dans la société brésilienne. Cela nous conduit, d'une part, à questionner les discriminations sexuées qui se reflètent dans les villes et d'autre part, à examiner l'engagement des femmes dans les luttes urbaines, par là la possibilité d'une quête de leur Droit à la ville et d'une citoyenneté locale. Partant de la considération que la planification urbaine reproduit des inégalités entre les sexes, ce chapitre questionne la portée des pratiques collectives menées par des femmes en relation avec leur participation comme citoyennes et actrices du territoire. Puis, nous abordons l'expérience collective de Brésiliennes qui occupent un édifice public désaffecté dans le centre-ville de Rio de Janeiro, au Brésil.

#### 1.0 La mondialisation et la métropolisation : entre fragmentation et intégration des territoires

Milton Santos affirmait : «*Cada lugar é, à sua maneira o mundo*»<sup>3</sup> (Santos, 2009 : 314). Cette citation propose une façon actuelle d'appréhender le monde et les lieux. En ce sens, la géographie se révèle une discipline essentielle pour saisir la

---

<sup>3</sup> Traduction libre : « Chaque lieu est à sa manière le monde. » (Santos, 2009 : 314).

mondialisation de notre époque (Hiernaux-Nicolas, 2001; Santos, 2009; Laurin et *al.*, 2001) qui soulève de nouveaux enjeux sociospatiaux (Laurin et *al.*, 2001 : 1).

Multidimensionnelle et complexe, la mondialisation actuelle<sup>4</sup> résulte d'une libéralisation économique, d'une extension des marchés, d'une dérégularisation des marchés financiers, d'une intensification des échanges de capitaux et des flux informationnels où domine le système économique capitaliste à l'échelle globale (Klein, 2011; Held et McGrew, 2004). D'un côté, ce processus d'abord économique engendre l'intégration des territoires nationaux dans une économie mondialisée (Klein, 2011; Held et McGrew, 2004); de l'autre, il génère l'exclusion de plusieurs États (Klein, 2011) et renforce les inégalités sociales et économiques entre les territoires (Held et McGrew, 2004 : 29) de même qu'au sein de leurs sociétés (Jouve, 2003 : 43).

Par ailleurs, cette économie mondialisée provoque de nouvelles configurations sociospatiales du pouvoir qui s'explique, notamment, par la redistribution des pouvoirs politiques étatiques<sup>5</sup> à d'autres échelles aussi bien supranationales, nationales, qu'infranationales (Brenner, 1998; Nootens, 2004). Les villes se voient octroyées des fonctions par l'État central dans le cadre d'un processus d'où émerge une gouvernance dite urbaine (Savitch, 2007; Jouve, 2003). En d'autres termes, on assiste à une reconfiguration institutionnelle où les villes jouent un plus grand rôle politique et économique (Jouve, 2003). Les métropoles contemporaines deviennent des pôles stratégiques : elles forment des archipels qui transcendent les territoires nationaux (Veltz, 1996) et concentrent les capitaux mondiaux (Jouve, 2003; Sassen,

---

<sup>4</sup> Selon Lévy, six moments historiques ont illustré un processus de mondialisation (Lévy, 2008 : 104-109). Par ailleurs, il existe différents courants de pensée pour aborder la mondialisation (Jouve, 2003; Held et McGrew, 2004).

<sup>5</sup> Pendant la période fordiste, le modèle de l'État-Nation se caractérise par des politiques keynésiennes qui impliquent la redistribution de la richesse en vue d'assurer le bien-être social de la population (Klein, 2011).

2000). Pour désigner ce phénomène, certains auteurs évoquent la métropolisation (Bassand, 1996; Jouve, 2003; Veltz, 1996).

Paradoxalement, à l'heure où les métropoles s'intègrent dans un réseau global et accumulent la richesse (Sassen, 2000), des inégalités sociospatiales les fragmentent (Jouve, 2003; Sassen, 2000; Bassand, 1996). Bref, ces dernières constituent des espaces privilégiés pour saisir la marginalisation et l'intégration que provoque la mondialisation. À partir de cette compréhension, posons notre regard sur le Brésil et ensuite, sur l'une de ses métropoles, Rio de Janeiro.

### 1.1 La mondialisation et la métropolisation au Brésil : deux facettes d'une même médaille

#### 1.1.1 Le Brésil : entre puissance mondialisée et pays de fractures sociales

Le Brésil, plus grand pays d'Amérique du Sud, possède une superficie de 8 514 877 km<sup>2</sup> et comptait une population de 190 755 799 habitants-es en 2010 (IBGE, 2010).



Figure 1.1 – Carte du Brésil et de ses différentes régions  
(source : Institut brésilien de géographie et de statistiques [IBGE], 2010.)

Ce géant sud-américain se démarque par l'immensité de son territoire, de ses ressources naturelles<sup>6</sup> notamment, en éthanol, eau, minéraux, soja, pétrole<sup>7</sup> (Claval, 2004; Gravel, 2009; Gervaise, 2012 : 137) et par le poids de sa population qui constitue aujourd'hui un bassin de consommateurs potentiels. En ce sens, sa situation privilégiée et son essor économique (tab.1.1) le placent sur la scène internationale comme la sixième puissance mondiale. Ainsi, avec les autres membres du BRIC<sup>8</sup>, il contribue à la nouvelle réalité géopolitique de la mondialisation (Gervaise, 2012).

<sup>6</sup> Dès l'époque coloniale, le territoire national brésilien se développe en fonction des cycles d'exploitation de ses ressources naturelles (le sucre, l'or et le café) et de la demande mondiale (Claval, 2004).

<sup>7</sup> Ses principales sources de revenus sont les mines, l'hydroélectricité, le pétrole, les biocarburants, l'agriculture (soja, canne à sucre) et le bœuf (Gravel, 2009 : 130).

<sup>8</sup> Le BRIC est l'acronyme désignant l'ensemble des pays émergents soit, le Brésil, la Russie, l'Inde, et la Chine.



Tableau 1.1 – Évolution du Produit  
Intérieur Brut (PIB) de 2000 à 2010

ANNÉE	PIB
2000	644 7018 billions
2005	8 821 853 billions
2010	2 143 trillions

Source : Banque Mondiale, 2012

En dépit de ce dynamisme économique, l'existence de profonds clivages socioéconomiques marquent toujours son territoire et sa société de sorte qu'il demeure l'un des pays les plus inégaux d'Amérique du Sud, voire du monde (Bret, 2006, Vidal, 2010, Maricato et Whitaker Ferreira, 2008; Claval, 2004). Effectivement, le niveau de vie de sa population varie considérablement d'une région à l'autre (tabl.1.2). De façon globale, la pauvreté a diminué : en 2003, le Brésil comptait une portion de 36 % de personnes à faible revenu, alors qu'en 2007, il en compte 25 % (Rocha, 2011). Cette baisse est notamment le résultat de mesures sociales comme la *bolsa familia* (bourse famille)<sup>9</sup> établies sous le gouvernement Lula<sup>10</sup> (*ibid.*). Au cours de la dernière décennie, plus de 20 millions de Brésiliens-es ont intégré la classe moyenne (Gervaise, 2012 : 63).

<sup>9</sup> La *bolsa familia* (bourse famille) est une mesure sociale mise en place par le gouvernement Lula lors de son premier mandat (2002-2006) qui transfère de l'argent aux familles à faibles revenus dans la mesure où ces dernières respectent certaines exigences comme la scolarisation, la vaccination des enfants.

<sup>10</sup> Luis Ignacio Da Silva, à la tête du Parti des Travailleurs (PT), a été élu pour la première fois en 2002 et réélu en 2006 pour un mandat de quatre ans. Depuis, 2010, le Brésil est dirigé par Dilma Rousseff du PT. Elle est la première femme brésilienne à accéder au poste de présidente.

Tableau 1.2 – Pourcentage de domiciles urbains dotés d'infrastructures de base<sup>11</sup> et indice de développement humain (IDH) selon les régions du Brésil, en 2006.

Régions	% des domiciles urbains dotés d'infrastructures de bases	IDH <sup>12</sup>
Nord	10,5 %	0,772
Nord-Est	34,5 %	0,773
Centre-Ouest	37,2 %	0,824
Sud-Est	84 %	0,835
Sud	60,6 %	0,837
<b>Brésil</b>	<b>61,5%</b>	<b>0,803</b>

Sources : Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), 2007; Banque Mondiale, 2012

Ces disparités régionales découlent d'un développement économique qui a profondément fracturé le territoire autour de la dualité d'un Brésil du Sud (« riche et blanc ») et d'un Brésil du Nord (« pauvre, noir et métis ») (Claval, 2004 : 90). Actuellement, parmi la population la plus pauvre<sup>13</sup>, on trouve près de 70 % de Brésiliens-es d'origine afro-brésilienne (IPEA, 2011 : 35). Les inégalités sociales découlent notamment d'un passé colonial où les richesses nationales ont été appropriées et concentrées aux mains des élites au détriment des esclaves,<sup>14</sup> qui une fois affranchis, sont devenus des migrants-es, travailleurs-es libres et pauvres (Maricato et Whitaker Ferreira, 2008). L'oligarchie foncière s'est maintenue grâce à un système de corruption et de clientélisme qui a enrichi une mince partie de la population (Maricato et Whitaker Ferreira, 2008; Claval, 2004; Gervaise, 2012).

<sup>11</sup> Par infrastructures de base, nous entendons l'eau courante liée à un système d'égout et le service de collecte de déchets.

<sup>12</sup> L'indice de développement humain (IDH) mesure l'espérance de vie, le niveau de vie (revenu par habitant) et le niveau d'éducation. Il a été mis en place par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

<sup>13</sup> Soit parmi les 10 % de la population la plus pauvre.

<sup>14</sup> Le Brésil représente le dernier pays à abolir l'esclavage en 1888.

Aujourd'hui, près de 85 % de la population totale brésilienne est urbaine (IBGE, 2010) et se concentre dans les grandes villes telles São Paulo, Rio de Janeiro, Fortaleza, Belo Horizonte, Salvador, Porto Alegre et autres. C'est à partir des années 1950, sous le président Vargas<sup>15</sup>, que l'on assiste à une urbanisation accélérée des villes. À cette époque, l'État opère une modernisation et l'industrialisation de l'économie nationale (Claval, 2004; Gervaise, 2012). Cette période développementaliste se traduit par la création d'un marché intérieur composé d'activités de transformation diversifiées<sup>16</sup>, la mise en réseau d'un système de transport national et la conquête des vastes territoires inoccupés (*ibid.*). L'essor industriel entraîne l'arrivée massive d'habitants-es pauvres venus-es des régions rurales. On observe donc une explosion démographique des villes brésiennes sans qu'il ait d'investissements véritables dans les infrastructures et les services collectifs afin de supporter cette population migrante (Claval, 2004; Goirand, 2000). En conséquence, des constructions précaires, informelles, illégales sur des terrains privés ou publics, communément appelées *favelas*<sup>17</sup>, prolifèrent en marge des villes et des quartiers planifiés. Ainsi, une grande partie des citoyens-es de l'époque demeure exclue du développement urbain (Claval, 2004; Corrêa do Lago, 2000).

Si le Brésil est un joueur économique important de la mondialisation actuelle, d'importantes inégalités sociospatiales et économiques fragmentent son paysage urbain et témoignent de tensions sociales et de contradictions internes de la société (Maricato et Whitaker Ferreira 2008; Santos et Ribeiro, 2005; Rolnik, 2011; Claval, 2004), ce qui nous invite à questionner le développement urbain de l'une des métropoles, Rio de Janeiro.

---

<sup>15</sup> Getúlio Vargas a été président de 1930 à 1945 et de 1951 à 1954.

<sup>16</sup> L'industrie moderne était basée sur : « l'électricité, l'acier, ciment, coton, fils artificiels, véhicules de tourisme, véhicules utilitaires. » (Claval, 2004 : 246).

<sup>17</sup> Les favelas correspondent à une : « occupation foncière illégale de terrains privés ou publics, de qualité précaire et non desservie par les services de base, les lotissements irréguliers ou clandestins de périphérie, issue de l'expansion urbaine [...] » (Maricato et Whitaker Ferreira, 2008 : 1).

### 1.1.2 Rio de Janeiro : métropolisation et fracture urbaine

En 2010, Rio de Janeiro compte 6 320 446 millions d'habitants-es et, sa région métropolitaine plus de 10 millions d'habitants-es (IBGE, 2010). Sur son territoire cohabitent la richesse et la pauvreté extrêmes faisant de la mégapole<sup>18</sup>, l'une des plus inégalitaires du monde. Ces contrastes sociaux et économiques se manifestent par une fracture urbaine soit, des espaces planifiés par les pouvoirs publics qui s'opposent à des espaces précaires, informels, dépourvus de planification, d'infrastructures publiques et d'équipements collectifs (Santos et Ribeiro, 2005; Souza, 2010 : 499-451). Selon l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE, 2007), environ deux millions de personnes dans la région métropolitaine vivent sans avoir accès à des infrastructures de base. De plus, si les services collectifs sont présents dans les *favelas*, ils sont souvent de moindre qualité (Claval, 2004). De cette façon, une partie de la population vit dans la précarité en marge du marché foncier formel (Rolnik, 2011). À titre d'exemple, environ un citoyen-e sur six habite une *favela* (*Moradia é central. Rio de Janeiro*, 2009).

Par ailleurs, de nombreuses *favelas* représentent des environnements violents contrôlés par les narcotrafiquants (Souza, 2010; Santos et Ribeiro, 2005). Cette réalité crée un climat d'insécurité généralisée à l'échelle de la ville (Souza, 2010 : 500). La pauvreté se confond de plus en plus avec la criminalité et génère une distance sociale entre les classes riches et les classes populaires (Santos et Ribeiro, 2005). La favelisation<sup>19</sup> de la ville se développe de façon parallèle à sa verticalisation et à la

---

<sup>18</sup> Une mégapole compte une population de dix millions d'habitants et plus.

<sup>19</sup> Le nombre de favelas a progressé de 20 % au cours des dernières décennies (*Moradia é central. Rio de Janeiro*, 2009)



multiplication de *condominios fechados*<sup>20</sup> (Claval, 2004; Santos et Ribeiro, 2005). C'est dans ce sens que Rio de Janeiro est, d'une certaine façon, le théâtre des contrastes sociospatiaux du Brésil.

Le manque de logements illustre l'une des aspects les plus problématiques de la crise urbaine des métropoles brésiliennes. Au Brésil, en 2008, on estimait à environ 5,6 millions d'unités le manque de logements (*Fundação João Pinheiro, Déficit habitacional no Brasil*, 2011). À Rio de Janeiro, le nombre d'unités manquantes est de 149 200 (*ibid.*; *Instituto Pereira Passos*, 2007 : 10). Dans ce contexte, des mouvements pour le logement exigent une réforme urbaine et une démocratisation de la ville auprès des pouvoirs publics. Ils organisent des actions collectives afin de dénoncer la périphérisation des classes populaires, l'absence de logements sociaux au centre-ville et la précarité des conditions de vie d'une grande partie de la population. Ce faisant, ils critiquent l'inefficacité des politiques urbaines. Les occupations d'immeubles publics ou privés<sup>21</sup> désaffectées correspondent à une stratégie territoriale et politique qui se multiplie depuis les dernières années par les mouvements pour le logement dans les grandes villes brésiliennes en particulier à Brasília, São Paulo et Rio de Janeiro (Levy, 2010). La notion d'occupation peut évoquer l'idée de l'occupation illégale de terrains vacants publics et privés (Souza et Teixeira, 2009 : 35), ici, l'occupation représente une action entreprise en vue de s'approprier un édifice public ou privé vacant. Dans la perspective des mouvements pour le logement, les occupations symbolisent un acte éminemment politique (Levy, 2010). L'appropriation de bâtiments abandonnés constitue une pratique sociospatiale

---

<sup>20</sup> Les *condominios fechados* sont des ensembles de condos surveillés et fermés. Ils abritent les classes riches de la société.

<sup>21</sup> Cette définition est tirée du « lexique spatial » du mouvement des sans-toits de Teixeira et Souza où les acteurs du mouvement sont à l'origine de la signification du sens donné au mot ou à l'expression (Teixeira et Souza, 2009).

bien souvent menée par une organisation sans but lucratif qui coordonne et structure la vie collective de l'occupation<sup>22</sup>.

Par ailleurs, au premier plan de ces mouvements pour le droit au logement, nous retrouvons en majorité des femmes, mères, chefs de familles, originaires des *favelas*, qui aspirent à un logement décent et qui réclament le droit d'être en sécurité et d'avoir accès à des services de proximité de base. Cette crise urbaine est-elle sexuée<sup>23</sup>? Quel sens donné à la présence significative de femme au sein des mouvements pour le logement ?

## 1.2 Regard sur les femmes

### 1.2.1 Les femmes dans la mondialisation

Nous savons que la mondialisation présente a accentué, voire consolidé les écarts de richesses entre les pays riches et les pays pauvres (Klein, 2011; Held et McGrew, 2004). Bien que les analyses soient insensibles aux impacts qu'elle provoque selon les genres<sup>24</sup>, il se trouve que « [...] la mondialisation néolibérale renforce globalement et dialectiquement les écarts de richesses et de bien-être entre les sexes, entre les classes et entre les races. » (Falquet, 2008 : 29-30). En ce sens, cette dernière va de pair avec l'appauvrissement grandissant des femmes (*ibid.* 2008, 2011). Si elle a occasionné l'accès des femmes au travail salarié tant au Nord qu'au Sud, seule une mince proportion de femmes en ont réellement bénéficié (Talahite, 2010 dans

<sup>22</sup> Cette définition est tirée du « lexique spatial » du mouvement des sans-toits de Teixeira et Souza où les acteurs du mouvement sont à l'origine de la signification donnée au mot ou à l'expression (Teixeira et Souza, 2009).

<sup>23</sup> Nous empruntons ici le titre de l'un des ouvrages de Jacqueline Coutras (1996), *Crise urbaine et espaces sexués*.

<sup>24</sup> Le genre : « fait appel à des distinctions sociales et culturelles, par opposition au sexe qui se réfère aux différences purement biologiques entre femmes et hommes » (Hainard et Verschuur, 2004 : 22). Le genre renvoie à des catégories sociales s'inscrivant à un moment donné, dans un lieu donné et une culture donnée.

Falquet, 2011). D'après le rapport d'ONU-Femmes : « Au niveau mondial, 50 % des femmes ont des emplois précaires à faible rémunération, pouvant disparaître du jour au lendemain, et les écarts de salaires entre les sexes se situent toujours entre 10 % et 30 %. » (ONU-Femmes, 2010-2011 : 12).

Dans les pays du Sud, l'augmentation de l'emploi féminin se jumelle, paradoxalement, à une précarisation des conditions de travail (Hirata, 2003; Yépez Del Castillo, 2003; Falquet, 2011) : les femmes occupent, de façon générale, des emplois informels, précaires, dévalorisés (Falquet, 2008; Yépez Del Castillo, 2003) qui renvoient, bien souvent, à la division sexuée du travail, c'est-à-dire à des emplois connexes à la reproduction sociale comme les soins de la personne ou encore l'éducation. Puis, la déresponsabilisation de l'État social provoquée par l'idéologie prédominante actuelle du néolibéralisme fait en sorte qu'il incombe aux femmes de combler les services sociaux délaissés du secteur public (Falquet, 2008, 2011).

Néanmoins, des femmes se solidarisent au-delà des frontières nationales (Dufour et *al.*, 2010) et/ou à l'échelle locale afin de mettre en place des stratégies de résistance aux injustices sociales et économiques générées par cette mondialisation (Escobar et Harcourt, 2005; Guérin et *al.*, 2011). Ces actions collectives n'ont-elles pas à nous apprendre sur de nouvelles citoyennetés en émergence ?

### 1.2.2 La situation des Brésiliennes

Les femmes brésiliennes constituent près de la moitié de la population totale (IPEA, 2011)<sup>25</sup>. Si elles partagent la même appartenance de genre, elles ne partagent pas les mêmes conditions d'existence ce qui rappelle que : « La femme en tant que telle n'existe pas : il y a plutôt des femmes très différentes les unes des autres »

---

<sup>25</sup> Elles représentent 51,3 % de la population brésilienne en 2009 (IPEA, 2011).

(Labrecque, 1991: 10)<sup>26</sup>. Dans une société marquée par de fortes différences sociales et ethniques, d'emblée, nous reconnaissons la présence d'identités multiples et d'expériences différentes chez les Brésiliennes selon leur âge, leur origine, leur région et leur classe sociale. Somme toute, sans homogénéiser leur situation, nous constatons certaines caractéristiques partagées.

Au cours des trois dernières décennies, les Brésiliennes ont investi le marché du travail tout comme elles ont augmenté leur niveau scolarité (Macedo, 2002, 2008; IPEA, 2011). Bien qu'elles aient accédé à un travail salarié, les revenus qu'elles en retirent restent bien en dessous de ceux des hommes (tabl. 1.3). Ces dernières rencontrent de plus grandes difficultés à occuper un emploi formel donc mieux rémunéré tandis qu'elles se trouvent encore largement responsables des tâches domestiques et familiales<sup>27</sup>. Quant aux femmes d'origine afro-brésilienne, elles se trouvent doublement discriminées sur le marché du travail en raison de leur genre et de leur « race » (tabl.1.3) (IPEA, 2011).

Tableau 1.3 – Revenu mensuel moyen de la population brésilienne en fonction du sexe et de l'origine ethnoculturelle en 2009

Sexe/Origine ethnoculturelle	Femmes	Hommes
Blanc	R\$ 957,00 <sup>28</sup>	R\$1491,00 <sup>29</sup>
Origine afro-brésilienne	R\$ 544,40 <sup>30</sup>	R\$ 833,50\$ <sup>31</sup>

Source : Institut de recherche économique appliquée (IPEA, 2011 : 34)

<sup>26</sup> De multiples hiérarchies traversent les rapports sociaux entre les femmes et les hommes comme les hiérarchies liées à la classe sociale, à l'âge, à la caste ou encore aux groupes ethniques (Kergoat, 2010; McDowell, 1993b; Labrecque, 1991 : 18). Nous y reviendrons au chapitre 2.

<sup>27</sup> Les femmes brésiliennes passent trois fois plus de temps à la réalisation des tâches domestiques que les hommes brésiliens (IPEA, 2010 : 16).

<sup>28</sup> Cela équivaut à environ 585,00 \$ canadien.

<sup>29</sup> Cela équivaut à environ 895,00 \$ canadien.

<sup>30</sup> Cela équivaut à environ 327,00 \$ canadien.

<sup>31</sup> Cela équivaut à environ 500,00 \$ canadien.



À cela s'ajoutent des changements notoires en ce qui a trait à la structure familiale brésilienne traditionnelle. Que les Brésiliennes soient des femmes responsables économiquement du ménage ou encore seules à la tête du ménage, les femmes chefs de famille sont de plus en plus nombreuses depuis les trois dernières décennies (Macedo, 2008; IPEA, 2010, 2011). Entre 2001 à 2009, la portion de femmes chefs de famille a augmenté de 27 % à 35 % (IPEA, 2010, 2011). Bien que cette catégorie ne soit pas uniforme<sup>32</sup>, il reste que la majorité des femmes chefs de famille représentent des mères seules avec leurs enfants (IPEA, 2010). Par ailleurs, la féminisation des chefs de famille est un phénomène largement urbain (IPEA, 2011 : 20). Cette réalité ébranle les structures familiales conventionnelles et remet en question le modèle de l'homme pourvoyeur (Macedo, 2008).

Des formes de violences et de discriminations persistent envers les femmes ce qui témoigne, en partie, du caractère machiste de la société brésilienne (Rago, 2009 : 40; Macedo, 2002; Saffioti, 2009). Selon Macedo, la violence conjugale faite aux femmes correspond à une forme de violence « acceptée » et commune dans la société brésilienne (Macedo, 2002 : 7). En effet, près de la moitié des cas d'agressions physiques subies par les Brésiliennes se déroulent dans le foyer (IPEA, 2011 : 35). Commises par leur mari et/ou par leur entourage, ces dernières restent bien souvent des « victimes silencieuses » (Amnesty International, *Survivre et lutter : les femmes et la violence urbaine au Brésil*, 2008 : 5).

Ce regard sur les conditions de vie des femmes brésiliennes sous-entend qu'elles vivent des réalités et expériences distinctes de celles des hommes. De quelle manière celles-ci se traduisent-elles dans la ville ?

---

<sup>32</sup> Par exemple, dans cette catégorie, nous pouvons retrouver des femmes seules, séparées, veuves avec des enfants ou encore des femmes mariées à la tête de la famille ayant soit un mari, un compagnon à la maison avec ou sans enfant.

### 1.3 Les discriminations systémiques des femmes dans la ville

Encore aujourd'hui, les inégalités entre les sexes au Brésil et ailleurs dans le monde, persistent et sont visibles en matière d'éducation, de santé, de sexualité, d'opportunités d'emplois et de participation et représentation politiques (Macedo, 2002; IPEA, 2010, 2011; Bidet-Mordrel, 2010). Force est de constater que celles-ci se transposent dans la ville par biais de discriminations systémiques qui touchent les femmes dans la ville à savoir le biais masculiniste de la planification urbaine, la sous-représentation politique des femmes et la féminisation de la pauvreté.

#### 1.3.1 Le biais masculiniste<sup>33</sup> de la planification urbaine

La planification urbaine est une discipline largement masculine (Moser, 1995; MacGregor, 1995) perçue comme une « science dure » (Moser, 1995) ou encore un champ d'études « *rational* » et « *technical* » (MacGregor, 1995 : 25). Le plus souvent, elle est réalisée par et en faveur des hommes, bien que cela ne soit pas volontaire (Hainard et Verschuur, 2004; MacGregor, 1995; Greed, 1994; Moser, 1995). Or, ce constat laisse croire que les différentes représentations et pratiques sociospatiales des femmes, de même que leurs besoins ont été ignorés par les municipalités (Hainard et Verschuur, 2004 : 17). Pourtant, plusieurs champs d'interventions connexes aux questions de l'aménagement du cadre bâti, comme la présence et l'accessibilité des services de proximité, de parcs, de transports publics, de logements abordables, figurent parmi les préoccupations qui interpellent les femmes (Hainard et Verschuur, 2004 : 16; Latendresse, 2005).

---

<sup>33</sup> Emprunté à Gillian Rose (1993), ce terme évoque l'idée d'une science qui se prétend universelle mais qui, majoritairement conçue par les hommes, reflète leurs valeurs et leurs réalités. Nous reviendrons sur cette notion au chapitre 2.

Le biais masculiniste (Rose, 1993; Hancock, 2004) implique que « l'homme est la norme » (Moser, 1995 : 157) et signifie par extension la non-considération des expériences multiples et sexuées dans la planification et la gestion urbaine. Pour Moser :

Peu d'hommes traitent sérieusement les distinctions hommes/femmes dans la recherche, et les femmes qui le font ne sont pas non plus très nombreuses. Le fait est que pour être prises au sérieux, bon nombre de femmes spécialistes du développement veillent à ne pas concentrer leur attention sur les problèmes féminins (Moser, 1995 : 158).

Rappelons que les chercheuses féministes n'y voient pas une conspiration masculine à savoir que la planification urbaine vise l'oppression des femmes (MacGregor, 1995 : 27), mais il demeure que dans leurs décisions, les spécificités socioéconomiques des femmes ont été ignorées ou encore elles ont été pensées selon une compréhension stéréotypée de l'expérience urbaine des femmes (MacGregor, 1995 : 28). La planification urbaine a été « *gender-blinded* » ce que implique que :

*[...] planned environment not only reflects social inequality but also serves to reinforce (perhaps even produce) that inequality by making it difficult for women to participate equally in all spheres of life. (ibid. : 27)*

Nombreux travaux féministes ont montré en quoi la ville telle qu'elle est planifiée entrave la pleine participation des femmes à la ville (McDowell, 1993a; MacGregor, 1995; Coutras, 1996; Greed, 1994; Wekerle, 1984, 2009; Dagenais, 1980). À titre d'exemple, mentionnons l'expérience de « la peur » ou encore l'insécurité des femmes, la nuit, dans les lieux publics, qui a été centrale dans les analyses urbaines féministes et qui a mis en relief les contraintes du cadre bâti urbain de même que les dimensions affectives des lieux en fonction du genre (Bondi et Rose, 2003; McDowell, 1993a; Wekerle, 2009). Dès les années 1970, d'autres recherches féministes ont démontré que l'aménagement des banlieues a renforcé la division sexuelle de travail et a contraint, de ce fait, les femmes dans leur rôle de mères et d'épouses (McDowell, 1993a : 167; Wekerle, 1984 : 216; Coutras, 1987; Dagenais,

1980). Signalons que ces analyses ont été critiquées dans la mesure où elles reflétaient, comme l'indiquent Bondi et Rose, une réalité hétéronormative (Bondi et Rose, 2003).

Considérant que l'espace est construit, « les femmes se heurtent souvent à l'inertie des formes spatiales » (Séguin, 2005 : 97). Suivant cette idée, Wekerle énonce : « *Cities are still planned by men for men. While the lives of women have changed radically, the urban environment in which they live has not.* » (1984 : 11). En ce sens, la ville telle qu'elle est aménagée ne correspond pas à la réalité des femmes d'aujourd'hui. À titre d'exemple, la séparation entre les lieux de travail (les lieux de production) et de résidence (lieux de reproduction) ne prend pas en compte le changement de rôle des femmes dans la ville soit, le double rôle des femmes dans la ville (McDowell, 1993a; Wekerle, 1984), c'est-à-dire que les femmes sont à la fois travailleuses et responsables des tâches domestiques. Dans cette optique, la planification urbaine nuit à la mobilité spatiale des femmes faisant fi de leurs déplacements multiples et des contraintes espace-temps conditionnées par leur « double rôle » (Wekerle, 1984, 2009; MacGregor, 1995; McDowell, 1993a). Autrement dit, les tâches domestiques qui leur sont assignées, font en sorte qu'elles effectuent des trajets courts et circulent fréquemment d'un lieu à l'autre, soit de l'école, à la garderie, à l'épicerie, etc. (MacGregor, 1995 : 31). Les mères à faibles revenus qui sont limitées en termes du choix de l'emplacement de leurs logements, du leur lieu de leur travail et qui sont généralement dépendantes du système de transport public font face à d'autant plus de barrières en matière de mobilité urbaine (Wekerle, 2009 : 220).

Enfin, si un bon nombre de travaux mettent en évidence que les pratiques urbanistiques en matière d'aménagement ont généré des espaces urbains sexistes qui perpétuent les discriminations systémiques à l'égard des femmes (Wekerle, 1984, 2009; Dagenais, 1980; Coutras, 1996; MacGregor, 1995; Hainard et Verschuur, 1994; McDowell, 1993a; Greed, 1994), demandons-nous si une plus grande présence

de celles-ci dans les instances de gouvernance urbaine favoriserait une possibilité de planifier autrement la cité (Heinen, 2004 : 27) ?

### 1.3.2 La sous-représentation politique des femmes

La minorisation politique des femmes est historique (Lister, 1997) alors qu'encore partout dans le monde, les femmes demeurent sous-représentées dans les instances de pouvoir (Tardy 2002, Simard, 2005 et Heinen 2004 dans Latendresse, 2005 : 71). Effectivement, les femmes représentent 21 % des élues dans les parlements nationaux (IPU, 2012). Si la variable « genre » reste négligée dans l'aménagement urbain (Moser, 1995; Hainard et Verschuur, 2004), les femmes sont également peu nombreuses dans les instances de pouvoir local ce qui évoque l'idée d'une « double marginalisation » de ces dernières dans la ville (Latendresse, 2005; Cavelli dans Trudelle et *al.*, 2006). En effet, « [...] les inégalités de genre se traduisent au niveau de la ville par des inégalités d'accès au pouvoir et aux décisions. » (Hainard et Verschuur, 2004 : 24).

Quoiqu'elles soient sous-représentées dans les espaces de pouvoir formel, des femmes s'engagent bien souvent dans la gestion des affaires de leur communauté (Hainard et Verschuur, 2004; Heinen, 2004 : 28). Cela dit, leur implication à l'échelle du quartier ne devrait-elle pas conjuguer avec une présence dans les lieux décisionnels qui y sont rattachées ? Séguin (2005 : 100) confirme : « [...] si les femmes ont fortement investi les organisations communautaires, dont celles qui ont mené les luttes urbaines, elles sont beaucoup moins présentes dans les instances politiques locales. ». Dans ce sens, leur sous-représentation politique suppose que les intérêts et les préoccupations des femmes ne sont pas pris en considération dans la gestion urbaine. Heinen (2004 : 30) révèle : « Si les décisions politiques sont généralement présentées comme neutres, dans les faits, c'est rarement le cas. Élaborées le plus souvent par des acteurs masculins, elles ont tendance à entériner des



inégalités existantes ». D'où le présupposé selon lequel une plus grande présence des femmes contribuerait à gérer autrement les affaires de la cité (Heinen, 2004 : 27; Séguin, 2005 : 101).

Dans cet esprit, la « politique de la présence » et « la politique des idées » de Philips (Philips 1995 dans Marques-Pereira, 2003) prennent leur sens. Elles se conçoivent de cette manière :

La politique des idées porte sur le jugement et le débat à propos de politiques publiques, tandis que la « politique de présence » implique que les personnes représentantes possèdent des caractéristiques ou traits similaires à ceux des représentés (Marques-Pereira, 2003 : 135).

En l'occurrence, la présence des femmes dans les instances électives vient non seulement atténuer leur faible représentation numérique, mais présume une reconnaissance de leurs idées et de leurs expériences comme femmes. Afin de pallier le déficit démocratique, des politiques d'actions affirmatives telles, les politiques de quotas veilleront à assurer une représentation des femmes.<sup>34</sup> À cela Heinen (2004) ajoute, que la représentation politique des femmes peut être un tremplin vers une transformation des rapports sociaux de sexe à condition que, d'une part leur nombre soit important et que d'autre part, se trouve l'appui : « [...] de mouvements ou de groupes féministes capables de formuler des revendications dans ce sens, et de modifier les rapports de force avec le pouvoir en place (Heinen, 2004 : 19).

Enfin, la sous-représentation politique des femmes révèle les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes dans la ville. Questionner la citoyenneté des femmes

---

<sup>34</sup> Au Brésil tout comme dans d'autres pays d'Amérique du Sud, les politiques de quotas exigent qu'au sein de la liste des candidats-es présentés-es par les partis politiques, 30 % des candidats-es correspondent à des femmes (Droulers, 2010). Nonobstant ces mesures de discrimination positives, le déficit démocratique persiste dans les villes brésiliennes (Bonh, 2009).

tout comme leur inclusion politique dans la ville paraît pertinent en vue de dépasser ces inégalités.

### 1.3.3 Féminisation de la pauvreté urbaine : particularités des femmes brésiliennes

Au cours des dernières années, le néolibéralisme et, par conséquent, les politiques d'ajustements structurels (PAS) ont entraîné des changements macroéconomiques majeurs qui ont accentué la pauvreté urbaine et détérioré, du coup, les conditions de vie des femmes brésiliennes et latino-américaines (Duquette et *al.*, 2005 : 164; Lind, 1997). La conférence des Nations Unies de Beijing en 1995 a désigné « féminisation de la pauvreté », le fait que les femmes soient plus touchées et vulnérables aux conséquences sociales et politiques des programmes d'ajustements structurels. Selon Beall (1993), la pauvreté urbaine des femmes s'explique :

Premièrement en raison de leur position sur le marché du travail, où elles sont cantonnées en général dans les emplois les plus mal payés et les moins sûrs (même lorsqu'il y a féminisation de l'emploi et des taux de chômage élevés); deuxièmement, parce qu'au niveau sociétal les femmes ne possèdent généralement pas le même niveau de ressources ou de biens que les hommes ; et troisièmement, en raison aussi de l'inégalité au sein même du ménage dans la répartition des ressources et le pouvoir de décision (Beall, 1993 dans Beall et Levy, 1995 : 30).

La pauvreté urbaine des femmes brésiliennes s'explique du fait qu'elles occupent un emploi moins bien rémunéré, peu stable et souvent informel, ce qui les maintient dans des conditions socioéconomiques précaires. Au Brésil, 26% des ménages les plus pauvres sont dirigés par des femmes (ONU-Habitat, 2007). En 2006, près de la moitié des femmes chefs de famille sans conjoint vivent avec les trois quarts du salaire minimum<sup>35</sup> (IBGE, 2007). Si l'on tient compte des facteurs comme la classe

<sup>35</sup> En 2006, le salaire minimum au Brésil est de R\$ 350 par mois. Cela équivaut à 210 \$ canadien par mois. Les femmes chefs de famille sans conjoint gagnent approximativement 157 \$ canadien par mois.

sociale, le genre et l'origine ethnoculturelle, les femmes, chefs de famille, appartiennent donc souvent à la couche la plus pauvre et la plus vulnérable de la population (Macedo, 2002, 2008). Par ailleurs, les femmes chefs de famille d'origine afro-brésilienne le sont encore plus (IPEA, 2011 : 19).

Tableau 1.4 – Données sur les Brésiliennes chefs de famille en 2009

<b>Proportion de femmes chefs de famille au Brésil</b>	35 %
<b>Proportion de femmes chefs de famille en milieu urbain</b>	38 %
<b>Salaire mensuel moyen des femmes chefs de famille</b>	R\$ 882 <sup>36</sup>
<b>Salaire mensuel moyen des femmes chefs de famille d'origine afro-brésiliennes</b>	R\$ 491 <sup>37</sup>
<b>Salaire mensuel moyen des hommes chefs de famille</b>	R\$ 1 384 <sup>38</sup>

Source : Institut de recherche économique appliquée (IPEA), 2010, 2011

Un rapport d'Amnesty International sur la violence faite aux femmes met en évidence les répercussions à la fois sociales et psychologiques des violences criminelles urbaines sur les femmes dans les quartiers marginalisés de Rio de Janeiro (Amnesty Internationale, *Survivre et lutter : les femmes et la violence urbaine au Brésil*, 2008). Selon cette enquête, il est commun de voir que les femmes vivent des souffrances psychologiques ou encore des violences physiques ou sexuelles tandis que les narcotrafiquants menacent à la fois les victimes qui demandent de l'aide et les professionnelles de la santé qui pourraient les soigner (*ibid.*). De plus, elles sont confrontées à l'absence de services publics adéquats dans les favelas alors que nombreuses meurent faute de services de santé élémentaires (*ibid.* : 37). Dans ce

<sup>36</sup> Cela équivaut à environ 529 \$ canadien par mois

<sup>37</sup> Cela équivaut à environ 295 \$ canadien par mois.

<sup>38</sup> Cela équivaut à environ 830 \$ canadien par mois.



climat d'insécurité quotidienne, l'absence de garderies et la fragilité du système scolaire en place constituent des préoccupations majeures et stressantes pour ces mères travaillant de longues journées, souvent loin de leur domicile (*ibid.* : 40).

La crise urbaine des favelas qui se traduit par de la violence et la précarité d'infrastructures collectives telle l'absence d'eau courante, d'écoles, de systèmes d'égouts ou de collecte de déchets affecte donc particulièrement les femmes, chefs de familles, d'origine afro-brésiliennes qui y habitent (IPEA, 2011). Conséquemment, elles doivent redoubler d'effort pour pallier à ce manque (Habitat-ONU, 2007; Macedo, 2002). Bref, la pauvreté de ces Brésiliennes constitue d'autant plus d'obstacles à l'accès à la propriété (Habitat-ONU, 2007; Macedo, 2002).

En ce sens, ces situations contraignent des Brésiliennes à une position d'exclues économiques, sociales, politiques et questionnent leur participation à la ville (Gouveia, 2005; Macedo, 2002).

#### 1.4 Luites urbaines et mouvements sociaux urbains : la contribution des femmes brésiliennes et latinos-américaines

Si les nouveaux mouvements sociaux concèdent à l'identité sociale sexuée un rôle déterminant dans la constitution de l'action collective (Aguirre, 1996 : 37), la place des femmes comme actrices dans les mouvements sociaux urbains est paradoxalement invisibilisée :

Parmi les nombreuses études effectuées sur les mouvements sociaux au Brésil, rares sont celles qui se sont interrogées sur le fait que les acteurs principaux de ces mouvements étaient des actrices. Seuls les mouvements centrés sur des questions dites féminines, c'est-à-dire relevant de la sphère de la reproduction, et ceux regroupant uniquement des femmes ont été appelés mouvements des femmes (Souza-Lobo, 1991 : 75-76).

Les courants dominants en sociologie urbaine ont négligé les femmes comme « objet » d'analyse (Souza-Lobo, 1991 : 79-80; Jelin, 1990 : 6, 184; Bissilat, 1997; Lind, 1997; Wekerle, 2004; Aguirre, 1996) tout comme les rapports sociaux de genre au sein des mouvements sociaux demeurent peu étudiés (Fairhurst et *al.*, 2004; Kergoat, 2010). Certes, il est vrai qu'à partir de la crise économique des années 1980, les écrits scientifiques révèlent l'apport significatif des femmes aux stratégies de survie collective dans un contexte de crise économique (Fairhurst et *al.*, 2004; Lind, 1997; Jelin, 1990). Plus précisément, des études font part de l'engagement des femmes au sein d'organisations populaires afin de compenser le retrait de l'État social et les carences en termes de services publics et sociaux (Jaquette, 1989; Chinchilla, 1992; Schild, 1994; Kuumba, 2001 dans Fairhurst et *al.*, 2004; Molyneux, 2005; Lind, 1997; Marques-Pereira, 1996 : 11). Peake résume :

*In the 1980s, studies continued with a focus on women's triple role as mothers, workers and community organizers. In particular, women's efforts to secure housing and to upgrade their homes, as well as accounts of their daily lives in urban slums and squatter settlements, united with studies of urban politics to investigate how women organized to secure their communities (2009 : 322).*

C'est dans ce contexte que les femmes ont été reconnues par les institutions internationales comme des actrices du développement local (Marques-Pereira, 1996 : 13). Ce pan de recherche a été critiqué par les féministes, car « *These studies had the effect of reinforcing traditional gender roles in social movements, tending to focus on the domain of reproduction as women's realm.* » (Fairhurst et *al.*, 2004 : 205). De ce fait, elles ont rappelé que la participation des femmes dans les mouvements sociaux n'est pas uniquement circonscrite à la sphère domestique, mais qu'elle est multiple (*ibid.*).

Tout compte fait, le contexte historique particulier des actions collectives sud-américaines et des mobilisations des femmes dévoile l'apport singulier des luttes en matière de changements sociaux de même que la visibilité sociale des femmes dans

l'espace public (Farah, 2004; Htun, 2001; Bissilat, 1997; Marques-Pereira, 1996; Jelin, 1990; Alvarez, 1989; Jaquette, 1989).

#### 1.4.1 La nature de la participation des femmes latino-américaines et des Brésiliennes aux luttes populaires urbaines

L'activisme des femmes latino-américaines et des Brésiliennes dans les luttes populaires urbaines possède une longue tradition (Jaquette, 1989; Jelin, 1990; Aguirre, 1996; Molyneux et Crashe, 2002). Par leurs actions collectives, ces femmes ont posé des jalons importants, voire essentiels, à la démocratisation et à l'élargissement de la citoyenneté (Jaquette, 1989; Marques-Pereira, 1996; Marques-Pereira et Raes, 2005; Duquette et *al.*, 2005). Elles ont mis de l'avant un langage en termes de droits et ont conséquemment participé à la construction d'une société démocratique (Molyneux et Craske, 2002; Marques-Pereira et Raes, 2005). Il y a cette idée que, les revendications qu'elles ont formulées, impliquent la « construction d'une idée de droit » (Souza-Lobo, 1991 : 77) à savoir une conscience du « droit d'avoir des droits » (Jelin, 1995 dans Bissilat, 1997 : 108). Dans cet esprit, c'est au nom d'une citoyenneté que les femmes latino-américaines et brésiliennes ont manifesté leurs demandes sociales durant la transition démocratique des années 1970 et 1980 (Duquette et *al.*, 2005 : 161).

Ceci étant dit, la nature de la participation des femmes aux mouvements sociaux urbains est diverse, à savoir, que chacune possède des buts différents, des origines et identités multiples (Jaquette, 1989; Fairhurst et *al.*, 2004). La présence des Latino-américaines et des Brésiliennes dans les mouvements sociaux urbains se manifeste de trois façons : dans les mouvements populaires urbains, les mouvements féministes et les mouvements pour (ou par) les femmes (Jaquette, 1989 : 4; Jelin, 1990 : 184).

Dans le cas du Brésil, Alvarez (1989) distingue deux types d'engagements soit, d'une part durant la transition démocratique, le rôle du mouvement féministe porté par des femmes blanches, éduquées, de classe moyenne nouvellement entrées dans le marché du travail, qui défendent des enjeux féministes et aspirent à changer les rapports entre les hommes et les femmes au sein de la société et, d'autre part, les luttes populaires (Alvarez, 1989) où les femmes « pauvres » défendent des conditions de vie décentes dans des quartiers dépourvus de services et d'infrastructures publics (Farah, 2004; Alvarez, 1989; Jelin, 1990). D'un côté, le mouvement féministe s'est engagé dans la défense d'enjeux « féministes » telles la violence faite aux femmes ou encore la contraception (Marques-Pereira et Raes, 2005; Alvarez, 1989). Il a aussi contribué à l'articulation de politiques publiques qui prennent en compte la variable homme/femme (Farah, 2004; Alvarez, 1989; Marques-Pereira et Raes, 2005). De l'autre côté, à l'échelle des quartiers par exemple, des « clubs de mère » ont regroupé des femmes brésiliennes appartenant à la classe populaire qui demandaient des garderies, des écoles, de l'eau ou encore l'électrification dans leurs milieux de vie (Alvarez, 1989 : 21-22; Souza-Lobo, 1991). Les communautés ecclésiastiques de base (CEB) ont aussi constitué des groupes où les femmes se sont mobilisées autour d'enjeux locaux (Alvarez, 1989 : 21; Marques-Pereira et Raes, 2005) alors que dans d'autres cas, les mouvements de femmes étaient appuyés par les CEB (Jaquette, 1989).

La participation des femmes à ces expériences leur a donné la possibilité de se constituer en tant qu'acteurs collectifs visibles dans l'espace public (Souza-Lobo, 1991; Farah, 2004; Marques-Pereira, 1996; Bissilat, 1997). Ces dernières ont politisé « le privé » ; elles ont démocratisé des problèmes liés à la sphère privée (Farah, 2004; Jelin, 1990; Jaquette, 1989; Duquette et *al.*, 2005 : 163; Aguirre, 1996 : 38) et ont par là, contribué à la mise en place de politiques sociales (Bissilat, 1997; Marques-Pereira et Raes, 2005).



#### 1.4.2 Le sens de la participation des femmes aux luttes populaires urbaines

Différents travaux mettent en évidence que c'est leur condition de mère et leur rôle traditionnel conditionné par la division sexuelle du travail qui motivent l'engagement des femmes aux luttes urbaines (Jelin, 1990; Souza-Lobo, 1991; Moser, 1995; Bissilat, 1997; Lind, 1997; Marques-Pereira, 1996). En d'autres mots, c'est au nom de leur identité de « femme, mère, épouse » (Jelin, 1990 : 205) et pour répondre aux besoins pratiques et immédiats<sup>39</sup> (Molyneux, 1985) qu'exigent la survie familiale et la reproduction sociale<sup>40</sup> que les femmes déploient des actions collectives afin d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille (Alvarez, 1989; Jaquette, 1989; Jelin, 1990). Bien souvent, les luttes urbaines populaires traduisent un prolongement de leur rôle de mère dans l'espace communautaire (Jelin, 1990; Marques-Pereira, 1996) alors qu'elles s'organisent face au désengagement public (Molyneux, 2005 : 388) afin de combler des besoins de bases non rencontrés par l'État (Jaquette, 1989; Jelin, 1990; Marques-Pereira, 1996; Lind, 1997; Marques-Pereira et Raes, 2005). Conséquemment, cela explique pourquoi pour Souza-Lobo (1991 : 76) leur place dans l'espace public n'est pas remise en question.

Paradoxalement, Souza-Lobo (1991) et Bissilat (1997) démontrent, tout de même, que ces pratiques créent une rupture avec leurs rôles traditionnels, par là, la possibilité de se projeter dans l'espace public. En effet, cette participation locale des femmes crée un espace intermédiaire entre l'espace privé et l'État (Marques-Pereira et Raes, 2005; Bissilat, 1997; Marques-Pereira, 1996). Au sein même des organisations populaires se créent des espaces d'*empowerment* (Alvarez, 1989; Lind, 1997;

<sup>39</sup> La théorie des besoins pratiques et des intérêts stratégiques de Molyneux (1985) montre que les besoins pratiques des femmes réfèrent à des besoins immédiats générés par le rôle social qui leur est assigné alors que les intérêts stratégiques visent l'émancipation des femmes et la remise en question des rapports sociaux de sexe. Cela dit, la formulation des besoins pratiques n'implique pas la conquête d'intérêts stratégiques (Molyneux, 1985).

<sup>40</sup> Par reproduction sociale, nous entendons les activités non rémunérées qui permettent de « reproduire » la famille : la réalisation des tâches domestiques, l'éducation des enfants, par exemple.

Verschuur, 2011; Hainard et Verschuur, 2004), c'est-à-dire des lieux où se forgent une identité commune (Souza-Lobo, 1991) qui a permis à des femmes de se rassembler autour d'expériences partagées comme groupe social et de questionner, dans certains cas, les inégalités entre les sexes (Alvarez, 1989; Farah, 2004; Verschuur, 2011; Marques-Pereira et Raes, 2005).

Cela étant dit, en regard des travaux théoriques, il semble y avoir deux interprétations possibles des luttes urbaines menées par des femmes. Quel sens donner à la participation des femmes à l'occupation d'un bâtiment public vétuste dans le centre-ville de Rio de Janeiro ? Dans quelle mesure leur participation à cette lutte urbaine contribue-t-elle à leur *empowerment* individuel et collectif ?

### 1.5 La quête du Droit à la ville pour les femmes

*On the one hand, are those for whom « urban space is so fundamentally constructed by gender difference that women are not simply disadvantaged but representationally excluded or even extirpated » : on the other are those who « see the city as a contradictory and shifting space which can be appropriated by women » (Wilson, 2001: 83 dans Bondi et Rose, 2003 : 230).*

Jusqu'à maintenant, nous avons discuté des inégalités sociales, économiques et politiques qui discriminent les femmes dans la ville et entravent, par extension leur pleine participation à la ville, voire leur Droit à la ville tel qu'élaboré par Henri Lefebvre, soit le droit, dans la pratique quotidienne, de participer à la production de la ville et de se l'approprier (Lefebvre, 1968). Or, il convient de dire que la ville ne correspond pas uniquement à un lieu d'oppression pour les femmes (Wilson, 2001 dans Bondi et Rose, 2003). À l'heure actuelle, des femmes se positionnent aussi comme des actrices qui transforment la ville (Wekerle, 1996, 2000, 2004). Si la mondialisation néolibérale a accru les inégalités urbaines, les villes deviennent des espaces de contestations où plusieurs groupes minoritaires et marginalisés articulent et reformulent des demandes, des droits et des pratiques alternatives au modèle de



développement urbain dominant (Isin, 2000; Purcell, 2003; Holston, 1999; Holston et Appadurai, 1996; Wekerle, 2000). À cet égard, Wekerle soutient :

*Women have been at the centre of these struggles in globalizing cities, challenging social exclusion exacerbated by growing economic polarization, residential segregation shifts in mobility, reductions in municipal services, and declining participating in local governance (Wekerle, 2009 : 211).*

Ainsi, des femmes engagées autour d'enjeux communautaires revendiquent une ville inclusive qui réponde à leurs expériences et préoccupations quotidiennes comme femme (Wekerle, 2000 : 209). Parallèlement, Wekerle (2000) soulève que, de par leurs luttes urbaines, elles réclament leur Droit à la ville (Ce thème sera abordé au chapitre 2) soit le droit de s'approprier la ville et de participer aux décisions politiques relatives à la planification et l'aménagement urbain (Wekerle, 2000 : 210). Cette participation sociale et politique des femmes dans la ville est-elle porteuse du développement d'une citoyenneté dite urbaine ? (*ibid.*). La ville peut-elle être un lieu d'émergence d'une citoyenneté pour les femmes ? Car la citoyenneté moderne, disons-le, n'a pas garanti les droits de tous dont les femmes (Lister, 1997; Marques-Pereira, 2003), leur minorisation politique dans les instances de pouvoir décisionnel en témoigne.

Dans cet esprit, Wekerle (2000) affirme : « *Women's claim to urban citizenship often take spatial and territorial form as women map out place-based strategics in opening up new political space* » (Wekerle, 2000 : 210). Dans le même sens, Escobar propose l'idée de « *politics of place* » (Escobar, 2001 : 155 dans Escobar et Harcourt, 2005) soit des lieux où se dessinent de nouvelles formes de participation démocratique d'où émergent des espaces de transformation, de reconstruction et de réinvention des lieux. Escobar et Harcourt l'affirment ainsi :

*This transformatives politics may involve resistance, but it also involves reappropriation, reconstruction, reinvention, even relocalization of places, and*

*place-based practices; and the creation of new possibilities of being-in-place and being-in-networks with other human and nonhuman living beings* (Escobar et Harcourt, 2005 : 3).

Ainsi, demandons-nous dans quelle mesure la participation des femmes à un acte politique comme l'occupation d'un immeuble conduit à la quête du Droit à la ville et par extension, à une citoyenneté active dans la ville ?

En interrogeant des luttes urbaines menées par des femmes n'y a-t-il pas moyen de comprendre les rapports sociaux sexués qui marquent la ville dans le contexte de mondialisation actuelle ? Dans cette perspective, il convient de mettre en lumière la portée des stratégies mises en branle par des femmes dans les villes en matière de citoyenneté, de Droit à la ville et d'*empowerment*.

#### 1.6 Questions de recherche et hypothèses de travail

Comme nous l'avons vu précédemment, notre recherche part de la prémisse que, les hommes et les femmes n'appréhendent pas la ville de la même manière en raison de la construction des rôles sociaux. Alors que la planification urbaine ne répond pas aux préoccupations des femmes, que la structure urbaine telle qu'héritée contraint leur participation dans la ville, nous savons en nous appuyant sur les travaux de Wekerle (2000) et Hainard et Verschuur (2004) que ces dernières s'investissent dans des actions collectives afin d'améliorer leurs conditions de vie au quotidien et de contribuer à la transformation de la ville.

D'ailleurs, encore aujourd'hui nous observons que les mouvements pour le logement interpellent spécifiquement les femmes (Calió et Mendes, 2005; Hainard et Verschuur, 2004). À titre d'exemple, au sein de la lutte des occupations d'immeubles publics désaffectés à Rio de Janeiro, nous trouvons une présence considérable de femmes. Bien que des chercheurs se soient penchés sur les occupations d'immeubles

publics désaffectés à Rio de Janeiro (Almeida et *al.*, 2009; Souza et Teixeira, 2009; Grandi, 2009), la présence et le rôle des femmes dans la lutte demeurent plus ou moins connus, et ce, malgré qu'elles y soient majoritaires. En faisant fi de leur participation, ne contribuons-nous pas à renforcer ou encore reproduire les rapports sociaux de sexes inégaux dans la ville ?

Il nous apparaît donc pertinent, voire impératif de questionner la portée de l'expérience de femmes engagées dans ces expériences collectives. Dans une perspective féministe, notre recherche soutient d'emblée l'existence de rapports sociaux de sexes qui matérialisent l'espace urbain. De toute évidence, en souscrivant à un cadre théorique de la géographie féministe, notre recherche a des visées politiques (Gilbert et Rose, 1987 : 141). Nos intentions nous poussent à mettre en évidence les actions collectives des femmes dans la ville et du coup, à mener une réflexion épistémologique sur la façon de lire la ville.

Notre objectif vise ainsi à saisir la portée de la participation à des pratiques collectives en matière de Droit à la ville, d'*empowerment* et de citoyenneté locale, pour des Brésiliennes marginalisées sur les plans social, économique et politique. Par citoyenneté locale, nous entendons la participation sociale et publique permettant aux citoyens et citoyennes, à partir d'enjeux du quotidien vécus à l'échelle locale, de prendre part à la parole publique et par conséquent, d'investir l'espace public (Isin, 2000; Isin et *al.*, 2008).

Afin de rencontrer notre objectif, nous étudierons l'expérience de femmes qui occupent, depuis 2007, un ancien édifice public au cœur du centre-ville de Rio de Janeiro et qui luttent au sein du mouvement national de lutte pour le logement (*Movimento Nacional de Luta pela Moradia*: MNLM). Le MNLM représente une organisation présente dans dix-huit États du Brésil, dont l'État de Rio de Janeiro. Ce mouvement organise des actions collectives d'occupation d'immeubles vétustes dans les

quartiers centraux des grandes villes brésiliennes. Les occupations impliquent la cohabitation de plusieurs familles de sorte que le fonctionnement et la gestion collective sont appuyés par un comité de coordination interne. Cela dit, notre étude de cas portera sur l'occupation Manoel Congo<sup>41</sup> à Rio de Janeiro que nous présenterons au chapitre 3 et qui compte quarante-deux familles dont la majorité sont des femmes, chefs de familles provenant des favelas, de là l'intérêt de se pencher sur cette action collective.

### 1.6.1 Questions de recherche

Cette recherche s'inspire des travaux de Wekerle (1996, 2000, 2004, 2009), Lobo-Souza (1991), Bissilat (1997), Hainard et Verschuur (2004), Charlier (2011) et Verschuur (2011). Nous voulons démontrer que des femmes brésiliennes participent à la production de la ville, qu'elles se l'approprient et la transforment. En cela, nous souhaitons illustrer la portée de cette lutte notamment en relevant en quoi elle nous parle d'un *empowerment* individuel et collectif, d'une citoyenneté émergente tout comme de la quête de leur Droit à la ville. À partir du cas de l'occupation Manoel Congo, nous nous demandons : de quelle façon les pratiques collectives menées par ces femmes contribuent à leur *empowerment* individuel et collectif ? Sont-elles un levier vers la construction d'une citoyenneté locale ? Conduisent-elles à l'affirmation de leur Droit à la ville ? Plus précisément, nous souhaitons savoir, de quelle façon, cet engagement social et politique les transforment sur le plan individuel ? Comment ces pratiques collectives permettent-elles aux habitantes de l'occupation d'acquérir plus de pouvoir collectif en tant que groupe social et de modifier, du coup, les structures sociales, économiques et politiques qui les maintiennent dans des positions d'exclues dans la ville ? Ces pratiques collectives représentent-elles un tremplin vers l'espace

---

<sup>41</sup> Manoel Congo est un leader d'esclaves Quilombos qui a mené une rébellion au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il a conduit les esclaves jusqu'à l'État de Rio de Janeiro.

public formel ou encore vers des lieux de participation citoyenne informelle<sup>42</sup> ? Et enfin, créent-elles un espace où les femmes peuvent articuler leurs intérêts et prendre confiance en elle, comme citoyenne et actrice du territoire ?

### 1.6.2 Hypothèses de travail

Comme nous le savons, les luttes urbaines ont permis aux femmes de sortir de l'espace privé et d'investir la vie publique, c'est-à-dire de « rendre floue » la dualité entre le foyer et l'espace public (Bissilat, 1997 : 102). De cette façon, elles ont donné la possibilité pour des femmes de se consolider en tant que sujet collectif et d'investir l'espace public, espace où elles sont toujours marginalisées. Ainsi, nous appréhendons cette expérience telle une démarche transformatrice où les femmes s'approprient la ville. Aussi, nous posons l'hypothèse que les pratiques collectives de l'occupation Manoel Congo constituent, pour ces femmes, un lieu d'émergence de pratiques citoyennes et un pas vers une citoyenneté locale. Enfin, nous présumons que les occupantes expérimentent de nouvelles façons de produire la ville qui tiennent compte de leurs expériences et de leurs préoccupations quotidiennes, comme femme, par là le potentiel d'une transformation des rapports sociaux sexués dans la ville. Leurs expériences mènent-elles à l'implantation d'un agenda féministe ? Remettent-elles en question les rapports différents, voire inégaux entre les hommes et les femmes dans la production de l'espace urbain ?

Voilà, à la lumière de ces questions et hypothèses, ce que nous vérifierons en étudiant la portée de cette expérience collective.

---

<sup>42</sup> Par lieux de participation citoyenne informelle, nous entendons les espaces de participation sociale et politique qui ne sont pas institutionnalisés. Par exemple, les assemblées collectives de l'occupation représentent des lieux de participation citoyenne informelle.



## CHAPITRE II

### UNE LECTURE FÉMINISTE DE LA VILLE : CADRES THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

« Ainsi la tâche n'est point de contempler ce que nul n'a encore contemplé, mais de méditer comme personne n'a encore médité sur ce que tout le monde a devant les yeux. » (Schopenhauer dans Grawitz, 1996 : 317).

Ce deuxième chapitre aborde le cadre théorique de notre recherche et la démarche méthodologique employée. La première section présente la géographie féministe comme approche théorique. De là, nous montrons que les rapports sociaux de sexes différenciés induisent des expériences différentes dans la ville. Appréhendés dans une perspective matérialiste et féministe, nous voyons comment les rapports sociaux de sexe structurent la ville. Ensuite, nous questionnons les paradoxes d'une citoyenneté pour les femmes pour analyser les concepts de la citoyenneté, du Droit à la ville et de l'*empowerment*. Une deuxième partie de ce chapitre se réfère à la démarche méthodologique utilisée en présentant notamment, le type de recherche, les méthodes de collectes de données et enfin le cadre opératoire.

#### 2.1 La géographie féministe comme approche théorique

##### 2.1.1 D'une géographie dite universelle à une géographie féministe : éléments de réflexion épistémologiques

La géographie féministe repose sur le féminisme qui se présente à la fois comme une approche théorique et un mouvement politique (Mcdowell et Sharp, 1999 : 88) dont l'objectif est de mettre en évidence que les identités sexuées socialement construites génèrent des rapports de pouvoir asymétriques et des inégalités sociales,

politiques, économiques et sociospatiale entre les sexes (Chivallon, 2001; Bidet-Mordrel et *al.*, 2010).

La géographie féministe est apparue durant la deuxième vague féministe des années 1960 et 1970 (Nelson et Seager, 2005 : 3; Chivallon, 2001), plus précisément dans le milieu académique anglo-saxon (Lévy et Lussault, 2003) où elle reste, encore aujourd'hui, plus importante (*ibid.*). Cette géographie s'est construite en réaction à une production de connaissances qui se disait universelle, mais qui, dominée par les hommes, étudiait essentiellement des territoires produits et pratiqués par eux. En cela, elle n'a pas su considérer les « femmes » comme objet d'études (Monk et Hanson, 1982; Gilbert et Rose, 1987; Dixon et Paul Jones III, 2006; Bondi et Domosh, 2001; Rose, 1993; Nelson et Seager, 2005; Chivallon, 2001; Massey, 1994). Dans cette perspective, les géographes féministes ont engagé un débat qui met en lumière le biais masculiniste de la géographie soit le fait que « *various forms of white, bourgeois, heterosexual, masculinity have structured the way in which geography as a discipline claims to know space, place and landscape* » (Rose, 1993 : 137). Car, cette géographie qui a comme prétention d'être universelle, a pour effet de nier les différences entre les hommes et les femmes (McDowell, 1993b : 306), ce qui engendre une vision masculiniste du monde « géographique » (Rose, 1993; Massey, 1994). Au coeur de la discipline: « *male activities have been the primary focus of analysis across each of geography's traditional objects of inquiry, be these landscapes, regions, spatial variations, or the environment.* » (Dixon et Paul Jones III, 2006 : 44) tandis que l'étude des espaces liés aux activités dites « féminines », n'était guère prise en compte (*ibid.*).

Mais encore, les fondements mêmes de l'épistémologie de la géographie, soit l'universalisme, l'objectivité et l'organisation de la connaissance ont été et sont toujours associés à une rationalité masculine (Dixon et Paul Jones III, 2006 : 45, Rose, 1993; Bondi et Domosh, 2001) alors que « *irrationality was associated with*

*femininity: women were not considered to be capable of rational thought* » (Rose, 1993 : 9). En ce sens, « la science n'est pas seulement dominée par les mâles, elle est également associée à ce qui est culturellement défini comme masculin » (Bondi et Domosh, 1992 dans Hancock, 2002 : 261). Il y a donc cette idée que l'homme représente la rationalité voire la norme, et la femme, « l'autre » (Rose, 1993; Bondi et Domosh, 1992). Cette opposition entraîne une polarisation des genres, un dualisme entre le masculin et le féminin (Massey, 1994; Bondi et Domosh, 2001) essentiellement asymétrique (Hancock, 2002; Bondi et Domosh, 2001). Sur le plan spatial, cela correspond au fait que l'espace est codé masculin (Massey, 1994; Rose, 1993) tandis que les lieux ou encore « *local/place/locality* » (Massey, 1994 : 10) sont féminins (Rose, 1993; Massey, 1994). Du coup, ils sont dénigrés de sorte qu'on leur accorde moins d'intérêt (Massey, 1994 : 10).

Dans cet esprit, les géographes féministes s'engagent à rendre visibles des problématiques sociospaciales qui touchent les femmes (Gilbert et Rose, 1987; Chivallon 2001). Elles documentent, analysent les expériences, les pratiques, les stratégies d'appropriation menées par les femmes de même qu'elles interrogent les espaces de résistances ou les formes d'oppressions vécues sur le territoire (Dixon et Paul Jones III, 2006 : 42). Pour ce faire, certaines chercheuses élaborent les cadres théoriques utilisés en géographie, s'inspirant d'autres disciplines tout comme elles choisissent des méthodologies originales à celles traditionnellement employées en géographie (Gilbert et Rose, 1987 : 140; England, 2006). Si cette façon de faire peut susciter des critiques (Gilbert et Rose, 1987; Hancock, 2002 : 263), il n'en demeure pas moins que la géographie féministe a posé un regard critique et novateur en questionnant et en revisitant les concepts, les cadres théoriques et les objets d'études d'une géographie androcentrique, c'est-à-dire une géographie conçue majoritairement par les hommes et qui reflète, en cela, essentiellement leurs expériences, valeurs et réalités. (Mcdowell dans Hancock, 2002; Monk et Hanson, 1982; Bondi et Domosh, 2001).

### 2.1.2 La géographie féministe : une géographie engagée

Selon McDowell et Sharp, les objectifs de la géographie féministe sont :

*[...] make visible and challenge the relationships between gender divisions and spatial divisions, to uncover their mutual constitution and problematise their apparent naturalness. Thus the purpose is to examine the extent to which women and men experience spaces and places differently and to show how these differences themselves are part of the social constitution of gender as well as that of place (1999 : 91).*

Dans cet esprit de contestation des rapports sociaux de sexe : « La géographie féministe a des visées politiques », affirment Gilbert et Rose (1987 : 141). Elle est animée par l'intention de revoir les fondements épistémologiques de la discipline. De cette façon, les partisans de cette approche mettent de l'avant la thèse voulant que la construction des concepts géographiques soit le reflet des rapports de pouvoir entre les sexes (Rose, 1993 ; Massey, 1994 : 13; Hancock, 2004; Bondi et Domosh, 2001).

Malgré une percée théorique dans les années 1970 et 1980, la perspective féministe en géographie demeure toujours marginalisée et ses avancées, timides (Rose, 1993; Massey, 1994; Gilbert et Rose, 1987; Chivallon, 2001) ce qui fait dire à Rose (1993) : « *Feminism's concerns are never wholly acknowledged by the geographical arguments with which it engages, and geography continues virtually to disregard feminist theory.* » (Rose, 1993 : 3). Malgré tout, les géographes féministes ne cessent de proposer de nouvelles perspectives aux champs traditionnellement étudiés par la géographie (Nelson et Seager, 2005 : 5; Gilbert et Rose, 1987 : 137; Hancock, 2004; Chivallon, 2001; England, 2006; Coutras, 1996; Bondi et Rose, 2003; Denèfle et al., 2008; Latendresse, 2005) et ce, dans l'optique de produire une géographie juste. Non seulement la géographie féministe se veut plus équitable, mais elle se veut revendicatrice. En l'occurrence, pour Gilbert et Rose (1987 : 141), il est question de mettre en lumière les stratégies spatiales des groupes de femmes, mais

aussi de: « réclamer et d'affirmer une participation plus grande des femmes à la vie publique en général, et même la création d'espaces plus humains. Le but des auteurs est de montrer comment les luttes pour l'appropriation de l'espace et les mouvements de libération des femmes se rejoignent et se superposent » (Cameiro et Lavinias; F.Mackenzie; Séguin et Villeneuve dans Gilbert et Rose, 1987 : 141).

Tout bien considéré, par ces intentions, les géographes féministes réfutent « la neutralité sexuelle de l'espace » (Pelletier, 1987 : 144) de sorte qu'elles interprètent les rapports différents, voire inégaux que les sexes entretiennent à et par l'espace (Coutras, 1996; Gilbert et Rose, 1987; Massey, 1994; Mcdowell, 1993a, 1993b; Bondi et Rose, 2003; Denèfle, 2008; Denèfle et *al.*, 2008; Latendresse, 2005; Carle-Marsan, 2012; Levy et *al.*, 2013a, 2013b). La géographie féministe permet de donner une voix aux femmes comme actrices qui s'approprient et transforment le territoire (Coutras, 1996; Bondi et Rose, 2003; Gilbert et Rose, 1987; Chivallon, 2001; Denèfle, 2008).

### 2.1.3 Les différentes approches de la géographie féministe

Plusieurs approches traversent la géographie féministe. Les trois principales consistent en la géographie féministe de type libérale, la géographie féministe marxiste ou radicale et la géographie féministe postmoderne (Dixon et Paul Jones III, 2006; Mcdowell, 1993b; Lévy et Lussault, 2003; Chivallon, 2001). Nous développons ci-dessous les particularités de ces dernières.



### 2.1.3.1 La géographie féministe de type libérale

En réponse à une géographie « masculiniste »<sup>43</sup> (Rose, 1993 : 4), la géographie féministe de type libérale a mis en valeur l'étude des expériences des femmes et des espaces féminins (Mcdowell, 1993a; Nelson et et Seager, 2005; Dixon et Paul Jones III, 2006; Chivallon, 2001). Cette approche libérale a décrit : « les écarts de position entre les hommes et les femmes exprimés à travers l'usage des espaces publics et privés, l'accès différentiel aux ressources économiques, [et] la spécialisation sexuelle des tâches » (Lévy et Lussault, 2003 : 362). Empirique, elle a cartographié les inégalités sociospatiales entre les hommes et les femmes et du coup s'est intéressée aux expériences sexuées (Gilbert et Rose, 1987; Nelson et Seager, 2005; Dixon et Paul Jones III, 2006; Domosh et Seager, 2001; Chivallon, 2001). À l'aide de méthodes quantitatives, elle a traité les pratiques spatiales des femmes en matière d'usage de la ville, d'accès à l'emploi et au transport avec l'objectif de réduire les écarts numériques entre la réalité des hommes et celle des femmes (Chivallon, 2001). Par ailleurs, d'autres travaux ont révélé les expériences sexuées des femmes, mettant en évidence leur rôle au sein des associations communautaires ou encore, les stratégies de survie collectives qu'elles ont mises en place dans les pays du Sud pour assurer le bien-être de leur famille et de la communauté (Dixon et Paul Jones III, 2006). Plutôt descriptive, l'approche libérale n'a pas de base théorique (Chivallon, 2001) et a donc essentiellement tracé un portrait de la réalité spatiale des femmes sans toutefois questionner les rapports de pouvoir qui se cachent derrière les disparités sociospatiales. De cette manière, la géographie féministe de type libérale a conduit à une géographie se voulant plus explicative et interprétative, la géographie féministe radicale (Gilbert et Rose, 1987).

---

<sup>43</sup> Le terme masculiniste fait référence à : « work which, while claiming to be exhaustive, forgets about women's existence and concerns itself only with the position of men » (M. Le Doeuff, 1991 dans Rose, 1993: 4)

### 2.1.3.2 La géographie féministe marxiste ou radicale

Pour ce qui est de la géographie féministe marxiste, la conjugaison des relations capitalistes et du patriarcat dans la structuration spatiale constitue le point de départ de cette approche (Dixon et Paul Jones III, 2006; Chivallon, 2001; Coutras, 1996). Les géographes féministes de ce courant se sont penchées sur l'analyse des divisions spatiales en termes de genre et de classes sociales dans les sphères productive et reproductive de la période industrielle, phase durant laquelle nous assistons à un boom d'urbanisation et à l'émergence d'un type de développement urbain et d'organisation de la ville propre au fordisme (Nelson et Seager, 2005 : 3; Pelletier, 1987 : 179; McDowell, 1993a : 165; Chivallon, 2001). Intrinsèque au capitalisme, la division espaces publics/espaces privés comme espace de production et de reproduction reflètent et structurent les rapports sociaux sexués dans la ville (Hancock, 2002 : 258). En d'autres termes, les espaces « féminins » comme le foyer ou ceux du travail associé à l'espace public ont été étudiés en vue d'expliquer les inégalités entre les sexes (Gilbert et Rose, 1987), et de ce fait les rapports sociaux de sexe. Pour Séguin et Villeneuve : « la ségrégation des espaces féminins est conçue comme une manifestation de l'éviction des femmes de certains lieux: on revendique donc leur réinsertion dans ces mêmes lieux » (Séguin et Villeneuve dans Gilbert et Rose, 1987 : 141).

Puis, opposée à une idéologie essentialiste, la géographie féministe radicale appréhende les inégalités hommes et femmes dans une perspective matérialiste. Ici, le patriarcat, défini comme un système où les relations de pouvoir exercées par les hommes sur les femmes, organise l'espace (Dixon et Paul Jones III, 2006 : 48). Ainsi, les rapports de pouvoir entre les sexes se « maintiennent par et dans l'espace » (Séguin et Villeneuve, 1987 dans Rose et Gilbert, 1987 : 140). En d'autres mots : « [...] [ils] deviennent une force structurante de l'environnement et ce dernier, une

composante de la constitution des rapports de pouvoir entre les sexes » (Mackenzie, 1986 dans Pelletier, 1987 :179).

Dans cette perspective, une transformation des rapports sociaux de sexes peut entraîner des transformations au niveau spatial (Gilbert et Rose : 1987 : 140). Somme toute, cette perspective a analysé les rapports sociaux sexués à travers l'espace et la façon dont ce même espace maintient et reproduit des rapports sociaux inégaux entre les sexes (*ibid.*).

#### 2.1.3.3 La géographie féministe postmoderne

À partir des années 1980, la géographie féministe a également subi l'influence des théories postmodernes aussi appelées « déconstructivistes » « poststructuralistes » (Chivallon, 2001). Les géographes féministes qualifiées de postmodernes ont dénoncé non seulement le biais masculiniste de la production de la connaissance, mais elles ont appelé à déconstruire le dualisme de la pensée scientifique qui « opère à partir d'une opposition entre « homme » et « femme » dans laquelle le premier domine et proclame le privilège de sa singularité par contraste à l'infériorité et à la pluralité de « l'autre » » (Bondi et Domosh 2001 : 67; Chivallon, 2001). Elles ont revendiqué les « subjectivités du savoir féminin » (Chivallon, 2001 : 59).

Les théories postmodernes rappellent que le sujet est au centre de l'analyse et mettent l'accent : « non plus sur les relations structurelles entre les collectifs, mais sur l'expérience subjective des identités sexuées » (Bondi et Domosh, 2001 : 73). Ainsi, elles s'intéressent à la déconstruction des catégories sociales de sexe et de genre. Contrairement au courant féministe radical, cette manière d'aborder la réalité remet en question la construction des catégories sexuées prescrites par la structure sociale de sorte qu'elle valorise plutôt des subjectivités féminines (Chivallon, 2001) soit, « une vision des identités fluides et indéterminées » de la socialité (Lévy et Lussault,

2003 : 362; Chivallon, 2001). Dans cette perspective, il y a une diversité des expériences et points de vue des sujets (Mcdowell, 1993b : 212). À titre d'exemple, les géographes féministes inspirées par les théories postmodernes étudieront en quoi les discours construisent des identités « masculines » ou « féminines » sur le plan spatial (Lévy et Lussault, 2003; Dixon et Paul John III, 2006).

Bref, l'approche implique de déconstruire la catégorie « femmes » comme groupe historique minorisée ce qui suscite tout de même des critiques, car le féminisme, rappelons-le, s'est bâti sur cette identité afin d'y dénoncer les rapports de pouvoir et les inégalités sexuées (Bondi et Domosh, 2001 : 77).

#### 2.1.4 Les femmes et non la femme

Les féministes des pays du Sud ont critiqué l'aspect essentialiste et homogénéisant d'une catégorie « femme » de même qu'elles ont remis en question le féminisme occidental qui ne les représentait pas (Kobayashi, 1994). L'exclusion sociale et politique des femmes du Sud, marquée par l'histoire coloniale, se fonde dans de multiples oppressions vécues simultanément à travers leur appartenance de classe, de genre, de « race » (Mohanty, 1991; Kobayashi, 1994). Elles ont donc revendiqué une reconnaissance de la diversité des expériences des femmes (*ibid.*). Également, « *Third world feminists have argued for the rewriting of history based on the specific locations and histories of struggles of people of color and postcolonial peoples, and on the day-to-day strategies of survival utilized by such people.* » (Mohanty, 1991 : 10). Bref, elles ont questionné la légitimité et l'autorité des femmes blanches et de classes sociales aisées à les représenter et à parler en leur nom (Kobayashi, 1994).

La reconnaissance de la pluralité des identités des femmes ainsi que l'intersectionnalité des types d'oppression apparaissent donc comme des éléments théoriques centraux du développement de la géographie féministe dans les années



1980. Dans ce sens, il est apparu nécessaire de conceptualiser cette catégorie « femme » et de saisir plutôt les rapports de genre soit les rapports sociaux de pouvoir entre les hommes et les femmes (Kofman, 2005 : 191) qui induisent un rapport hiérarchique (Kergoat, 2010 : 63). Mentionnons que la notion de genre doit son origine aux féministes anglo-saxonnes (Bissiliat, 1997 : 28) et est apparue durant les années soixante-dix en réaction à l'approche « femmes et développement ». Cette dernière voulant sortir les femmes de l'invisibilité a misé essentiellement sur l'intégration des femmes dans le développement ce qui a eu l'effet pervers de se centrer sur la catégorie « femme » sans toutefois remettre en question les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes. De là découle la pertinence d'analyser plutôt les rapports sociaux entre les hommes et les femmes (Hainard et Verschuur, 2004).

#### 2.1.5 Notre approche : une lecture féministe radicale

Notre recherche s'intéresse à la façon dont les rapports sociaux sexués produisent des expériences spatiales distinctes dans l'espace urbain (Coutras, 1996; Massey, 1994; Denèfle, 2008). La lecture que nous faisons de la ville est féministe. En posant ce regard, nous critiquons le fait que les travaux théoriques sur la ville négligent bien souvent de considérer les femmes à la production de la ville. Nous revendiquons donc la visibilité des Brésiliennes dans cette lutte pour le Droit à la ville et par extension, nous aspirons à une reconnaissance de leurs expériences dans l'action publique. Cette recherche se situe dans le courant de la géographie féministe radicale, car nous considérons que les rapports sociaux de sexe produisent l'organisation urbaine alors que celle-ci les supporte et les reproduit. De l'approche postmoderniste, nous retenons l'idée de la diversité des subjectivités féminines afin de penser les différences entre les femmes brésiliennes (McDowell, 1993b; McDowell et Sharp, 1999). Cela nous amène à tenir compte des critiques des féministes du Sud et à mettre en évidence l'interrelation entre les rapports sociaux de sexe, de classe et de « race »



tout en étant consciente de notre propre appartenance et de nos privilèges comme femme « blanche » et éduquée (England, 2006).

## 2.2 Une lecture féministe de la ville

### 2.2.1 Rapports sociaux de sexes différenciés dans la ville

S'il est pertinent de s'intéresser aux rapports sociaux de sexe, c'est que ceux-ci s'étudient en termes de rapports donc susceptibles de se transformer. Les rapports sociaux de sexe représentent une dynamique relationnelle de pouvoir entre les sexes qui s'est construite à une période historique et dans une culture donnée (Scott, 2000 dans Hainard et Verschuur, 2004). Comme nous l'avons déjà dit, ils sont vécus de façon singulière en fonction des appartenances sociale, économique et culturelle multiples tout comme ils sont traversés par d'autres rapports sociaux, à savoir les rapports liés à la race, à la classe, et ce, avec une plus ou moins grande intensité (Bidet-Mordrel, 2010; Kergoat, 2010; Marques-Pereira, 2003; Labrecque, 1991).

La relation inégale entre les hommes et les femmes se constitue à travers la division public-privé qui réside dans la division sexuelle du travail. MacGregor (1995 : 29) énonce: « *That the public and private spheres of life are gendered and unequally valued is a long-standing feminist argument.* ». Ainsi, les femmes ont été reléguées, voire subordonnées, à l'espace privé, au foyer, à la famille et par extension à la communauté, espace associé à la « reproduction sociale » terme emprunté au courant féministe marxiste. En contrepartie, la sphère productive, liée à l'espace public, politique ou encore à l'espace marchand, a été davantage investie par les hommes (Coutras, 1996; Haicault, 1996 : 32; Massey, 1994; Yuval-Davis, 2000 : 183; MacGregor, 1995). En d'autres mots, la maison, le foyer, la communauté représentent des lieux dits « féminins » tandis que l'espace public et la rue sont des espaces codés masculins. Si cette division tend à s'estomper (Haicault, 1996), il demeure qu'encore

aujourd'hui, l'organisation domestique repose davantage sur les femmes de sorte qu'elles sont largement responsables des tâches ménagères, et ce, malgré leur entrée massive sur le marché du travail depuis les dernières décennies.

Cela dit, dans notre recherche, nous partons du constat que, ayant des rôles sociaux différents, donc des expériences différentes, hommes et femmes ne vivent pas et n'appréhendent pas la ville de la même façon (Mcdowell, 1993a; Massey, 1994; Coutras, 1996; Wekerle, 1984, 2000; Hainard et Verschuur, 2004; Gouveia, 2005; Latendresse, 2005; Denèfle, 2008; Trudelle et *al.*, 2006; Brais et Frohn, 2002).

Les hommes et les femmes utilisent et perçoivent leur ville différemment, suivant leur rôle et leurs responsabilités respectifs dans la division du travail basée sur la distinction entre les sexes. Cette division du travail se caractérise non seulement par le fait que les tâches à accomplir sont différentes, mais aussi par une inégalité d'accès aux ressources et de maîtrise sur ces ressources, et par la différence de valeur que l'on attribue aux activités des femmes et à celles des hommes (Beall et Levy, 1995 : 32).

Malgré une certaine transformation des rapports sociaux sexués, les femmes seraient davantage concernées par les services de proximité, l'aménagement des parcs, la sécurité d'un quartier, la présence de services de proximité comme les écoles, les garderies, les supermarchés, enjeux qui interpellent les préoccupations quotidiennes (Latendresse, 2005; Hainard et Verschuur, 2004). Hainard et Verschuur énoncent que les femmes :

[...] davantage inventives dans la gestion des communautés, elles travaillent constamment au maintien de la cohésion sociale ; le logement et la qualité de vie des quartiers les obsèdent ; elles savent s'organiser pour améliorer l'environnement et la sécurité, initier et développer des services (santé, garde d'enfants, eau, recyclage des déchets, construction, transport) (2004 : 25).

Pour sa part, Coutras prétend que c'est à partir de la proximité résidentielle « que les femmes appréhendent et se représentent la ville » (Coutras, 1996 : 22). Hainard et

Verschuur (2004) mettent en évidence que la communauté représente le lieu où les femmes s'engagent (Hainard et Verschuur, 2004) et cherchent à la transformer activement au quotidien (Séguin, 2003 dans Trudelle et *al.*, 2006; Hudson et Rönnblom, 2008 : 7). Ce que Marques-Pereira (1996) confirme en soulevant « l'importance du local, en tant qu'espace où s'effectuent pour les femmes les sorties de la sphère domestique et les passages entre le productif, le reproductif et les associations communautaires (Marques-Pereira, 1996 : 20). Par ailleurs, ces dernières s'imposent à la fois comme des mères, des « gardiennes de la communauté », mais surtout comme des actrices qui réinventent l'espace urbain (Wekerle, 2000), ce que nous approfondirons plus loin. En revanche, Massey met en garde qu'il ne faut pas généraliser l'idée que les femmes figurent au premier plan dans l'espace communautaire et local de sorte d'entériner une vision traditionnelle et androcentriste des rapports sociaux de sexes (Massey, 1994 : 9).

Dans le livre, *Crise urbaine et espaces sexués*, Coutras (1996 : 6) se demande : « La ville telle qu'on la connaît vivrait-elle si les rapports existant entre les sexes étaient autres? ». Pour cette chercheuse, si la ville est économique et sociale, elle est aussi sexuée (Coutras, 1987 : 18). C'est dans cet esprit que plusieurs auteures défendent la thèse voulant que l'organisation urbaine et ses fondements soient structurés et conditionnés par les rapports sociaux de sexes (Coutras, 1996; Massey, 1994; Rose, 1993; Bondi et Rose, 2003; Gouveia, 2005; Wekerle, 1984; Dagenais, 1980; Denèfles, 2008; Latendresse, 2005; Trudelle et *al.*, 2006). Des travaux scientifiques montrent que la production de l'espace urbain reflète les inégalités et les rapports de pouvoir de genre (Massey, 1994; Coutras, 1987, 1996; Hainard et Verschuur, 2004; Bondi et Rose, 2003; Gouveia, 2005; Latendresse, 2005; Wekerle, 1984, 2009; Dagenais, 1980; Brais et Frohn, 2002; Trudelle et *al.*, 2006). Pourtant, à première vue, les femmes ne sont-elles pas visibles partout dans la ville? Elles travaillent, se déplacent dans la ville tandis que leur présence numérique frôle la parité avec celle des hommes (Coutras, 1996; Haicault, 1996; Gouveia, 2005).

Haicault le montre ainsi :

Les femmes circulent dans les rues dans les villes, elles traversent les places, elles sont dehors, dans les centres-villes, elles utilisent les transports collectifs, fréquentent les lieux culturels, occupent l'espace, certes dans des temporalités spécifiques, pour des motifs professionnels et domestiques mêlés, plus souvent pour flâner, mais elles sont visibles aujourd'hui dans les villes modernes (1996 : 34).

Cela dit, l'entrée des femmes sur le marché du travail a rendu visible leur présence dans l'espace urbain : leur « enfermement » dans l'espace privé est révolu (Coutras, 1996; Wekerle, 1984; Haicault, 1996). Or, selon Coutras (1996), les inégalités sexuées dans la ville se posent bien en termes d'appropriation : « À partir du moment où des pratiques différentes engendrent une appropriation différenciée et donc inégale des possibilités contenues dans l'espace, elles engendrent des rapports inégalitaires entre les groupes » (*ibid.* : 19). La maîtrise de la ville devient donc source de pouvoir (*ibid.* : 19). L'existence des faits sexués réside dans une « dimension cachée » (*ibid.* : 19) où les femmes demeurent malgré tout des « *sujeitos ocultos* » (sujets cachées) (Gouveia, 2005) des villes.

Bref, une lecture féministe de la ville nous révèle qu'elle est le produit indéfectible des rapports sociaux de sexes (Coutras, 1996; Massey, 1994; Rose, 1993; Bondi et Rose, 2003; Gouveia, 2005; Wekerle, 1984; McDowell, 1993a; Denèfle, 2008).

### 2.3 Femme et citoyenneté

La présence des femmes dans les instances de gouvernance locale reste toujours marginalisée, ce qui remet en question leur citoyenneté. Ce qui nous rappelle que, de façon générale, la citoyenneté moderne n'a pas assuré l'inclusion de tous (Yuval-Davis, 2000 : 171; Isin, 2000), notamment les femmes. Ce faisant, cette question

représente un enjeu au cœur des débats féministes (Pateman, 1998 dans Wekerle, 2000 : 207). Pour Marshall, cette citoyenneté repose sur l'allocation de droits politiques, civils et sociaux<sup>44</sup> aux individus faisant partie d'une communauté politique nationale (Marshall dans Marques-Pereira, 1996 : 26). Ces droits vont de pair avec des obligations et des devoirs dont les citoyens disposent face à l'État-Nation. À son tour, l'État doit garantir des droits afin d'assurer le plein exercice de la citoyenneté. Or, tous ne sont pas égaux face aux droits octroyés par l'État (Yuval-Davis, 2000; Isin, 2000) : les femmes n'ont pas obtenu le plein exercice de leurs droits (Lister, 1997). Pour Scott (2002 : 29) :

La légitimation de l'exclusion des femmes de la citoyenneté par les différences biologiques a conduit à instituer la « différence sexuelle » non seulement comme un fait naturel, mais comme le fondement ontologique de la différenciation sociale et politique.

Pour ainsi dire, cette exclusion politique prend assise dans une relation dichotomique entre espace public et espace privé (Yuval, Davis, 2000; Lister, 1997 : 69). Au-delà de ce constat, l'inclusion politique des femmes est également confrontée à l'enjeu de l'égalité entre les hommes et les femmes compromis par la difficulté de percevoir les femmes, non comme l'autre, mais comme un sujet neutre représentant l'universel. Pour Marques-Pereira, cela rappelle le dilemme entre l'universel et la différence qui marque le genre humain (Marques-Pereira, 2003 : 126).

Soit elles [les femmes] sont intégrées à la citoyenneté en tant qu'individus et leur égalité les assimile aux hommes en niant et déniaient leurs expériences et leurs vies de femmes; soit elles sont incluses à la citoyenneté en tant que femmes, la différence sexuelle entérinant la séparation entre le privé et le public [...] » (*ibid.* : 115).

---

<sup>44</sup> Les droits politiques réfèrent au droit de voter et d'être éligible ; les droits civils renvoient à la liberté d'expression, au droit de manifester ; les droits sociaux incluent notamment le droit à l'éducation, le droit à des soins de santé.



Considérant ce dilemme, quelle citoyenneté peut-on espérer pour les femmes ? Dans certains cas, l'inclusion et l'octroi de droits pour les femmes de même que leur entrée dans la sphère politique ont été légitimisés en fonction d'une subjectivité féminine liée à leur « essence » de mère (Yuval-Davis, 2000; Wekerle, 2000). Cependant, cette vision essentialiste du rôle social des femmes se conjugue à une forme de dépendance à un statut civil ou social (Marques-Pereira, 2003 : 91). En revanche, pour Pateman (Pateman dans Marques-Pereira, 2003 : 114), la maternité revêt également un sens politique. Elle remet ainsi en cause la thèse de la dualité politique entre l'espace public et l'espace privé en rendant le privé politique.

Pour sa part, Young (1990) propose une citoyenneté différenciée qui tienne compte de la pluralité des identités soit, la reconnaissance des intérêts des différents groupes sociaux dont les femmes, qui dans leur diversité, possèdent des intérêts communs (Young, 1990 dans Marques-Pereira, 2003). Les thèses pluralistes proposeront l'idée d'inclure les femmes en proposant une citoyenneté basée sur la différence et défendront la mise en place de mécanismes institutionnels en vue de renforcer la représentation politique et institutionnelle des femmes, tels les quotas. Cependant, toujours selon Marques-Pereira, ces politiques affirmatives en vue de la parité risquent de venir justifier en quelque sorte cette différence si elle ne questionne pas les rapports de force qui ont généré, par extension, l'exclusion (Marques-Pereira, 2003 : 126). En ce sens, elle s'interroge :

À l'instar de Michèle Riot-Sarcey (1995, 137), demandons-nous si la quête simultanée d'une reconnaissance de l'altérité dans la représentation politique et d'une reconnaissance des femmes comme représentantes de l'universel ne traduit pas une tension entre la volonté d'être et la nécessité d'exister qui pèsent sur celles qui, bien que représentantes, ne cessent toujours pas d'être représentées et confrontées à l'idée que ces normes font d'elles (*ibid.* : 124).

Enfin, l'individuation, soit l'intégration des femmes en tant que sujet politique, c'est-à-dire en tant que sujet distinct de toute catégorie sociale hormis du poids des

identités de genre socialement construites et prescrites, représente un des enjeux d'une citoyenneté pour les femmes (Lamoureux, 1996 dans Marques-Pereira, 2003 : 127). Pour Marques-Pereira (2003), les défis d'une citoyenneté pour les femmes reposent sur la reconnaissance de ce groupe social à travers la pluralité de leurs expériences dans la sphère politique, et ce, sans entériner les différences et les rapports sociaux de sexes (*ibid.* : 127).

Tout compte fait, la quête d'une citoyenneté pour les femmes implique d'être incluse et reconnue comme sujet politique capable de participer et d'être représentée dans l'espace public (Marques-Pereira, 2003).

### 2.3.1 Vers une citoyenneté urbaine : le Droit à la ville

Dès l'Antiquité, la *polis*, c'est-à-dire la ville, se présente comme un socle des pratiques démocratiques et citoyennes. Dans le contexte économique et politique actuel de mondialisation, plusieurs auteurs postulent que la citoyenneté ne se restreint plus uniquement à l'échelle nationale, elle se déploie plutôt à plusieurs échelles (Isin, 2000; Purcell, 2003; Yuval-Davis, 2000; Wekerle, 2000). En relation à d'autres échelles, la citoyenneté serait reterritorisée vers d'autres lieux, ce qui implique la création de communautés politiques multiples (Purcell, 2003 : 566). Dans cet ordre d'idée, Yuval-Davis (2000) parle d'une citoyenneté multiscalaire, soit une citoyenneté appréhendée à travers de multiples échelles, des échelles à la fois géographiques et imaginaires forgées par d'appartenances diverses (Yuval-Davis, 2000). Elle explique :

*[...] citizenship needs to be seen as a multi-layered construct, because people's membership in communities and polities is dynamic and multiple. Ethnic, class and gender differences play particularly important roles in constructing and delineating the spaces, especially the urban spaces, in which the theatre of citizenship is taking place on a daily basis (Yuval-Davis, 2000 : 185).*

Par ailleurs, la ville est donc « *a space of emergent identities and their social organization.* » (Holston, 1999 : 167). Considérant la restructuration de l'économie et des pouvoirs autrefois associés à l'État-Nation, la ville se présente comme un lieu privilégié où se forment conjointement des groupes d'identités diverses qui réclament l'accès à des droits (Holston, 1999; Isin, 2000; Purcell, 2003; Sassen, 2000) d'où la construction d'une citoyenneté dite urbaine (Isin, 2000). Ce qui amène Holston et Appadurai à affirmer : « [...] *cities are especially privileged sites for considering the current renegotiations of citizenship.* » (Holston et Appadurai, 1996 : 188-189).

Ainsi, c'est à partir des nouveaux mouvements sociaux qu'émergent de nouvelles formes de citoyenneté (Purcell, 2003; Holston, 1999; Holston et Appadurai, 1996 : 198). Par exemple, pour Holston (1999 : 170), des groupes marginalisés en milieu urbain se mobilisent pour le droit à la ville et résistent à travers des pratiques quotidiennes. De cette façon, « *they create new kinds of rights, based on the exigencies of lived experience, outside the normative and institutional definitions of the state and its legal codes.* » (Holston, 1999 : 170). C'est dans ce contexte que découlent des pratiques alternatives, de nouvelles formes de participation et une « *insurgent citizenship* » (Holston, 1999). Cette « *insurgent citizenship* » induit au plan spatial un « *insurgent urbanism* » où des groupes sociaux façonnent l'espace urbain par leurs demandes et leurs pratiques quotidiennes (*ibid.*). Bref, la ville devient donc le théâtre de luttes pour obtenir des droits et articuler des revendications sociales et politiques (Isin, 2000; Purcell, 2003; Wekerle, 2000).

Dans notre recherche, nous entrevoyons la citoyenneté à l'échelle locale puisqu'il s'agit, dans le contexte actuel, d'un lieu politique privilégié où foisonnent des initiatives de la société civile (Isin, 2000; Wekerle, 2000; Escobar et Harcourt, 2005), mais aussi, parce que l'échelle locale correspond à un espace à partir duquel les femmes appréhendent la ville (Coutras, 1996).

Notre conception de la citoyenneté s'inspire du concept de citoyenneté sociale qui prend forme dans un processus de luttes sociales pour l'accès à des droits (Isin et *al.*, 2008). La citoyenneté implique une participation et une représentation dans l'espace public (Marques-Pereira, 2003 : 138-140; Duquette et *al.*, 2005 : 162). Par citoyenneté locale, nous entendons une citoyenneté enracinée à l'échelle locale ; une citoyenneté à la base ce que Jelin appelle une citoyenneté « *a partir de baixo* »<sup>45</sup> (Jelin, 1994), et qui exprime, pour Marques-Pereira « une citoyenneté sise dans une société civile et une démocratie participative » (Marques-Pereira, 2003 : 137). Il s'agit d'une citoyenneté qui se pratique et prend assise dans des expériences de la vie quotidienne (Jelin, 1994). L'intégration du concept de citoyenneté dans notre problématique nous amène à questionner la portée de la participation à la fois sociale et politique des femmes engagées dans l'expérience collective de l'occupation Manoel Congo et à interroger la revendication de leurs droits dans une perspective de Droit à la ville. En ce sens, est-il plus facile, à cette échelle, d'y négocier leur citoyenneté ?

#### 2.4 Le Droit à la ville

Si l'idée du *Droit à la ville* voit le jour en 1968, cette notion développée par Lefebvre (1968) est plus que jamais d'actualité (Harvey, 2011; Purcell, 2003; Isin, 2000; Holston, 1999). Le *Droit à la ville* fait l'objet de luttes et est réclamé dans les « villes globales » (Purcell, 2003; Isin, 2000; Wekerle, 2000) : « [...] « *the right to the global city as a citizenship form has particular potential as a means to resist the neoliberalization of the world economy.* » (Purcell, 2003 : 576). À l'époque où Lefebvre rédige son ouvrage, il constate que la ville (Lefebvre, 1968 : 43), dans une période d'industrialisation et d'urbanisation capitaliste (Lefebvre, 1968 : 10) est en crise, ce qui provoque la « déstructuration de la ville » (*ibid.*). Dans ce contexte, Lefebvre soutient que la ville perd sa valeur d'usage au profit d'une valeur d'échange

---

<sup>45</sup> Traduction libre : « à partir du bas ».

(*ibid.* 1968 : 25) tandis que la réalité économique domine la réalité sociale urbaine. Pour Lefebvre (1968), la ville est une œuvre d'art. La vie urbaine devrait refléter « l'œuvre des citadins au lieu de s'imposer à eux comme un système : comme un livre déjà terminé » (*ibid.* : 64), c'est pourquoi il estime que « Que la réalité urbaine soit destinée aux usagers et non point aux spéculateurs. » (*ibid.* : 118).

La quotidienneté est centrale de l'idée du *Droit à la ville* à savoir le droit pour ceux et celles qui vivent et habitent la ville au quotidien de participer à sa production.

Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure de droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville. (*ibid.* : 125).

Dans cette veine, le Droit à la ville repose sur le droit de s'approprier la ville soit : « the right to live in, play in, work in, represent, characterize and occupy urban space in a particular city [...], the right to define and produce urban space primarily to maximize its use value over and above its exchange value » et de deux : le droit de participer qui est : « the right to take a central role in decision-making surrounding the production of urban space » (Purcell, 2003: 578).

Pour Harvey, le Droit à la ville évoque une forme d'émancipation collective qui permet de changer la ville à savoir :

un droit à nous changer nous-mêmes en changeant la ville de façon à la rendre plus conforme à notre désir. Mais c'est en outre un droit collectif plus qu'individuel puisque pour changer la ville, il faut nécessairement exercer un pouvoir collectif sur les processus d'urbanisation (2011 : 4).

Le *Droit à la ville* se réfère au droit de transformer et réinventer la réalité urbaine ou encore de renverser les processus d'urbanisation induits par un ordre capitaliste (*ibid.* : 5; Lefebvre, 1968). Il propose l'idée d'une autre ville, d'une « métamorphose



radicale » (*ibid.* : 105) de la ville qui pourrait, dans le cas qui nous intéresse, passer par l'appropriation de la ville par les femmes.

## 2.5 L'empowerment<sup>46</sup>

Il existe de nombreux travaux sur le concept d'*empowerment*, en particulier dans les champs de l'économie sociale, et du genre et du développement. Pourtant, il n'y a toujours pas de consensus autour de la signification et de la définition de ce concept (Falquet, 2003; Oxaal et Baden, 1997), qui demeure imprécis et largement critiqué, notamment en raison de sa surutilisation et de son instrumentalisation par les grandes institutions internationales telle la Banque Mondiale (Oxaal et Baden, 1997; Mestrum, 2001; Hainard et Verschuur, 2004 : 34; Ninacs, 2008 : 4). Ces dernières en ont fait une stratégie de développement « top down » (Ninacs, 2008; Mestrum, 2001; Verschuur, 2003) et bien souvent individuelle afin d'enrayer la pauvreté des femmes (Falquet, 2003).

Dans notre recherche, l'*empowerment* est pensé non pas comme un résultat, mais comme un processus où des femmes acquièrent individuellement et collectivement du pouvoir. Au sein des mouvements et des organisations de base, l'*empowerment* se présente comme une démarche transformatrice pour les femmes (Verschuur, 2003, 2011).

Cela dit, il demeure que c'est l'idée de pouvoir qui donne la force au concept (Mestrum, 2001). L'approche basée sur l'*empowerment* tire donc son origine dans le radicalisme noir nord-américain, dans la « pédagogie de l'oppression » de Paulo Freire tout comme dans les organisations féministes du Sud en particulier le réseau

---

<sup>46</sup> Par *empowerment*, nous traduisons: « augmentation du pouvoir d'action » (Mestrum, 2001 :24).

DAWN<sup>47</sup> (*Development Alternatives for Women in New Era*) (Falquet, 2003 : 63; Oxaal et Baden, 1997). Ces dernières correspondaient à : « des « groupes de prise de conscience » du mouvement féministe, qui allaient dans le sens d'une analyse collective de l'oppression et de l'exploitation des femmes. » (Falquet, 2003 : 65).

Dans cette recherche, nous entendons l'*empowerment* comme un processus d'acquisition de pouvoir à la fois individuel et collectif (Oxaal et Baden, 1997; Ninacs, 2008; Charlier, 2011; Verschuur, 2003) et ce, dans l'optique de remettre en question les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes (Oxaal et Baden, 1997; Verschuur, 2003). À ce titre, l'*empowerment* possède une double dimension qui est à la fois individuelle et collective (Charlier, 2011) : « il peut se référer tant à l'émancipation individuelle qu'à la capacité d'organisation et d'action au niveau collectif, [...] permettant en même temps de faire le lien entre la sphère publique et la sphère privée. » (Mestrum, 2001 : 22). Ou encore nous pourrions définir l'*empowerment* comme :

un processus de développement des capacités de négociation, au niveau domestique et collectif, pour aboutir à un partage plus équitable et un exercice différent de pouvoir. [...] Celui-ci abordé dans le sens de la recherche d'une modification des relations inégales de pouvoir et de nouveaux paradigmes de développement (Verschuur, 2003 : 236).

Comme l'articule Charlier, l'*empowerment* peut prendre plusieurs formes :

un pouvoir « intérieur », qui renforce l'individu, son identité ou celle du groupe ; un pouvoir « de », qui permet de développer des connaissances, un savoir-faire et un savoir critique, mais également un savoir-être ; et enfin, un pouvoir « avec », pouvoir de nature collective qui provoque des changements dans les différentes sphères de la société (2011 : 162).

<sup>47</sup> Le réseau DAWN correspond à un réseau de militantes des pays du Sud, de chercheuses, décideurs publiques qui travaillent sur des idées en lien avec l'*empowerment* des femmes (Moser, 1989 dans Oxaal et Badden, 1997 : 4).

En d'autres mots, le « pouvoir de » est intimement lié aux savoir-faire et à la « capacité de » prendre des décisions et de choisir ; le « pouvoir avec » met en relief la capacité de s'organiser collectivement au niveau social et politique. Et enfin, le « pouvoir intérieur » parle de l'estime de soi, de la confiance en soi permettant de transformer sa vie (Oxaal et Baden, 1997 : 1; Charlier, 2011). À ces facettes du pouvoir, Oxaal et Baden incluent le « pouvoir sur » qui correspond à une transformation des relations de pouvoir et de subordination (Oxaal et Baden, 1997 : 1). Le « pouvoir sur » évoque l'idée d'une démarche collective de remise en question des structures et rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Puis, pour Foucault, le pouvoir est « (...) nécessairement relationnel et capillaire et toujours consubstantiel à la résistance. » (Mestrum, 2001 : 19) c'est-à-dire que le pouvoir existe dans l'exercice ainsi que dans la résistance (Foucault dans Rowlands, 1997 : 12; Mestrum, 2001 : 19).

Enfin, au-delà des multiples déclinaisons que peut prendre l'*empowerment*, le concept nous permet de saisir la nature des transformations suscitées chez les femmes participantes à l'acte d'occupation. Cette expérience contribue-t-elle à une émancipation individuelle ? De quelle façon ? Forge-t-elle un pouvoir collectif qui rend possible une transformation des rapports sociospatiaux dans les villes et surtout, des rapports sociaux de sexe qui se maintiennent dans la ville ?

## 2.6 La démarche méthodologique

### 2.6.1 Le type de recherche

Notre recherche est de type fondamental, c'est-à-dire « [qu'] elle est orientée vers la connaissance et la compréhension du monde qui nous entoure. » (Bédard, 2008 : 59). La démarche méthodologique à préconiser dépend du type de raisonnement ; il

existe deux types de raisonnement dans la recherche scientifique : la déduction et l'induction (Gumuchian et Marois, 2000 : 75). Le rationalisme scientifique se caractérise par un raisonnement déductif qui réside essentiellement dans la confrontation d'un modèle théorique et conceptuel avec la réalité (Gumuchian et Marois, 2000 : 79; Grawitz, 1996 : 15). Le raisonnement est inductif lorsqu'il s'appuie avant tout sur l'observation de la réalité et de l'expérience (Gumuchian et Marois, 2000 : 79). De cette façon, l'induction implique: « [...] que si deux choses, faits ou caractéristiques se trouvent sans cesse associés lorsqu'on les observe, ils le sont probablement toujours, qu'on les observe ou non, quand les mêmes conditions prévalent. » (Gingras, 1990 : 23). Autrement dit, la réalité est induite de l'observation de faits.

Ici, notre démarche est hypothético-déductive c'est-à-dire que nous partons d'un cadre théorique, de concepts et de travaux précédents afin de poser une hypothèse et d'appréhender notre étude de cas. Elle s'avère aussi empirique, car le cas que nous avons retenu indique un aspect important et particulier d'une réalité à partir de laquelle pourront être tirées des généralités.

*Cases come wrapped in theories. They are cases because they embody causal processes operating in microcosm. At bottom, the logic of case study is to demonstrate a causal argument about how general social forces take shape and produce results in specific settings (Walton, 1992 : 122).*

Pour Walton, les études de cas sont toujours des hypothèses (*ibid.* : 122) et s'inscrivent dans un espace-temps particulier (*ibid.* : 121). L'étude de cas doit se comparer avec d'autres cas, afin d'opérer la construction de nouvelles théories et généralisations (*ibid.* : 129). En d'autres mots, de l'observation du cas retenu soit, l'expérience collective des femmes de l'occupation Manoel Congo, nous voulons tirer des « généralisations empiriques » (Gauthier, 1990 : 23) qui permettront, comme nous le verrons, de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses.



Un survol des écrits sur le fonctionnement d'autres occupations à Rio de Janeiro nous a permis d'examiner les différences et ressemblances entre les « modèles » d'occupations. Au fait, ces dernières ne possèdent pas les mêmes caractéristiques : certaines sont organisées, d'autres non; certaines sont autogérées, d'autres rattachées à des organisations non gouvernementales. Cette recension des écrits a aussi été l'occasion de confronter nos hypothèses avec les recherches menées sur le sujet au Brésil. Les travaux sur les occupations à Rio de Janeiro demeurent peu nombreux (Almeida et *al.*, 2009; Texeira et Souza, 2009; Magni et Marques-Lemos, 2010) alors que ceux qui s'inscrivent dans une perspective féministe sont quasi inexistants. De façon générale, les études antérieures ont questionné l'expérience collective des occupants-es (Magni et Marques-Lemos, 2010; Almeida et *al.*, 2009; Texeira et Souza, 2009; Souza, 2006a dans Almeida et *al.*, 2009). L'une d'elles examine l'expérience des habitants-es de l'occupation Manoel Congo en terme de lutte pour les droits humains et se penche également sur la présence considérable d'enfants au sein de l'occupation (Magni et Marques-Lemos, 2010). Cela dit, ces recherches n'ont pas interrogé la participation significative des femmes à ces pratiques et le potentiel transformateur des actions collectives sur les rapports sociaux de sexe au sein de l'occupation et dans la ville. Enfin, cela révèle non seulement la contribution de notre étude, mais aussi la pertinence de poursuivre des recherches dans ce sens.

#### 2.6.2 Une méthodologie féministe

Une recherche scientifique est légitime que si elle s'appuie sur une méthode scientifique (Gumuchian et Marois, 2000 : 77; Bédard, 2008; Grawitz, 1996). « La méthodologie scientifique définit entre autres, les exigences théoriques et opératoires de l'observation et confère aux résultats un fondement légitime. » (Gumuchian et Marois, 2000 : 77). Grawitz (1996) définit la méthode comme : « [...] l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie. » (*ibid.* : 317).



Les démarches méthodologiques féministes remettent en question la position hiérarchique du chercheur-e face à son objet de recherche. Elles accordent plutôt un rôle actif aux répondantes faisant d'elles des expertes de leurs expériences (England, 2006). Dans cet esprit, nous avons donc choisi des méthodes qualitatives afin de multiplier les interactions avec nos répondantes (*ibid.*). Par des méthodes qualitatives, tels les récits de vies, l'observation ou les entretiens « femme à femme », il y a cette préoccupation de donner la parole aux femmes et de les inclure, de cette façon, dans la production des connaissances (Ramazanoğlu, 2002; Dixon et Paul Jones III, 2006 : 47; England, 2006). De là, le souhait d'une méthode qui génère des possibilités d'*empowerment* et de prise de conscience de l'oppression vécue à travers les rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe. Par extension, notre démarche questionne la façon dont est traditionnellement produit le savoir (Ramazanoğlu, 2002 : 141; England, 2006).

### 2.6.3 Le cadre spatio-temporel

La collecte des données s'est déroulée de septembre 2010 à janvier 2011 dans la ville de Rio de Janeiro au Brésil<sup>48</sup>. L'observation participante et les entretiens se sont réalisés au sein d'une seule occupation. Nous avons choisi cette étude de cas après avoir mené une recherche exploratoire de trois semaines. Parmi les occupations à Rio de Janeiro, nous avons identifié l'occupation Manoel Congo où nous avons des con-

---

<sup>48</sup> Ce séjour a été possible grâce à l'obtention de la Bourse du programme *Étudiants pour le développement* de l'Association des universités et des collèges du Canada (AUCC) financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et de la Bourse de maîtrise 2010-2011 de la Fondation Desjardins.

tacts<sup>49</sup>. Cela a orienté et facilité notre choix. Par ailleurs, cette action est physiquement accessible et représente l'une des occupations les plus organisées de la ville.

L'occupation existe depuis 2007. La lutte s'inscrit donc dans le temps ce qui nous importe, puisque notre étude est diachronique c'est-à-dire « [qu'elle] vise à étudier un ensemble de faits dans la durée [...] » (Gumuchian et Marois, 2000 : 85). Comme nous voulions comprendre la signification de cette action collective et les impacts individuels et collectifs du fait d'y prendre part, il nous semblait important de considérer l'avant et le pendant de cette lutte pour le Droit à la ville.

#### 2.6.4 Les méthodes de collecte de données

Notre collecte de données s'appuie sur l'agencement de trois méthodes : l'observation participante, l'entretien semi-dirigé et la recherche documentaire. Le fait de combiner plusieurs méthodes se nomme la triangulation. Ce procédé permet de vérifier la cohérence, la validité et la stabilité des résultats tout comme il approfondit la compréhension de la réalité étudiée (Bédard, 2008 : 89). Il consolide également la structure de preuve et permet de vérifier que les données ont été bien interprétées (*ibid*).

##### 2.6.4.1 L'observation participante

Dérivée des méthodes utilisées en anthropologie et en l'ethnologie (Laperrière, 1990; Savoie-Zajc, 2009), « l'observation participante est une variante d'observation directe » (Bédard, 2008 : 88). L'observation directe vise à recueillir des données et à décrire des situations par le biais de l'observation tandis que l'observation participante implique une « immersion totale » (Laperrière, 1990 : 228) où « [...] »

---

<sup>49</sup> Nous remercions chaleureusement Helena Galiza de nous avoir personnellement présentée à Lurdhina Lopez, coordonnatrice du MNLM de l'État de Rio de Janeiro et de l'occupation Manoel Congo.

l'observateur participe et [est] accepté au point d'intégrer le groupe, de se faire presque oublier en tant qu'observateur, mais en restant présent en tant qu'individu » (Grawitz, 1996 : 703). Les faits qui y sont observés ont donc besoin d'être recueillis de façon systématique (*ibid.* : 705).

Notre choix s'est arrêté sur cette méthode puisque nous voulions prendre part à la lutte et accorder une place privilégiée au quotidien et au « point de vue des femmes (Smith, 1987). À l'instar de Smith, Ramazanoğlu soutient :

*A woman's standpoint, in Smith view, emerges from a women's movement, beginning in experience gives access to a knowledge of what is tacit, know in the doing and often not yet discursively appropriated ( and often seen as uninteresting, unimportant, and routine) (1997: 394-395) These interconnerctions of standpoint and enable the emergence of new knowledge: "when we assembled as " women" ans spoke together as " women", constituting, "women" as a category of political mobilization [...] (Ramazanoğlu, 2002 : 73).*

En somme, Smith (1987) rappelle qu'appréhender le monde sous l'espace vécu au quotidien permet de voir les femmes comme expertes de leurs expériences de tous les jours (Smith, 1987). C'est pourquoi notre étude tend à que l'on prenne en considération et que l'on valorise leurs préoccupations et expériences quotidiennes (Smith, 1998 dans Wekerle, 2000).

Certes, cette méthode de recherche est confrontée à la subjectivité du chercheur-e, à la sélectivité des perceptions et aux biais qu'occasionne l'ethnocentrisme (Laperrière, 1990 : 243). En effet, notre démarche nous a plongée dans un autre contexte culturel. Cela rappelle le défi de dépasser une interprétation qui repose sur les valeurs qui cimentent notre culture de référence. Il s'agit de tenir compte des différences interculturelles afin de saisir les subtilités et les codes culturels propres à la société étudiée.

L'observation participante au sein d'une occupation a impliqué plusieurs défis. D'abord, le fait d'être une « étrangère » et une femme « blanche » éduquée d'un milieu relativement aisé a créé une distance entre nous et les occupantes et ce, même si notre présence avait été autorisée. Nous nous sommes donc présentée quotidiennement à l'occupation pendant plusieurs mois et avons participé à différentes activités comme les manifestations, les assemblées hebdomadaires, les réunions de la coordination ou encore les fêtes de l'occupation. Au fil des semaines et des mois, s'est bâtie une relation de confiance avec des occupantes ce qui nous a permis de vivre leur quotidien. De cette façon, nous avons observé leurs relations avec leurs conjoints, leurs enfants et autres habitants-es de l'occupation et avons saisi les défis de leur implication dans la lutte comme femme. De toute évidence, l'observation participante nous a donné la possibilité de nous immerger dans leur monde et d'enrichir notre compréhension.

Cela a été conjugué à un engagement comme bénévole au sein de l'organisation nationale *Fase*, organisation non gouvernementale (ONG) où nous avons pris part à un comité de travail, composé de différentes Ongs et associations communautaires ayant le mandat de concevoir une série d'ateliers de formation en lien avec le Droit à la ville et les femmes. Cette participation comme actrice a été l'occasion de cerner l'implication des groupes de femmes et des organisations féministes dans la réforme urbaine à Rio de Janeiro. *Fase* n'entretenait pas de liens significatifs avec l'occupation étudiée.

#### 2.6.4.2 Les entretiens semi-dirigés

Nous avons réalisé dix-huit entrevues semi-dirigées. L'entretien semi-directif permet de soulever des données à la fois subjectives et objectives. (Gumuchian et Marois, 2000 : 241) tout comme il établit un contact direct avec les répondantes (Daunais, 1990 : 251). Les entretiens « femme à femme » ont donné la possibilité aux

répondantes de prendre la parole, de s'affirmer et de réfléchir à leurs conditions sociales comme « femme ». De ce fait, certaines se sont exprimées sur les rapports sociaux de sexe dans leur foyer, dans l'occupation ou encore dans la société. Ces discussions ont aussi mené à une certaine prise de conscience de leur pouvoir individuel et collectif comme femme.

Notons que plusieurs échanges informels avec les autres habitants, hommes, femmes, enfants ou encore militants-es du MNLM nous ont donné l'opportunité d'élargir les informations recueillies. Nos entretiens ont été enregistrés, les verbatims, retranscrits alors que nous avons assuré la confidentialité des propos recueillis par un accord verbal avec les répondantes.

#### 2.6.4.3 L'échantillonnage

Quinze femmes, habitantes de l'occupation Manoel Congo,<sup>50</sup> ont été interrogées entre septembre 2010 à janvier 2011. Nous avons aussi rencontré trois leaders de l'occupation. Le point de « saturation » a été atteint (Blanchet et Gotman, 1992 dans Bédard, 2008 : 95) lors de la douzième entrevue avec les habitantes. Notre technique d'échantillonnage est donc non-probabiliste puisqu'elle ne repose pas sur le fruit du hasard : l'échantillon a été choisi de façon raisonnée (Bédard, 2008). Étant donné les contraintes liées au contexte, la coordonnatrice de l'occupation a sélectionné les femmes à interroger à partir de critères comme l'âge, le statut matrimonial, le niveau d'engagement dans l'occupation, le nombre d'années dans la lutte, le lieu de résidence d'origine et ce, afin de rendre l'échantillonnage le plus représentatif et fidèle de l'ensemble des femmes qui l'habitent. De cette façon, notre échantillon

---

<sup>50</sup> Parmi les occupations de Rio de Janeiro, nous avons choisi l'occupation Manoel Congo en raison de nos contacts qui nous ont recommandée à la coordinatrice.



rassemble des femmes âgées, d'autres jeunes, des femmes chefs de familles, d'autres célibataires, des femmes très engagées, d'autres moins.

Par ailleurs, nous avons interrogé trois leaders de l'occupation dont l'une est à la tête de la coordination du MNLM de l'État de Rio de Janeiro. Les leaders de l'occupation coordonnent l'organisation interne. Elles sont au premier plan des négociations avec les instances publiques et assurent la mobilisation des habitants et habitantes autour d'actions collectives. Questionner les leaders nous a permis d'observer l'émergence d'un leadership féminin. Ces dernières nous ont entretenues sur le sens et la nature de la participation des femmes à la lutte et par là, la découverte d'un leadership chez celles qui en sont à leurs premières expériences d'actions collectives.

Tableau 2.1 – L'échantillonnage

<b>Types de répondantes</b>	<b>Nombre de femmes interrogées</b>
Habitantes de l'occupation	15 femmes
Leaders de l'occupation	2 femmes
Leader de la coordination de l'État de Rio de Janeiro	1 femme
Total	18

#### 2.6.4.4 La collecte d'informations

À ces deux méthodes de collecte de données, nous avons combiné une recherche documentaire. Dans un premier temps, nous avons consulté le plan d'action annuel, le code de vie du MNLM et des pamphlets sur la lutte conçus par l'organisation. Ces documents de premières sources relatent l'organisation, les objectifs et les valeurs sur lesquels s'appuie le fonctionnement interne de l'occupation. Les informations glanées ont alimenté notre analyse des actions collectives de l'occupation et du MNLM.

Nous avons aussi accédé par le biais de l'Institut de terre et de cartographie de l'État de Rio de Janeiro (*Instituto de Terras e Cartografia do Estado do Rio de Janeiro* : (ITERJ)) à des enquêtes et analyses produites par la NAPP<sup>51</sup> (*Nucleo de Assessoria Planejamento e Pesquisa* : Centre d'accompagnement en planification et recherche). Ces dernières retracent l'histoire de l'occupation, du mouvement et présentent un profil socioéconomique des habitants-es de l'occupation Manoel Congo en 2010. Ce document nous a servi à préciser le portrait des quarante-deux familles de l'occupation.

Enfin, des archives d'articles de journaux brésiliens nous ont fourni des informations supplémentaires sur des moments historiques clés de la lutte que les habitants-es ont menée.

#### 2.6.5 Stratégie de vérification et validité interne et externe

Notre recherche ne fait pas exception aux autres : elle possède donc des limites (Bédard, 2008). Dans cette mesure, la structure de preuve permet de réaliser la démonstration scientifique.

D'une part, cette étude de cas court le risque du « passage du temps ». Autrement dit, « l'effet de maturation » peut influencer la validité interne en raison de : « la maturation des groupes stratégiques [...] l'évolution de leurs expériences et de leurs connaissances par rapport à des sujets reliés à l'observation » (Bédard, 2008 : 86). C'est dans ce sens, que les résultats et les analyses s'inscrivent dans un cadre spatiotemporel donné tandis que les processus de transformation individuel et collectif qu'induisent ces pratiques collectives demeurent évolutifs.

---

<sup>51</sup> Le NAPP est une organisation à but non lucratif qui regroupe des professionnels et des chercheurs universitaires qui œuvrent, notamment dans le champ de l'urbanisme, de la planification urbaine et du développement socio-économique. Le NAPP donne une assistance technique et communautaire au MNLM au niveau de la rénovation architecturale.

D'autre part, la validité externe peut être remise en question du fait que les répondantes se sentiront bel et bien observées et pourraient adopter des comportements et des attitudes en fonction de ce qui est recherché (Bédard, 2008 : 86). Comme le dit Grawitz : « *L'observateur est aussi un être humain* » (1996 : 356) ce qui questionne l'objectivité de la chercheuse.

Si les défis propres à l'observation participante sont connus, il n'en demeure pas moins que le fait d'être consciente des biais et dangers éventuels, nous a permis d'adopter, le plus que possible, une attitude de « neutralité » et de faire preuve de relativisme culturel. En somme, la durée de notre séjour tout comme notre présence assidue au sein l'occupation a permis de rendre notre présence, d'une certaine façon, « normale » aux yeux des habitants-es (Laperrière, 1990 : 245). Tout bien considéré, réfléchir aux écueils possibles permet, d'une certaine façon, de les surmonter ou encore de les limiter.

#### 2.6.6 Le cadre opératoire : concepts, variables et indicateurs

Le cadre opératoire est l'outil qui permet de réaliser une analyse conceptuelle, c'est-à-dire d'opérationnaliser les concepts choisis afin d'analyser les données recueillies lors de la collecte (Bédard, 2008). De cet exercice, les concepts deviennent observables et identifiables au moyen de variables et d'indicateurs qui qualifient et précisent les dimensions du concept. Dans le tableau qui suit, le cadre opératoire servira de grille d'analyse des données recueillies.

Tableau 2.2 – Cadre opératoire

Concepts	Variables	Indicateurs	
		Avant	Après
<i>Empowerment</i>	Processus d'acquisition de pouvoir collectif		Prise de conscience de ses droits
			Prise de conscience de la force du nombre
			Capacité d'identifier les problèmes et les actions
			Apprentissages collectifs en matière de défense de droits
			Capacité d'influence par la prise de parole
			Formation des membres
	Processus d'acquisition de pouvoir individuel		Confiance en soi
			Capacité de prendre des décisions et de faire des choix pour elle-même
			Capacité de s'affirmer
			Apprentissage individuel
			Représentation qu'elles ont d'elles-mêmes.
			Transformation individuelle des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes au sein de l'occupation
Citoyenneté	Participation sociale		Prise de conscience de ses droits sociaux
			Revendication de ses droits sociaux
	Participation politique		Prise de conscience de ses droits politiques
			Revendication de ses droits politiques
			Capacité de négociation dans l'espace public formel ou informel
			Présence dans des dispositifs de participation formels ou informels
Droit à la Ville	Participation		Présence dans les instances publiques urbaines qui participent à l'aménagement urbain
			Influence dans la planification urbaine
	Appropriation		Articulation d'enjeux urbains
			Compréhension d'enjeux urbains
			Sentiment d'appartenance à la ville
			Accès aux ressources de la ville, jouissance des lieux publics et des services collectifs

Premièrement, au concept « d'*empowerment* », nous attribuons les variables « processus d'acquisition de pouvoir collectif » et « processus d'acquisition de pouvoir individuel », car, tel que défini plus haut, l'*empowerment* peut être individuel

et collectif (Oxaal et Baden, 1997; Ninacs, 2008; Charlier, 2011; Verschuur, 2003). La « prise de conscience de ses droits », la « prise de conscience de la force du nombre », la « capacité d'identifier les problèmes et les actions » « la prise de parole publique », la « formation de membres » et « l'apprentissage collectif » permettront de témoigner du niveau d'*empowerment* collectif.

En ce qui concerne le « processus d'acquisition de pouvoir individuel », nous jugeons que « la confiance en soi », la « capacité de prendre des décisions et de faire des choix pour elle-même », la « capacité de s'affirmer » « l'apprentissage personnel », « la représentation que les femmes ont d'elles-mêmes » ainsi que la « transformation individuelle des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes au sein de l'occupation » nous permettront d'identifier les différentes formes *empowerment* individuel. Dans cette mesure, nous considérons que ces indicateurs seront suffisants pour désigner, à travers l'observation participante et les entretiens avec les femmes, un processus d'émancipation à la fois individuel et collectif.

Deuxièmement, au concept de citoyenneté, nous associons les variables « participation politique » et « participation sociale ». Nous entendons que cette participation puisse se réaliser dans l'espace public formel ou encore informel. D'un côté, la « participation sociale » se mesurera par la « prise de conscience de ses droits sociaux » et par la « revendication de ses droits sociaux ». De l'autre, la « participation politique » se vérifiera par « la prise de conscience de ses droits politiques » et par la « revendication de ses droits politiques ». À cela, nous ajoutons « la présence dans des dispositifs de participation formels ou informels » et la « capacité de négociation dans l'espace public formel ou informel » comme indicateurs d'une participation politique. Ce faisant, nous serons amenée à vérifier l'émergence d'une citoyenneté locale chez les répondantes.



Pour opérationnaliser le concept de *Droit à la ville*, nous nous inspirons de la définition érigée par Purcell (2003) d'où dépendra deux variables « le droit d'appropriation » et le « droit de participation ». Le « droit de participer » se concrétise par « la présence des femmes dans des instances publiques qui participent à la planification urbaine » ou encore « leur influence dans celle-ci ». Puis, le droit de s'approprier la ville sera vérifié par « la compréhension d'enjeux urbains », « l'articulation des ces enjeux », le « sentiment d'appartenance à la ville » mais aussi par l'« accès aux ressources de la ville » soit, la « jouissance des lieux publics et des services collectifs ».

Bref, c'est à l'aide de ces indicateurs que nous interpréterons les données recueillies.

#### 2.6.7 Analyse et techniques d'interprétation des données

Pour Grawitz : « On interprète en général en fonction d'études déjà faites et l'on prépare la voie à des recherches plus précises. » (Grawitz, 1996 : 716). Tel que nous l'avons mentionné, nous nous sommes basée sur des résultats de recherches entreprises par Hainard et Verschuur (2004), Verschuur (2011) Charlier (2011) et Werkerle (1996, 2000, 2004), Bissilat (1997) et Lobo-Souza (1991). À l'instar des propos de Grawitz, nous espérons que notre analyse permettra de poursuivre des recherches dans ce sens et d'ouvrir les horizons sur la contribution des femmes à la production de la ville, et ce, dans la perspective d'une lecture féministe des villes brésiliennes.

Cela dit, l'analyse qualitative : « consiste à l'aide des seules ressources de la langue, à porter un matériau qualitatif dense et plus ou moins explicite à un niveau de compréhension ou de théorisation satisfaisant » (Paillé et Mucchielli, 2008 : 24). Elle implique également : « une démarche discursive et signifiante de reformulation,

d'explication ou de théorisation d'un témoignage, d'une expérience ou d'un phénomène » (Paillé, 1996 dans Paillé 2009 : 203).

Pour ce qui est de l'observation participante, nous avons noté dans un journal de bord les éléments observés en lien avec les variables et les indicateurs. L'observation participante s'est réalisée de façon régulière et à partir du cadre opératoire appréhendé aussi comme une grille d'observation. Les éléments significatifs ont été annotés tels qu'ils ont été observés. À titre d'exemple, les assemblées de l'occupation représentent des espaces pour l'examen de la participation politique et sociale des habitantes tandis que notre présence au sein des protestations publiques a permis d'observer la « revendication des droits sociaux et politiques » et de pouvoir interpréter ces thèmes sous l'angle de pratiques citoyennes émergentes.

Nous avons procédé à l'analyse de contenu des entretiens réalisés auprès de notre échantillon. Plus précisément, cette analyse est thématique et vise « à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus, qu'il s'agisse d'un verbatim d'entretien, d'un document organisationnel ou de notes d'observation » (Paillé et Mucchielli, 2008 : 162). Ainsi, nous pouvons dégager le « sens manifeste » de l'entretien (Sabourin, 2009 : 424). À partir d'une lecture attentive des verbatims, nous avons ressorti littéralement les propos en lien avec les variables et les indicateurs identifiés plus haut. Les passages clés ont été conservés en portugais, et ce, par souci de fidélité et aussi pour réduire les fausses interprétations que pourrait engendrer la traduction en français<sup>52</sup>. Chaque extrait a été recopié minutieusement sur des fiches. De cette manière, nous avons mis en évidence les éléments récurrents et constants partagés dans le discours des femmes. Toutefois, la fréquence d'un indicateur (ou d'un thème)

---

<sup>52</sup> C'est aussi pourquoi dans notre analyse au chapitre 4, nous avons choisi de conserver les citations en portugais dans le texte.

n'est pas automatiquement liée à l'importance de celui-ci. Paillé et Mucchielli (2008) indiquent : « [...] très souvent, en analyse thématique, comme en analyse qualitative en général, la signifiante d'une donnée n'est pas tant une question de nombre que de statut de l'information [...] » (*ibid.* : 189). C'est pourquoi, nous avons jugé du contexte dans lequel s'inscrit le discours des répondantes. Les entretiens ont été analysés en fonction de deux catégorisations de répondantes : les occupantes et les leaders de l'occupation.

#### 2.6.8 Regard réflexif d'une démarche féministe

La réflexivité est partie prenante d'une démarche féministe (England, 2006 : 209). En recherche, elle implique une autoréflexion sur ses façons de faire et sur les conséquences de ses interactions avec les répondants-es (England, 2006 : 209 ). Dans ce sens, nous avons ce souci de ne pas « parler au nom de » sans avoir pris part à leur lutte et leur quotidien directement. Car, comme le remarque Kobayaski (1994 : 78): « *we also need direct engagement with those who people the world of our concern. This is not to say that my subjects are part of my project, but that I am part of theirs* ».

Le témoignage de certaines répondantes révèle qu'elles se sont senties valorisées par le fait de contribuer à une recherche tout comme par l'empathie que nous avons démontrée face à leur histoire personnelle. Bien qu'au départ la plupart des répondantes ont été étonnées de notre intérêt pour leur expérience comme femme, certaines ont été amenées par notre présence à prendre conscience de leur apport spécifique à la lutte en tant que femme. Nos questions les ont conduites à réfléchir à l'évolution de leurs relations avec leur mari ou leur compagnon. Elles aussi ont questionné leur rôle, leurs motivations, leurs besoins spécifiques dans la ville alors que certaines ont formulé les inégalités qui marquent les rapports sociaux de sexe au sein de l'occupation. Par exemple, plusieurs ont nommé le machisme comme un obstacle à la lutte et à leur émancipation. Nous croyons que nos entretiens ont sensibilisé les femmes leaders de

l'occupation sur l'intérêt de juxtaposer leur lutte à des enjeux féministes. À la lumière de ces observations, nous constatons l'intérêt d'une démarche méthodologique féministe à la géographie (England, 2006).

## CHAPITRE III

### LA QUESTION DU LOGEMENT À RIO DE JANEIRO : LE CAS DE L'OCCUPATION MANOEL CONGO

*« Se morar é um direito, ocupar é um dever »<sup>53</sup>*

Cette troisième partie a comme objectif d'exposer le contexte urbain dans lequel se déroule l'expérience étudiée. D'abord, nous présentons l'évolution sociospatiale de la ville de Rio de Janeiro afin de mieux saisir les ségrégations sociales qui la composent actuellement. Ensuite, nous décrivons les avancées législatives des dernières années en matière de politiques urbaines. Nous nous penchons également sur les luttes pour le logement puis sur les occupations d'édifices désaffectés dans le centre-ville. Pour terminer, nous présentons l'expérience étudiée, soit l'occupation Manoel Congo, le mouvement qui la coordonne et son fonctionnement.

#### 3.1 L'évolution sociospatiale de Rio de Janeiro

Pour Abreu (1987 : 31): « [...] *o espaço reflete, a cada momento, as características da organização de uma sociedade [...]. Por essa razão, o estudo da estruturação da cidade não pode ser feito separadamente do estudo do processo de evolução da sociedade.* »<sup>54</sup>. L'organisation sociospatiale de Rio de Janeiro reflète la complexité de la formation d'une société (Freyre, 1978) hiérarchisée et segmentée sur les appartenances de classe, et cela remonte à l'époque coloniale (Santos et Ribeiro, 2005;

---

<sup>53</sup> Traduction libre : « Si se loger est un droit, occuper est un devoir. ». Un des mots d'ordre du mouvement des sans-toit au Brésil.

<sup>54</sup> Traduction libre : « L'espace reflète, à chaque moment, les caractéristiques de l'organisation d'une société [...]. Pour cette raison, l'étude de l'organisation d'une ville ne peut se faire séparément de l'étude du processus d'évolution de cette société. » (Abreu, 1987 : 31).



Maricato et Whitaker Ferreira, 2008). Pour Maricato et Whitaker Ferreira (2008), la société brésilienne s'est construite avec la présence de deux groupes distincts socialement opposés; d'un côté, les esclaves<sup>55</sup> qui une fois affranchis, deviennent des immigrants-es, des travailleurs-es libres et pauvres et de l'autre, une classe minoritaire, formée de l'ancienne élite coloniale ayant mainmise sur la richesse.

Dès la fin du XIX<sup>ème</sup>, Rio de Janeiro, capitale de la République (1763-1960), s'affirme sur le territoire brésilien comme une ville commerciale et industrielle construite à partir d'activités mercantiles liées aux cycles d'exploitation des ressources naturelles dont le café, mais, aussi grâce à l'arrivée de capitaux étrangers dirigés dans le secteur public (transport, égouts, gaz) (Abreu, 1987 : 35). Dès cette époque, les jalons d'une idéologie sociospatiale sont posés (Abreu, 1987; Maricato et Whitaker Ferreira, 2008; Corrêa do Lago, 2000).

*No início deste século já era possível localizar o lugar da classe social no espaço urbano no Rio de Janeiro. O processo de separação entre pobres e ricos havia sido inaugurado no final do século passado quando as camadas sociais abastadas foram deslocadas para novos bairros recém-construídos especialmente para elas*<sup>56</sup> (Corrêa do Lago, 2000 : 59)

À l'instar des villes européennes, Rio de Janeiro adopte l'image d'une grande ville moderne sud-américaine : la ville s'érige face à la mer entre les montagnes, ce qui offre une valeur inestimable à son paysage. Ainsi, le centre de la ville et en particulier la *Zona Sul*<sup>57</sup> (Zone Sud) possèdent une valeur foncière importante et deviennent le lieu où l'élite s'établit (Abreu, 1987). Au nom de la modernisation et sous prétexte

<sup>55</sup> Le Brésil représente le dernier pays à abolir l'esclavage en 1888.

<sup>56</sup> Traduction libre : « Au début du siècle, il était déjà possible de localiser le lieu d'établissement de chaque classe sociale dans l'espace urbain de Rio de Janeiro. Le processus de ségrégation entre les riches et les pauvres avait été initié dès la fin du siècle passé lorsque les classes sociales défavorisées avaient été déplacées dans de nouveaux quartiers construits spécialement pour elles » (Corrêa do Lago, 2000 : 59).

<sup>57</sup> La *Zona Sul* (Zone Sud) est une région de la ville de Rio de Janeiro qui a un accès à la mer.

d'une montée de maladies endémiques, la réforme urbaine sous la mairie de Perreira Passos de 1903 à 1906 met à exécution un plan d'embellissement et de rénovation urbaine qui génère un nettoyage « ethnique » de la ville (Abreu, 1987 ; Corrêa do Lago, 2000). Conséquemment, la classe ouvrière se déplace en périphérie tandis que la multiplication des industries dans les banlieues se réalise sans la mise en place d'infrastructures et de services publics nécessaires pour accueillir la population de travailleurs (Abreu, 1987).

Puis, à partir des années 1930, l'augmentation de la population en raison d'un flux migratoire<sup>58</sup> se jumelle à un processus de favelisation de la ville (Corrêa do Lago, 2000 : 63). La classe ouvrière commence à occuper de façon illégale et informelle des terrains publics en raison de leur proximité des lieux de travail. Les *cortiços*<sup>59</sup> dans le centre et les favelas sur les *morros*<sup>60</sup> traduisent ce phénomène. C'est donc à partir d'une logique dichotomique entre le centre et la périphérie (*ibid.* : 62) que se structure la région métropolitaine de Rio de Janeiro. De là, le caractère dualiste de la ville dite *cidade partida*<sup>61</sup> marqué par une distance physique et sociale entre les riches et les pauvres (Corrêa do Lago, 2004 : 1). En d'autres mots, il y a une profonde division sociale, économique, politique qui produit spatialement des espaces de pauvreté, détériorés, délaissés d'interventions urbanistiques qui côtoient des quartiers riches dotés d'infrastructures urbaines et de services publics.

*O modelo do Rio tende a ser o de uma metrópole de núcleo hipertrofiado, concentrador da maioria da renda e dos recursos urbanísticos disponíveis,*

<sup>58</sup> Entre 1930-1940, les immigrants proviennent des autres municipalités de l'État de Rio de Janeiro (Corrêa do Lago, 2000 : 63).

<sup>59</sup> Les *cortiços* représentent des résidences privées qui ont été subdivisées en plusieurs petites unités de logement où chaque famille loue une chambre et partage la cuisine et la salle de bain. Les conditions sanitaires des *cortiços* sont précaires et souvent insalubres. Leurs avantages reposent sur leur proximité du lieu de travail (Levy, 2005 : 120).

<sup>60</sup> Les *Morros* sont étroitement liés aux favelas à Rio de Janeiro situées sur les montagnes.

<sup>61</sup> L'appellation de « *Cidade partida* » (ville divisée) est proposée par le journaliste de Zuenir Ventura au cours des années 1990.

*cercado por estratos urbanos periféricos cada vez mais carentes de serviços e de infra-estrutura à medida em que se afastam do núcleo, e servindo de moradia e de local de exercício de algumas outras atividades às grandes massas de população de baixa renda*<sup>62</sup> (Abreu, 1987 : 16).

Cette logique sociospatiale s'est consolidée sous la responsabilité des autorités publiques qui ont privilégié les intérêts et privilèges de l'élite (Abreu, 1987 : 15). Toujours selon Abreu : « [...] *o Estado tem tradicionalmente apoiado os interesses e privilégios das classes e grupos dominantes, via a adoção de políticas, controles e mecanismos reguladores altamente discriminatórios e elitistas.* »<sup>63</sup> (ibid. : 15). La concentration des emplois, des équipements et services urbains au centre de la ville et le manque d'investissements dans les régions périphériques où habite la population défavorisée (Corrêa do Lago, 2004 : 1) représentent donc un problème social historique qui exprime notamment les contradictions économiques, institutionnelles et idéologiques de la société (Abreu, 1987; Maricato et Whitaker Ferreira, 2008).

### 3.1.1 Rio de Janeiro sous le régime militaire (1964-1986)

L'arrivée du gouvernement militaire en 1964 se caractérise par un pouvoir étatique centralisé et une économie industrielle en plein essor (Goirand, 2000 : 52). À partir de la deuxième partie du XX<sup>ème</sup> siècle, le « miracle économique » propulse le Brésil au rang des grandes puissances économiques avec des taux de croissance significativement élevés (Goirand, 2000 : 52)<sup>64</sup>. Si en 1950 plus de 50% de la population brésilienne vivait en milieu rural, les vagues d'immigration successives d'une popula-

<sup>62</sup> Traduction libre : « Le modèle de Rio de Janeiro tend à être celui d'une métropole avec un centre hypertrophié, où se concentre la majorité des revenus et des ressources urbanistiques disponibles. Ce dernier est encerclé par des strates urbaines périphériques qui sont dépourvues de services et d'infrastructures, et ce, à mesure que l'on s'éloigne du centre. La périphérie correspond au lieu d'habitation et d'activités d'une grande partie de la population à faibles revenus. » (Abreu, 1987 : 17).

<sup>63</sup> Traduction libre : « [...] l'État a traditionnellement appuyé les intérêts et privilèges des classes et des groupes dominants par l'adoption de politiques, de mesures de contrôles et de mécanismes régulateurs grandement discriminatoires et élitistes. » (Abreu, 1987 : 15).

<sup>64</sup> Entre 1950-1980, le Brésil enregistre des taux de croissance d'en moyenne 7.4 % (Goirand, 2000 : 52).

tion pauvre et rurale venue majoritairement du Nord-Est entraînent l'explosion démographique des grandes villes brésiliennes telles São Paulo, Rio de Janeiro et Brasília (Levy, 2005 : 99). Or, l'intensification des activités industrielles et par conséquent, l'arrivée massive d'une population aux revenus insuffisants pour accéder au marché immobilier formel provoquent la prolifération d'autoconstructions précaires individuelles ou collectives (*mutirão*)<sup>65</sup> sur les terrains illégaux sans services publics et sans équipements collectifs (Abreu, 1987 : 118; Rolnik, 2011 : 240).

*A precaridade extrema das condições de reprodução do migrante que chegava na metrópole, sua incapacidade de endividamento e portanto de se tornar proprietário e a importância da proximidade do mercado de trabalho para atividades informais e rotativas explicava as particularidades desses espaços* <sup>66</sup> (Corrêa do Lago, 2004 :1).

Face à des écarts sociaux urbains grandissants, le régime militaire instaure une politique urbaine centralisée. La *Banco Nacional de Habitação* (Banque nationale d'habitation : BNH), responsable des politiques en matière de logements, devient donc l'unique source de financement (Rolnik, 2011 : 240). L'institution met en place un système de financement capitaliste qui profite au secteur de la construction civile (Bonduki, 2007 : 72). Les projets de logements sont construits dans des zones éloignées du centre urbain où les services publics et les infrastructures de base sont inexistantes (Rolnik, 2011 : 241).

Selon Bonduki (2007 :74), l'autoritarisme du gouvernement donne lieu à des projets urbains uniformes, désarticulés de la réalité urbaine, des besoins et de la capacité

<sup>65</sup> Le *mutirão* représente une forme d'autoconstruction collective et autogérée qui se pratique sur des terrains utilisés de façon informelle et illégale.

<sup>66</sup> Traduction libre : « La précarité extrême des conditions de reproduction sociale des immigrants qui arrivaient dans la métropole, son incapacité à bénéficier de prêts hypothécaires et à devenir propriétaire, et l'importance qu'ils accordaient à la proximité du marché du travail pour la réalisation d'activités informelles expliquait les particularités de ces espaces urbains. » (Corrêa do Lago, 2004 :1).

d'organisation des communautés. Le système exclut une partie de la population alors que le financement est octroyé au profit des classes moyennes ce qui engendre la « verticalisation » de la ville et cristallise, par conséquent, le caractère divisé des grandes villes brésiliennes (Rolnik, 2011 : 241). En effet, les investissements publics se font dans la mise en place de mégaprojets urbains (Abreu, 1987).

C'est dans ce contexte que la croissance économique et l'urbanisation accélérée contribuent à la reproduction des disparités sociospatiales et, qu'apparaissent les luttes urbaines populaires en faveur de l'amélioration des conditions de vie (Gohn, 1992; Da Silva, 1998; Souza, 2006; Goirand, 2000). L'ouverture démocratique (1979-1982), jumelée à la crise économique des années 1980 et à la déstructuration de la BNH, aggrave les exclusions sociales urbaines (Goirand, 2000 : 49) et crée, du coup, un climat propice à une contestation grandissante des acteurs de la société civile. Les mouvements pour le logement exigent une réforme urbaine de même qu'ils critiquent les politiques urbaines centralisatrices et désarticulées de la BNH (Bonkudi, 2007 : 75). Si l'ouverture démocratique se réalise au sein des élites politiques (Kowarick, 1986), les mouvements sociaux urbains se sont constitués comme un acteur politique essentiel à cette transition et à la mise en place d'une plate-forme politique et sociale (Lévy, 2005; Goirand, 2000).

### 3.2 De la Constitution au Statut de la Ville : l'essor d'un nouvel ordre démocratique

#### 3.2.1 La Constitution Brésilienne de 1988 et l'institutionnalisation des droits

Proclamée en 1988, la huitième Constitution consacre la démocratisation de la société par l'institutionnalisation de droits sociaux et politiques, une décentralisation des pouvoirs politiques à différentes échelons et un espoir de démocratisation de la gestion urbaine (Corrêra do Lago et Queiroz Ribeiro, 1994 : 110; Rolnik, 2011 : 241). La Constitution affirme le droit au logement comme droit humain fondamental (art.6)



de même qu'elle incorpore un chapitre sur les politiques urbaines qui résulte des propositions des mouvements sociaux urbains (Rolnik, 2011 : 241), notamment, le *Fórum nacional da reforma urbana* (Forum national de réforme urbaine : FNRU), créé en 1987, qui rassemble différents acteurs de la société civile (Rolnik, 2011 : 243).

Dans ce chapitre de la Constitution de 1988, deux articles attirent l'attention soit, le 182 et le 183. L'article 182 décrète la fonction sociale de la ville, c'est-à-dire la fonction sociale de la propriété qui apparaît comme un élément structurant de la politique urbaine. D'un point de vue juridique, cette idée rompt avec le droit de propriété absolu où l'acquisition de la terre se fait par achat. Dès lors, cette représentation de la ville favorise le bien collectif de la propriété (Alfonstin, 2006). Pour sa part, l'énoncé 183 prévoit des politiques de démocratisation de la gestion urbaine, des politiques de régularisation foncière des terres informelles, puis des politiques de redistribution des ressources publiques (Alfonstin, 2006; Rolnik, 2011 : 241).

Les lendemains de la constitution sont marqués par une institutionnalisation des luttes populaires. Les alliances entre les mouvements sociaux et l'élite politique minent l'autonomie des mouvements et causent une représentation institutionnalisée de ceux-ci (Da Silva, 1998 : 11). Pour Gohn, il s'agit d'un « *projeto institucionalizador* » qui n'est pas nouveau et qui cherche :

[...] *a construção de interlocutores a partir da apropriação de bandeiras, da conquista dos movimentos populares dinâmicos assim como da cooptação das lideranças dos movimentos populares menos dinâmicos, recobertos de vícios do clientelismo político ou da política de favores* (1992 : 49)<sup>67</sup>.

---

<sup>67</sup> Traduction libre : « Le projet d'institutionnalisation cherche la construction d'interlocuteurs à partir de l'appropriation des causes défendues par les mouvements populaires dynamiques mais aussi à partir de la cooptation des leaders moins dynamiques qui sont corrompus par le clientélisme politique ou par les politiques des faveurs » (Gohn, 1992 : 49).

Pour Da Silva (1998), la cooptation des mouvements sociaux et le clientélisme « de gauche » minent les gains juridiques et politiques d'une démocratie nouvelle et fragile. À titre d'exemple, en parlant des mouvements pour le logement, Levy affirme : « *Since the early 1990s, it has become more institutionalized concentrating on housing project negotiations with the government and international development agencies, and abandoning more radical forms of actions such as occupation* » (2010 : 35).

Par ailleurs, les politiques qui découlent des programmes d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International (FMI) mises en place sous le gouvernement Cardoso (1995-2003) provoquent un retrait de l'intervention étatique dans les domaines sociaux et publics (Maricato). Également, l'absence d'une politique foncière urbaine nationale durant les années du gouvernement Cardoso et l'ampleur de la pauvreté urbaine suscitent des débats devant les problèmes urbains. Ceci étant dit, la pauvreté urbaine au cours de la décennie suivant la démocratisation s'exacerbe (Goirand, 2000 : 49) et met en évidence l'incapacité des mécanismes du marché à résoudre le déficit de logements (Bonduki, 2007). Nous constatons donc les difficultés à respecter les principes institutionnels et juridiques défendus dans la Constitution de 1988.

### 3.2.2 Le Statut de la Ville

En 2001, soit un peu plus de dix ans après le renouvellement de la Constitution Brésilienne, le gouvernement fédéral adopte le Statut de la Ville<sup>68</sup>. Cette loi fédérale propose des instruments<sup>69</sup> et des outils pour rendre réelle et effective, le droit à la

<sup>68</sup> *Estatuto da Cidade* (Statut de la ville): loi N° 10.257, 10 juin 2001.

<sup>69</sup> Parmi eux, l'instrument *Concessão do direito real do uso* (Concession de droit réel d'usage) permet la concession d'une terre ou d'un édifice public. La *Concessão de uso especial para fins de moradia* (Concession d'usage spécial pour fins de logement) prévoit une concession collective de la terre. L'*ursucapião urbana* (ursupation urbaine) l'acquisition d'une propriété après cinq ans de non-usage par le propriétaire, tel que prévu dans la loi. Les *Zonas especiais de Interesse Social* (zones spéciales d'intérêt social) permettront de créer des zones pour les logements sociaux (Bonkudi, 2007 : 95) et ce dans l'esprit de valoriser la diversité sociospatiale et de freiner la spéculation foncière.

ville, la fonction sociale de la ville, la gestion démocratique et la régularisation foncière des territoires caractérisés par des usages informels, précaires et irréguliers.

Les lois en matière de régularisation foncière octroient le droit légal à l'usage du sol et impliquent la conversion des terrains jadis informels et illégaux occupés par les classes populaires en terrains formels et légaux. En cela, il y a l'objectif de rompre avec la tension entre les pratiques légales et illégales historiques d'occupation du sol dans les villes brésiliennes (Alfonstin, 2006; Rolnik, 2011). L'« illégalité » qui se reflète dans les autoconstructions correspond au modèle d'utilisation du sol des classes populaires (Rolnik, 2011 : 244), et ce, considérant que ces dernières n'ont pas les moyens d'accès au crédit, donc à la propriété formelle (Alfonstin, 2006 : 3). La régularisation foncière possède des dimensions juridiques, urbanistiques, physiques et sociales et met en place les conditions permettant l'accès à un statut de citoyen, ce qui implique quatre éléments : la régularisation judiciaire du terrain, l'urbanisation de terrains, le changement législatif de l'ensemble urbain et l'appui des habitants soit par des comités ou de l'auto-organisation qui assure l'amélioration des conditions de vie (*ibid.* : 9).

Par ailleurs, le gouvernement fédéral met en place un outil de décentralisation politique et démocratique, les plans directeurs, afin de promouvoir la gestion locale et participative de la planification et gouvernance urbaine. Ainsi, différents instruments participatifs, dont le budget participatif, sont expérimentés (Rolnik, 2011 : 242).

Force est de constater que le Statut de la Ville représente une loi prometteuse qui permet de rompre avec une ville divisée, et de renverser l'organisation spatiale héritée du passé (Rolnik, 2011; Alfonsin, 2006). Bien que la Constitution Brésilienne et le Statut de la Ville ont jeté les assises juridiques et urbanistiques d'une réforme urbaine à l'échelle nationale et locale, l'application de la loi en pratique représente des défis pour les pouvoirs publics (Rolnik, 2011; Manima et al, 2010; Bonkudi, 2007; Alfonstin, 2006).

### 3.2.3 La politique urbaine et la question du logement sous le gouvernement Lula

L'arrivée du Parti des Travailleurs (PT) à la tête du gouvernement fédéral en 2003 est marquée par l'institutionnalisation de politiques urbaines et par la création de nouvelles instances gouvernementales (Rolnik, 2011; Bonkudi, 2007). Effectivement, la création du ministère des Villes vise l'articulation d'une politique nationale urbaine cohérente alors que le Conseil national des villes apparaît, selon Rolnik (2011: 242) comme...

*[...] a central element in the formulation and negotiation of policies, where government departments (from the three levels of government) and some segments of civil society (businesses, unions, professional associations, NGOs, academic and research entities and social movements) are represented, with representatives elected at sector meetings among delegates at national conferences.*

En d'autres mots, le Conseil national des villes se veut une instance participative, voire de contrôle social des politiques urbaines (Bonkudi, 2007 : 97). Par ailleurs, les conférences nationales des villes, qui se composent de différents segments de la société civile, ont contribué à l'élaboration d'une politique nationale urbaine qui garantit l'accès à des logements décents et qui résout différents enjeux liés à la question urbaine (*ibid.*).

À la suite des pressions des mouvements pour le logement, le gouvernement Lula crée le *Fundo Nacional Habitação Interesse Social* (Fond national d'habitation d'intérêt social : FNHIS) responsable notamment de l'urbanisation des favelas et de la construction de logements sociaux. Différents programmes sont élaborés notamment, le programme national *Minha Casa, Minha Vida* (Ma maison, Ma Vie : MCMV) qui rend possible l'acquisition d'une propriété pour les familles à faibles revenus. Or, largement critiqué, le programme MCMV propose la construction de logements dans des zones urbaines éloignées pauvres en services publics donc dénuées de valeur, par



le biais d'entreprises du secteur de la construction civile (Bonkudi, 2007). Pour plusieurs chercheurs (Bonduki, 2007; Cardoso et *al.*, 2011), ce programme relève d'une logique marchande qui traduit l'emprise des intérêts privés dans la gestion de la ville et du bien commun et favorise la reproduction d'un modèle sociospatial urbain ségrégatif et inégal hérité du passé.

### 3.2.4 Les avancées du droit au logement dans une perspective genre

Au sein des Conférences de Villes<sup>70</sup> (2003, 2005), le Forum national de réforme urbaine (FNRU) détient un rôle important en matière de promotion de politiques affirmatives pour les femmes (Ferreira, 2009 : 4)<sup>71</sup>. Ce dernier veut rendre visible les femmes dans les processus de planification urbaine et, de cette manière, combattre les discriminations sociales, politiques, économiques sexuées dans la ville. Car, au cours des deux premiers mandats, le Conseil des villes (2003, 2007) ne tient pas compte des besoins et intérêts spécifiques des femmes (Levy et *al.*, 2013b) ce qui fait dire à Gouveia (2005 : 5) : « *A mínima referência feita às mulheres nesses processos políticos reafirma a desigualdade e o seu ocultamento como sujeitos.* »<sup>72</sup>. Cependant, lors de la deuxième Conférence des Villes (2005), la parité homme et femme est reconnue dans la composition du Conseil national des villes alors que les questions femmes et ville prennent de l'importance (Levy et *al.*, 2013b). Depuis 2006, la politique nationale de régularisation foncière prévoit que le titre de possession soit inscrit au nom des femmes ou encore aux noms de l'homme et de la femme, et ce, afin d'atténuer la vulnérabilité des femmes en cas de séparation ou divorce (Ferreira, 2009; Levy et *al.*, 2013b).

<sup>70</sup> Rappelons que les Conférences nationales des villes se composent de différents segments de la société qui, par le biais de rencontres, contribuent à l'élaboration d'une politique nationale urbaine.

<sup>71</sup> Le FNRU a préparé des ateliers sur la question Femme et ville ainsi que des plates-formes ou documents portant sur des enjeux féministes.

<sup>72</sup> Traduction libre : « Le peu de référence faite aux femmes au sein de ces processus politiques réaffirme l'inégalité et son invisibilité comme sujets » (Gouveia, 2005 : 5).



Enfin, depuis les dernières années, sous la pression des organisations de la société civile ayant des préoccupations féministes, le Conseil national de la ville adopte des mesures spécifiques pour les femmes. En d'autres mots, les politiques urbaines commencent à reconnaître que l'espace urbain se différencie sur la base des rapports sociaux sexués (Levy et *al.*, 2013b; Ferreira, 2009).

### 3.2.5 Les habitations populaires dans les quartiers centraux

Au Brésil, il manque environ 5,6 millions de logements pour la population alors que 83 % de ce déficit se retrouve en région métropolitaine (Ministère des villes, 2010)<sup>73</sup>. Paradoxalement, le nombre d'immeubles vides et inoccupés est de 7,2 millions dont 5,2 millions en villes. De ce nombre de bâtiments inoccupés, 6,2, pourraient être réhabilités pour des fins de logements (*Ibid.* 2010).

Dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro, il manque 275 025 logements dont 149 200 logements dans la ville (*Fundação João Pinheiro, Déficit habitacional no Brasil*, 2011; *Instituto Pereira Passos*, 2007).

Tableau 3.1 – Estimation du déficit de logement dans la région métropolitaine et la ville de Rio de Janeiro en 2007

	Région métropolitaine de Rio de Janeiro	Ville de Rio de Janeiro
Nombre total d'unités de logements	3 252 657	275 025
Estimation du déficit de logements	1 801 862	149 200

Sources : Fundação João Pinheiro, 2011; Instituto Pereira Passos, 2007

<sup>73</sup> Données du recensement national de 2008.

Ancienne capitale du Brésil, Rio de Janeiro regorge d'immeubles abandonnés lors du transfert de la capitale vers Brasília en 1960 et en raison de la croissance économique de la ville São Paulo (Abreu, 1987 : 16). Nombreux sont les édifices désaffectés des quartiers centraux propriétés du gouvernement fédéral. La présence de ces bâtiments vétustes, inoccupés et sans fonctions particulières, montre un potentiel significatif du nombre d'unités d'habitation dans le centre de la ville, zone hautement urbanisée et riche d'infrastructures urbaines. Bonkudi (2007 : 87) révèle : « *Enquanto abundam unidades habitacionais vagas, a insuficiência de terra urbanizada a preços acessíveis para a população de baixa renda é uma das questões mais importantes para o equacionamento do problema habitacional do Brasil* »<sup>74</sup>.

Ce constat confirme une contradiction urbaine que le gouvernement fédéral tente d'atténuer, notamment, à travers la mise en place de politiques de réhabilitation des centres urbains. Par exemple, le programme *Novas Alternativas- Morando no Centro* (Nouvelles Alternatives- Habitant le centre) propose de réhabiliter des édifices patrimoniaux désaffectés dans les quartiers centraux pour les familles ayant des revenus de trois à six salaires minimums (Galiza, 2009; *Moradia é central. Rio de Janeiro*, 2009). Or, bien souvent ces interventions de revitalisation urbaine s'effectuent au détriment des couches de population les plus pauvres soit, celles ayant moins de trois salaires minimums. La rénovation des centres-villes au Brésil enclenche un processus de spéculation immobilière qui gonfle la valeur foncière des quartiers centraux. Bien que ces opérations de revitalisation et de valorisation du patrimoine soient ciblées parmi les programmes d'interventions urbaines (Galiza, 2009; *Moradia é Central. Rio de Janeiro*, 2009), elles s'inscrivent toujours dans une logique de marché où Rio de Janeiro est considérée comme une ville-entreprise attrayante aux yeux des investisseurs privés (Vainer, 2011). Cela génère d'autant plus

---

<sup>74</sup> Traduction libre : « Alors qu'abondent les unités d'habitation vides, l'insuffisance de terres urbanisées à un prix accessible pour la population à faibles revenus est l'un des enjeux les plus importants pour régler le problème d'habitations au Brésil. » (Bonkudi, 2007 : 87).

d'obstacles à l'accès au centre-ville pour les classes défavorisées qui se butent à une gentrification marquée des quartiers centraux. En 2014, le Brésil reçoit la coupe du Monde de la FIFA, en 2016, les Jeux olympiques d'été. À cet égard, le Projet *Porto Maravilha* (Port Merveilleux) soit, la rénovation urbaine du port et l'embourgeoisement qu'il entraîne, suscitent de nombreuses oppositions. Bref, l'avènement des méga-événements sportifs fait de Rio de Janeiro une « ville d'exception » (Vainer, 2011).

Par ailleurs, les interventions urbaines au centre-ville pour des fins d'habitation sociale demeurent minimales (Manima et al., 2010; *Moradia é Central. Rio de Janeiro*, 2009). La valorisation de mesures urbaines favorisant les logements sociaux et la réhabilitation des immeubles dans les quartiers centraux dans des zones hautement urbanisées et riches en services publics, correspondent à certaines des revendications des mouvements pour le logement.

### 3.3 Les mouvements pour le logement au Brésil

Les années 1970 marquent l'émergence des mouvements sociaux urbains (Gohn, 1992; Goirand, 2000; Levy, 2005, 2010; Kowarick, 1986; Souza, 2006; Santos, 1981). Parmi ceux-ci se trouvent les mouvements liés à l'invasion des terres et ceux qui sont composés des associations des habitants-es des favelas qui luttent notamment pour l'urbanisation de celles-ci (Kowarick, 1986; Santos, 1981). Or, si durant la première partie du régime militaire, les quelques associations de quartier qui voient le jour sont réprimées (Goirand, 2000 : 32), dès les années 1960, les associations de *favelas* se mettent à exiger l'accès à des infrastructures urbaines publiques et à dénoncer la précarité des services collectifs (Souza, 2006 : 331). Dans le climat de répression politique qui caractérise l'époque, l'Église demeure la seule institution qui possède la légitimité de s'opposer au régime (Goirand, 2000 : 33). En effet, les organisations qui s'inscrivent dans le courant de la théologie de la libération facilitent

l'organisation populaire et supportent les actions collectives au sein des communautés ecclésiastiques de bases (CEB)<sup>75</sup> (Gohn, 1992 : 37; Kowarick, 1986, Levy, 2005 : 99). Les organisations populaires réclament l'urbanisation des *favelas*<sup>76</sup>, l'accès à la propriété, à des logements, à des écoles, des garderies ou encore des services de santé (Riley et *al.*, 2001 : 524).

Rappelons qu'au sein de ces luttes populaires urbaines autour d'enjeux touchant les conditions de vie du quotidien, ce sont généralement des actrices qui étaient à la base de ces mouvements (Souza-Lobo, 1991; Alvarez, 1989; Farah, 2004 : 50).

Cela dit, c'est au nom d'une citoyenneté que les mouvements sociaux urbains dont les mouvements pour le logement réclament le « droit d'avoir des droits » et se projettent sur la scène politique (Gohn, 1992; Levy, 2005, 2010; Da Silva, 1998). Du coup, ils profitent de l'ouverture politique du régime pour se mobiliser autour de mot d'ordre « *Direitas já* »<sup>77</sup> (Des droits enfin!) (Goirand, 2000 : 31; Da Silva, 1998 : 7). Selon Levy (2005), les mobilisations des mouvements populaires d'habitation des années 1980 aboutissent à une victoire à la fois matérielle, politique et symbolique.

*It is undeniable that UPMs<sup>78</sup> helped many families improve their material living conditions. They contributed as well to turning the housing crisis into a social and political issue at all levels of government, and they were successful in contributing to political party content, since their claims were rarely ignored by politicians (2005 : 107).*

Dès les années 1990, le processus de restructuration économique néolibérale, qui renforce la précarisation des conditions de vie urbaines de la population dans les

<sup>75</sup> Regroupement communautaire inspiré par la théologie de la libération.

<sup>76</sup> Le slogan était : « *Urbanização sim, remoção não !* » (Urbanisation oui, éviction non !) (Souza, 2006 : 331).

<sup>77</sup> Nom d'une campagne politique nationale en 1984.

<sup>78</sup> UPM : urban popular movement.



quartiers pauvres, conduit les mouvements populaires d'habitations à chercher des alternatives en matière de logement. L'occupation d'immeubles désaffectés<sup>79</sup> constitue l'une de leurs actions collectives contemporaines déployées par le mouvement des sans-toit (Levy, 2010; Souza, 2006). Le *Movimento dos trabalhadores Sem Teto* (Mouvement des travailleurs sans-toits) représente une organisation importante qui tente de développer : « *a radical and ambitious approach of socio-spatial change.* » (Souza, 2006 : 333).

### 3.3.1 Les occupations

Dans les centres-villes, les occupations représentent un acte de contestation, une réplique à l'inefficacité des politiques urbaines et un moyen d'exercer des pressions sur l'État (Levy, 2005, 2010; Levy et *al.*, 2013b; Almeida et *al.*, 2009). Ainsi, des habitants-es, sous la coordination d'une organisation, occupent un immeuble désaffecté jusqu'à l'expulsion physique par les forces policières ou encore jusqu'à ce que des négociations aient lieu avec les autorités publiques en vue d'obtenir un projet d'habitation. S'il y a souvent menaces d'éviction des occupants-es, les actions s'inscrivent au sein d'une lutte pour faire valoir les droits constitutionnels des habitants-es, et par là, la fonction sociale de la ville. En ce sens, ces stratégies permettent d'imposer des alternatives en matière de logements sociaux dans le centre de Rio de Janeiro tout comme elles sont un contrepoids à la spéculation immobilière (Grandi, 2009 : 150). Cela dit, les occupations rappellent la faible volonté des pouvoirs publics à instaurer des programmes effectifs de logements sociaux pour les couches de populations les plus défavorisées dans le centre et soulignent les timides avancées en matière de politiques d'habitation dans les quartiers centraux.

---

<sup>79</sup> Les scénarios d'occupation varient selon l'organisation qui coordonne l'action. Certaines des organisations privilégient l'occupation des terrains vacants en périphérie de la ville, d'autres l'occupation d'un immeuble dans le centre-ville ou encore dans une zone périurbaine (Almeida et *al.*, 2009).



Au-delà de la nécessité de se loger, l'occupation symbolise un conflit urbain qui se traduit par une pratique concrète de résistance d'un groupe social qui lutte pour une justice spatiale (Souza, 2006a dans Almeida et *al.*, 2009). Les occupations à caractère politique possèdent une dimension pédagogique qui repose sur une démarche participative et démocratique dans laquelle s'investissent les occupants-es. Influencées par le mouvement des sans terres (MST), les organisations élaborent un programme de formation qui entend contribuer à la conscientisation politique et civique d'une population marginalisée au plan politique, social et économique. Ce cadre organisationnel permet de convaincre les futurs-es occupants-es de la légitimité de l'acte dite illégale (Levy, 2010 : 45) et les incite à s'engager dans la défense de leurs droits à la ville.

Bien que les occupations d'édifices désaffectés menées dans différentes villes du pays montrent des caractéristiques semblables, les organisations du mouvement adhèrent à des idéologies politiques et à des cultures organisationnelles différentes (Almeida et *al.*, 2009). D'un côté, il y a les occupations où les coordinations se déclinent selon l'échelon national, étatique, municipal et local et de l'autre, celles qui reposent sur un mode de gestion horizontale sans coordination c'est-à-dire que les décisions sont prises dans des espaces politiques démocratiques et délibératifs, où le collectif, soit l'ensemble des habitants-es, est au premier plan. Pour Souza, par le biais de leurs pratiques démocratiques et d'autogestion, s'imposent des « territoires dissidents » qui se gèrent collectivement (Souza, 2006a dans Almeida et *al.*, 2009 : 86-91). Ainsi de l'intérieur, les occupations imposent un mode de gestion politique alternatif où les relations de pouvoir sont redéfinies d'où l'idée de territoires qui tendent vers l'autonomie (Souza, 2006a dans Almeida et *al.*, 2009 : 87-91).

### 3.3.2 Les occupations de Rio de Janeiro

Au cours des dernières années, l'*Instituto de Terras e Cartografia do Estado do Rio de Janeiro* (Institut des terres et de cartographie de l'État de Rio de Janeiro : ITERJ) a répertorié dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro près d'une trentaine d'occupations dont certaines sont menées par une organisation, et d'autres pas. Cette estimation prend en considération uniquement les occupations qui s'inscrivent dans un processus de régularisation foncière. Une dizaine d'entre elles se situent dans le centre de la ville. Les occupations *Manoel Congo*, *Zumbi dos Palmares* et *Chininha Gonzala* apparaissent parmi les occupations du centre-ville les plus organisées. La régularisation foncière de ces occupations est possible grâce au Statut de la Ville qui met de l'avant des instruments pour faire respecter la fonction sociale de la ville. Or, quelqu'une d'entre-elles ont bénéficié ou bénéficieront du FNHIS (Fond national de logements d'intérêt social) qui assure non seulement la réfection du bâtiment, mais aussi une assistance technique en matière d'organisation communautaire. Toutefois, ce processus est confronté à la lourdeur de la bureaucratie municipale. Parallèlement se multiplient les pressions des mouvements des sans-toits en faveur de la fonction sociale de la ville et du respect des instruments juridiques mis de l'avant dans le Statut de la Ville.

### 3.4 L'occupation Manoel Congo : présentation du terrain à l'étude

#### 3.4.1 Le *Movimento Nacional da Luta pela Moradia* (Mouvement national de lutte pour le logement : MNLM)

L'occupation Manoel Congo est coordonnée par le MNLM. Ce dernier a été créé au lendemain de la Constitution en 1990 lors de la rencontre nationale des mouvements pour le logement. Il vise l'articulation nationale d'une réforme urbaine et participe activement à la construction d'un agenda qui défend le droit au logement et le droit à la ville. Ce mouvement a été actif auprès du FNRU et a exercé des

pressions pour la création du FNHIS. Outre son objectif de défendre le droit au logement pour tous, le MNLM aspire à de profonds changements urbains dans une perspective marxiste de lutte contre l'oppression des classes et contre le capitalisme. Ainsi, l'organisation se prononce contre l'exclusion des populations défavorisées, la spéculation immobilière et dénonce l'absence d'un plan local de logements sociaux dans les zones centrales de la ville. C'est dans cet esprit, qu'il dirige des occupations d'immeubles publics ou privés désaffectés notamment dans les quartiers du centre-ville. Sa lutte s'inscrit également autour de questions comme l'accessibilité à des services publics, à l'éducation et à la santé pour tous.

Organisation sans but lucratif, le MNLM est présent dans dix-huit États du Brésil, dont l'État de Rio de Janeiro<sup>80</sup>, et se structure autour d'une coordination présente à différents échelons, c'est-à-dire aux échelons municipal, étatique et national, et au niveau infralocal, soit l'occupation. Enfin, il travaille en collaboration avec des institutions publiques et la société civile. Si dans certains États, l'organisation est fortement rattachée au Parti des Travailleurs, le mouvement aspire, de façon générale, à une certaine autonomie politique.

### 3.4.2 Le centre-ville comme localisation

Située en plein cœur du centre-ville de Rio de Janeiro, l'occupation Manoel Congo est l'une, des plus organisées de la ville. L'édifice est situé au 20 rue Alcindo Guanabara dans un quartier commercial et financier important (fig. 3.1). Sa localisation est au cœur d'un lieu touristique, c'est-à-dire près de la fameuse place Cinelandia, à proximité du théâtre municipal, de la bibliothèque nationale, du Cinéma Odéon et du musée des Beaux-Arts.

---

<sup>80</sup> Dans cet État, le MNLM est présent dans six municipalités.

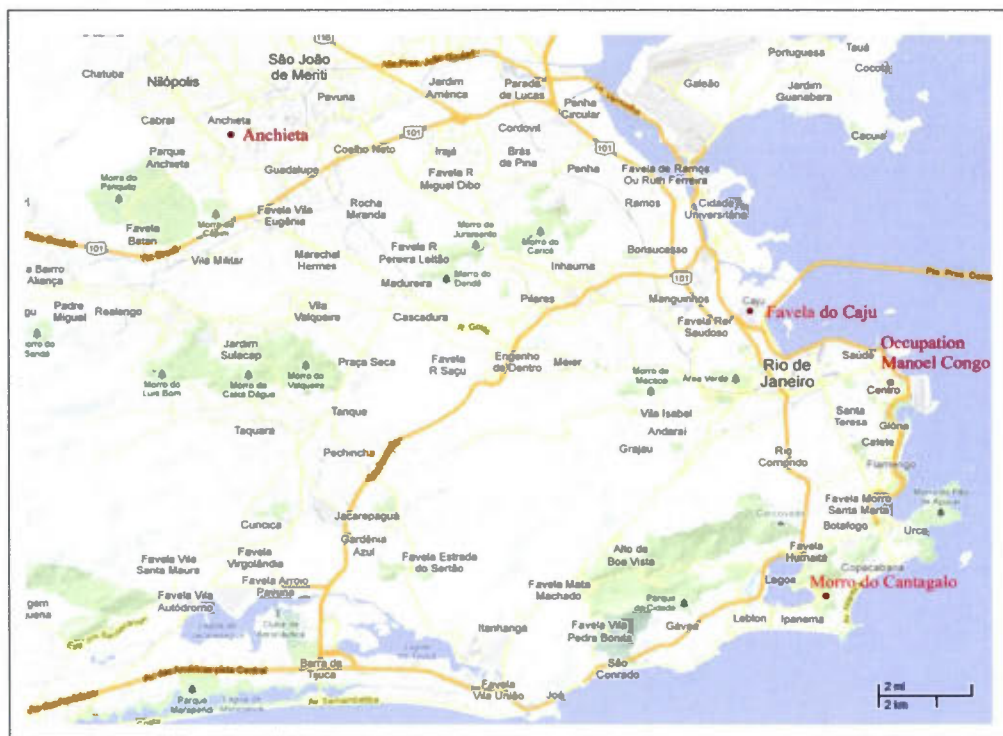


Figure 3.1 – Localisation de l'occupation Manoel Congo et des lieux de provenance des habitants-es (source : GoogleMaps. Modifié par Cristina Budei Brindusa, 2012)

L'occupation se trouve donc au centre d'un couloir culturel valorisé depuis les dernières années par des promoteurs qui veulent embellir le centre et accroître son attractivité et sa compétitivité aux yeux des investisseurs étrangers.



Figure 3.2 – L’occupation Manoel Congo  
(source : Carle-Marsan, 2010)

### 3.4.3 L’histoire de l’occupation Manoel Congo

L’occupation Manoel Congo existe depuis octobre 2007. Elle doit son nom à Manoel Congo, un leader d’esclaves Quilombos qui a mené une rébellion au XIX<sup>ème</sup> siècle. La mobilisation des habitants-es débute dès 2006 lorsque le MNLM initie un travail d’éducation politique au cœur de trois *favelas*, *Caju*, *Anchieta* et *Morro de Catagalo*, des communautés géographiquement dispersées, mais possédant des conditions de vie précaires similaires (fig. 3.1). Durant la première année, le MNLM tient des réunions hebdomadaires afin de rassembler les futurs habitants-es de l’occupation autour d’une lutte commune et de les préparer à la vie collective de l’occupation. C’est surtout le bouche-à-oreille qui permet de rejoindre la plupart des femmes engagées dans les formations préalables à l’acte politique d’occupation.



Le 30 septembre 2007, une centaine de familles occupe l'ancien *Ciné Vitoria*<sup>81</sup> (Cinéma Vitoria) abandonné depuis dix ans dans le centre-ville. Après un mois d'occupation, les familles sont chassées de l'édifice par les forces policières. Le 28 octobre 2007, elles occupent l'immeuble public de l'*Instituto Nacional de Segurança Social* (Institut national de sécurité sociale : INSS) duquel, elles sont expulsées de nouveau deux jours plus tard en vertu l'*Ação de Reintegração de Posse* (Action de réintégration de possession) par le propriétaire. Après ces deux évictions, les familles habitent temporairement d'autres occupations du centre-ville, sympathisantes au MNLM.

Pourtant, l'INSS, un immeuble de dix étages appartenant au gouvernement fédéral, est délaissé de ses fonctions depuis près d'une dizaine d'années. C'est alors que les occupants-es exercent des pressions et manifestations où ils revendiquent le droit au logement et la fonction sociale de la propriété. En novembre 2007, les familles en prennent possession et l'occupent. Du coup, le MNLM, le propriétaire de l'INSS, soit le gouvernement fédéral et l'État de Rio de Janeiro entament un processus de négociation en vue de viabiliser l'achat de l'immeuble par l'État de Rio de Janeiro pour la réalisation des logements sociaux, et ce, en conformité aux instruments de régularisation foncière prévus dans le Statut de la Ville. Parallèlement, le Fond national de logements d'intérêt social (FNHIS) à travers le programme, *Apoio à Provisão Habitacional de Interesse Social* (Appui à la provision d'habitation d'intérêt social) permet d'initier des démarches pour acquérir l'immeuble à des fins de logement social tout en octroyant une assistance pour appuyer l'organisation communautaire. Cependant, ce n'est que trois ans plus tard, soit le 14 novembre 2010 que l'État de Rio de Janeiro verse l'argent pour la rénovation de l'ancien immeuble public de l'INSS. Cela implique qu'il le concède officiellement aux habitants-es.

---

<sup>81</sup> Le *Ciné Vitoria* est un immeuble vétuste qui abritait un cinéma. Il est situé au centre-ville, à proximité de l'occupation Manoel Congo.

L'occupation Manoel Congo sera rénovée au cours des prochaines années<sup>82</sup> tandis que chaque famille possèdera son propre appartement.<sup>83</sup>

Parmi les objectifs défendus par le MNLM, l'un d'eux est de favoriser la création d'activités génératrices de revenus pour répondre à la précarité économique des occupants-es. L'occupation Manoel Congo est donc en train de consolider un projet d'économie sociale de *Casa de Samba* et un restaurant<sup>84</sup> qui prendront la forme d'une coopérative de travail. Dans ce sens, le MNLM voit dans l'occupation Manoel Congo la possibilité de développer un modèle alternatif d'habitations populaires dans le centre-ville qui permet de consolider les politiques urbaines d'occupation des immeubles publics ou privés désaffectés dans les quartiers centraux.

#### 3.4.4 Le fonctionnement interne de l'occupation

La cohabitation de 42 familles au sein d'une occupation exige une logistique organisationnelle importante. Dans ce sens, le MNLM possède une charte (« *carta de principe* ») qui présente les orientations idéologiques et politiques du mouvement. Régissant la conduite des habitants-es, l'adhésion à l'occupation passe avant tout par le respect des principes de celle-ci. Par ailleurs, des assemblées générales qui rassemblent tous les habitants-es, se déroulant aux deux semaines, veillent à la bonne gestion collective de l'occupation et à la mobilisation des occupants-es. Ces derniers donnent à ces assemblées le nom de « *coletivo* ». Ils y discutent de leurs activités en lien avec la cause, des modalités liées à la cohabitation collective de même que d'autres projets de l'occupation. Tous ont droit de vote et de parole.

<sup>82</sup> Le NAPP, (Núcleo de Assessoria, Planejamento e Pesquisa) (Centre d'accompagnement, de planification et de recherche) donne un appui en matière des démarches architecturales.

<sup>83</sup> L'appartement sera concédé à chaque famille et le titre de propriété sera accordé aux femmes. Le titre de concession ne permet pas aux familles, par exemple, de vendre l'appartement. Tous les 99 ans, elles doivent renouveler le titre.

<sup>84</sup> L'organisation a reçu un financement pour le projet de la *PetroBras*, principale compagnie d'énergie brésilienne.



Figure 3.3 – Assemblée de l’occupation (source : Carle-Marsan, 2010)

En matière d’équité hommes et femmes, la chartre mentionne qu’elles ne tolèrent pas les discriminations liées au genre et à l’ethnie. En ce qui concerne la thématique « genre », l’organisation nationale prévoit l’existence d’un comité au sein des occupations. Or, en pratique, la prise en considération d’une approche « genre », c’est-à-dire une approche basée sur une analyse différenciée entre les sexes est plus ou moins absente du discours de la coordination de l’occupation.

Durant la première année de l’occupation, les habitants-es occupent seulement les deux premiers étages. Une cuisine collective fonctionne et les réunions du « collectif » sont plus fréquentes. Aujourd’hui, l’occupation compte dix étages où se situent les logements pour chacune des familles. Celles avec de jeunes enfants ou encore les personnes âgées occupent ceux du bas. Pour chaque étage, un habitant-e est désigné responsable tandis qu’à tour de rôle, un membre par famille prend la responsabilité hebdomadaire de nettoyer celui-ci. De plus, chaque occupant-e s’engage à effectuer la surveillance de l’entrée de l’occupation trois heures par semaine selon un horaire préétabli (fig. 3.4). Enfin, des lieux communs comme un espace destiné aux assemblées, l’un pour les fêtes ou les formations, et un espace éducatif pour les enfants permettent de réaliser des activités collectives.



Figure 3.4 – Porte d'entrée de l'occupation  
(source : Carle-Marsan, 2010)



Figure 3.5 – Salle de formation (source : Carle-Marsan, 2010)





Figure 3.6 – Manifestation (source : Carle-Marsan, 2010)

L'occupation compte 42 familles, c'est-à-dire environ 114 personnes.<sup>85</sup> La majorité des occupants-es sont des femmes, chefs de famille ce qui met en évidence leur rôle prépondérant dans l'organisation collective de l'occupation. Nous pouvons compter 36 femmes chefs de famille, versus six hommes. Des 114 personnes, 41 personnes sont des enfants (0-17 ans). La plupart des familles possèdent un salaire mensuel variant entre 401,00 R \$ et 800, 00 R \$<sup>86</sup>. Par ailleurs, 70 % des habitants-es de l'occupation se déclarent d'origine afro-brésilienne ou encore indigène (NAPP, *Diagnostico participativo. Sistematização e análise das informações*, 2010). Une majorité des occupants-es est présente depuis le début de l'occupation bien que certains se soient retirés de l'organisation tandis que d'autres se sont ajoutés au cours de la dernière année<sup>87</sup>.

<sup>85</sup> Ces données datent d'un diagnostic réalisé le 24 mars 2010 par l'assistance technique et communautaire prévue dans le FNHIS

<sup>86</sup> Ce qui équivaut entre 240 \$ à 480 \$ canadiens par mois.

<sup>87</sup> C'est-à-dire en 2010, lors de notre enquête-terrain.



## CHAPITRE IV

### ANALYSE DES RÉSULTATS

*« Eu só quero é ser feliz, viver tranquilamente no lugar que escolhi. E poder me orgulhar, e ter a consciência que a cidade é meu lugar »<sup>88</sup>.*

Dans cette section, nous présentons les résultats de notre recherche. En premier lieu, nous analysons les facteurs de mobilisation qui ont mené ces femmes à prendre part à cette lutte urbaine. En deuxième lieu, nous illustrons en quoi ces pratiques collectives les ont transformées tant sur le plan individuel que sur le plan collectif. Nous traitons également des obstacles qui freinent leur participation aux actions collectives. Cela nous conduit à discuter de la conquête du Droit à la ville pour ensuite étayer la façon dont cette expérience traduit une citoyenneté émergente alors que l'occupation Manoel Congo est entrevue comme une école de citoyenneté locale. Enfin, nous analysons l'expérience en questionnant les rapports sociaux sexués au sein de l'occupation et dans la ville.

#### 4.0 La mobilisation comme prémisses à la lutte des femmes pour le Droit à la ville

À travers une recension des écrits, au chapitre 1, nous avons mis en évidence que l'engagement des femmes dans les luttes urbaines est étroitement lié aux responsabilités familiales prescrites par la division sexuelle du travail. Dans un contexte de crise urbaine, ce sont donc généralement des femmes qui organisent des actions collectives dans leur communauté pour améliorer leurs conditions de vie.

---

<sup>88</sup> Traduction libre : « Je veux seulement être heureuse, vivre tranquillement dans un lieu que j'ai choisi et pouvoir [en] être fière, et avoir conscience que la ville m'appartient ». Refrain chanté en cœur lors des manifestations publiques menées par les femmes de l'occupation sur l'air d'une chanson « *funk* » de *Cidinho e Doca*.

(Jelin, 1990; Marques-Pereira, 1996; Wekerle, 2000; Lind, 1997; Hainard et Verschuur, 2004). Sachant cela, nous allons examiner les facteurs qui conduisent les occupantes à se mobiliser pour le Droit à la ville.

#### 4.1 Être « femme, pauvre et chef de famille »<sup>89</sup>

De façon générale, les occupantes de l'immeuble proviennent de favelas de Rio de Janeiro, plus précisément des favelas de *Caju*, du *Morro de Cantagalo* et d'*Anchieta*<sup>90</sup>. Toutes, sans exception, habitaient des zones urbaines à risque, c'est-à-dire des quartiers violents souvent contrôlés par les narcotrafiquants. À titre d'exemple, une répondante raconte : « *Morava de aluguel dentro duma favela, uma favela muita perigosa e lá tinha muita coisa que não.... Quer dizer, estava com medo por causa das crianças. Eu estava com medo...* ».<sup>91</sup> (E-14)

Théâtre de confrontations armées entre la milice et les trafiquants de drogue, la favela constitue un environnement insécurisant pour elles et leurs enfants. Certaines femmes confient avoir vécu de la violence physique, avoir été témoins de tirs, ou encore témoignent de souffrances psychologiques. C'est donc le besoin d'un espace de vie digne et garant de sécurité pour elles et leur famille qui les poussent à s'investir dans le MNLM.

<sup>89</sup> Ici, l'expression « *Mulher, pobre e chefe de família* » (*Mère, pauvre et chef de famille*) utilisée par Macedo (2008) fait allusion au titre du texte de Cláudia Fonseca, « *Ser mulher, mãe et pobre* » (*Être femme, mère et pauvre*) qui décrit les conditions de vie de ces femmes brésiliennes au XX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>90</sup> Rappelons qu'en 2006, le MNLM a constitué des « groupes de base » dans chacune de ces favelas. De cette façon, il procède à un travail de mobilisation et de sensibilisation des femmes en vue de les convaincre de la légitimité politique de l'occupation d'un immeuble public vétuste du centre-ville.

<sup>91</sup> Traduction libre : « J'habitais un logement à l'intérieur d'une favela très dangereuse et là, il y avait plusieurs choses qui ne... Je veux dire j'avais peur pour les enfants. J'avais peur... ». (E-14)

L'une d'elles précise:

*Meu objetivo é de ter uma casa própria. Porque eu estavava morando de aluguel. Assalariada. Meu esposo na época estava desempregado. Julia tinha só 8 meses, ela estava bebezinha ainda [...]. O aluguel chegava no lugar 410 reais. Minha motivação maior foi isso. Pela minha força de vontade é para criar um espaço digno para minha filha crescer, de poder sair, voltar, entrar na sua casa sem ter que ir ligar para ela para dizer, vou chegar nessa hora porque tem tiroteio num espaço onde ela vai.*<sup>92</sup> (E-10)

Leur engagement déterminé par la nécessité d'un logement décent pour garantir le bien-être de leur famille démontre que c'est leurs conditions de mère qui, avant tout, les appellent à se mobiliser (Alvarez, 1989; Jaquette, 1989; Jelin, 1990). En outre, elles rencontrent de nombreuses contraintes économiques à assumer le loyer.

*[...] meu objetivo de estar aqui é de querer ter a minha casa pra morar, criar meus filhos... pra não pagar aluguel, porque eu não tenho condições de pagar [...] porque é difícil morar numa cidade dessas e não ter uma casa pra morar. Mesmo que eu esteja empregada, é difícil. Tem um tempo que a pessoa fica desempregada, não tem como pagar o aluguel... e aí ? Vai pra rua! É por isso que eu estou aqui, lutando com elas. Estou aqui e vou até o fim.*<sup>93</sup> (E-11)

Par ailleurs, les répondantes occupent bien souvent un emploi précaire, occasionnel, voire informel ce qui signifie, par extension, un emploi faiblement rémunéré. À cela ajoutons que, plusieurs répondantes sont d'origine afro-brésilienne : de par leur genre et leur origine ethnique, elles se trouvent doublement discriminées

<sup>92</sup> Traduction libre: « Mon objectif est d'avoir ma maison car avant j'habitais dans un logement. [Je travaillais comme] employée et mon mari, à l'époque, était sans-emploi. Julia avait seulement huit mois. Elle était encore un petit bébé [...] Le loyer était d'environ 410 *reais* [246 dollars canadiens]. Ma motivation a été davantage cela : pour ma dignité, avoir un espace digne pour que ma fille grandisse. Pouvoir sortir et retourner à la maison sans avoir à lui téléphoner et lui dire : je vais arriver à cette heure là parce qu'il y a des tirs où je vais. ». (E-10)

<sup>93</sup> Traduction libre: « Mon objectif est d'être ici. Je veux ma maison pour me loger, élever mes enfants et ne pas payer de loyer parce que je n'ai pas les moyens de payer un loyer. C'est difficile d'habiter dans une ville pareille et de ne pas avoir de maison pour te loger. Même si je travaille, c'est difficile... Il y a un moment où l'on perd son emploi et il n'y a pas moyen de payer un loyer. Et alors? On va à la rue! C'est pour ça que je suis ici et que je lutte avec elles. Je suis ici et j'irai jusqu'à la fin! ». (E-11)

sur le marché du travail et possèdent donc des revenus très bas (Macedo, 2008 : 397). Cela évoque les discriminations systémiques que subissent les femmes brésiliennes en termes d'emplois (IPEA, 2010, 2011). De plus, la majorité des répondantes sont chefs de famille. Elles assument donc la responsabilité économique du ménage ce qui atteste des transformations des structures familiales brésiliennes (IPEA, 2011, Macedo, 2008) et ajoute à la précarisation de leurs conditions socioéconomiques. Bref, le témoignage des répondantes confirme une pauvreté bien réelle et spécifique liée à leur classe sociale, à leur genre, à leur origine ethnoculturelle ainsi qu'à leur statut de chef de famille, ce qui représente d'autant plus d'obstacles à l'accès à un logement décent.

Le logement revêt donc une importance singulière, matérielle et symbolique pour ces femmes des milieux populaires. Le désir d'avoir un logement est récurrent dans le propos des répondantes. Il apparaît comme un élément central, voire structurant de leur vie, de même qu'il symbolise un « espace d'enracinement » et de sécurité pour leur famille (Alves et Mendes, 2005 : 116).

En ce sens, une majorité des femmes qui vivent en couple, souligne qu'elles ont pris part à la mobilisation en vue de l'occupation Manoel Congo et à l'acte d'occupation seule avec leurs enfants. Leur mari est venu les rejoindre une fois l'occupation stabilisée et le risque d'éviction passé. Sur les quinze répondantes, dix étaient en couple lors de l'occupation de l'immeuble ; sept sur dix déclarent y avoir participé sans leur compagnon. Nous avons également observé que, lors des rencontres du MNLM en vue d'une occupation future soit, l'occupation *Mariana Crioula*<sup>94</sup>, les personnes présentes étaient presque toutes des femmes.

---

<sup>94</sup> En 2010, lors de notre enquête-terrain, des femmes se rencontraient en vue de la préparation d'une future occupation au centre-ville de Rio de Janeiro, l'occupation *Mariana Crioula*.

Si le foyer est étroitement lié aux activités de reproduction sociale, pour certaines femmes, nous avons noté qu'il peut également représenter un lieu où elles mènent des activités génératrices de revenus comme un atelier d'artisanat ou encore un endroit pour cuisiner des plats à revendre. Notre analyse converge avec les travaux de Verschuur (2003, 2011) qui veulent que le logement prenne une signification différente selon les genres. Si le déficit de logement touche tous les pauvres urbains, Verschuur (2003) affirme :

[...] le logement a une valeur différente pour l'homme et pour la femme. Si pour les hommes, le logement est davantage synonyme de capital, donc échangeable, pour les femmes, le logement correspond à une garantie de stabilité, une stratégie d'enracinement permettant de tisser des réseaux d'entraide et de solidarité. (Verschuur, 2003 : 244)

C'est donc surtout leur identité féminine de mère qui caractérise la valeur qu'elle donne au logement et qui les pousse à lutter pour accéder à ce droit. Ce que la coordonnatrice du MNLM de Rio de Janeiro confirme :

*[...] as mulheres estão por um sentimento de responsabilidade muito grande [...] elas são aquelas que concordam primeiro de estar na luta para defender a sua família, para defender o filhinho. E aí a pobreza e a miséria faz com que elas sejam convocadas cotidianamente para a luta, [...] é como se os filhos fossem só das mães, isso dá a elas uma responsabilidade maior ainda de cuidar do filho em todos os momentos.*<sup>95</sup> (C-1)

Pour ces femmes, cela révèle également le défi de se reconnaître comme « être » au-delà de leur expérience de mère tant que les besoins familiaux ne sont pas satisfaits (Errazuiz, 1993 dans Marques-Pereira, 1996 : 20).

<sup>95</sup> Traduction libre: « Les femmes sont [dans la lutte] parce qu'elles ont un sentiment de responsabilité très grand [...] Alors, ce sont celles qui acceptent de prendre part à la lutte pour défendre la famille et les enfants. La pauvreté et la misère qu'elles vivent, font qu'elles sont appelées quotidiennement à lutter. [...] C'est comme si les enfants appartenaient seulement aux mères, ça leur donne une responsabilité encore plus grande de s'occuper de leurs enfants à chaque instant ». (C-1)



## 4.2 L'empowerment

Notre recherche démontre que l'acte d'occuper et l'engagement politique qui en découle, a transformé, de façon marquante la vie de ces femmes dont la majorité n'avait jamais été impliquée dans la vie communautaire ou politique auparavant. Des quinze répondantes, seulement deux d'entre-elles avaient déjà participé à une action collective urbaine. À la question : « Qu'est-ce qui a le plus changé dans ta vie depuis que tu fais partie de l'occupation Manoel Congo? », c'est l'idée de changement à la fois individuel et collectif qui ressort le plus de leurs propos.

### 4.2.1 Le « pouvoir intérieur »

Avant de faire partie de cette lutte, quelques-unes ont affirmé, comme femme, s'être senties « impuissantes », avoir la conviction d'être « fragiles » (E-10) ou encore « d'être la marionnette des autres » (E-9). Elles apprivoisent donc le sentiment d'exister comme une personne à part entière, et acquièrent ainsi un « pouvoir intérieur » qui se réfère ici à l'estime de soi et la confiance en soi permettant d'agir dans sa vie. Il s'agit aussi de l'amour de soi<sup>96</sup>, de l'affirmation de soi, de la représentation de soi face aux autres et de la valeur que l'on se donne (Charlier, 2011).

Bien que l'idée de transformation individuelle soit présente dans le propos de toutes les répondantes, l'expérience d'*empowerment* individuel, c'est-à-dire le processus d'acquisition de pouvoir (Oxaal et Baden 1997; Ninacs, 2008; Charlier, 2011; Verschuur, 2003), diffère d'une femme à l'autre. De façon générale, les répondantes affirment que l'expérience de l'occupation les a transformées et leur a permis d'acquérir un plus grand « pouvoir intérieur » (Charlier, 2011). Par exemple, une répon-

---

<sup>96</sup> Charlier définit l'amour de soi comme « l'« évolution du regard de la personne sur elle-même » (Charlier, 2011 : 164).

dante confie : « *Eu não sabia nem o potencial que eu tinha. Eu descobri aqui* »<sup>97</sup> (E-9) alors qu'une autre exprime : « *Eu sei que eu aprendi muita coisa. Depois que eu estou aqui eu aprendi a dar mais valor a mim* »<sup>98</sup> (E-11). Pour ces femmes, cette expérience engendre une grande émancipation individuelle qui suggère, de ce fait, une transformation positive de l'image qu'elles ont d'elles-mêmes.

#### 4.2.2 Le pouvoir d'agir

Pour nombreuses résidentes de l'occupation Manoel Congo, leur engagement politique et les apprentissages que cela entraînent, ont consolidé de façon définitive leur « pouvoir d'agir », c'est-à-dire leur capacité d'action. En effet, leurs propos confirment l'idée qu'elles ont acquis des compétences et des capacités individuelles qui les mènent à devenir sujet de leur propre destinée. Une jeune répondante explique :

*Hoje eu posso dizer que eu tenho capacidade de saber o que eu quero hoje. Entendeu ? Tomo decisões. Que antes eu não tinha coragem. [...] Assim, botar a mão na consciência e falar assim: eu tenho capacidade de trabalhar, eu tenho capacidade de buscar o meu espaço, de conquistar o meu espaço.*<sup>99</sup> (E-15)

De ce « pouvoir de » (Mestrum, 2001) mis en évidence, ici, dans leur capacité de faire des choix et de prendre des décisions, découle tout le potentiel de l'*empowerment* individuel.

<sup>97</sup> Traduction libre : « [...] Je ne connaissais pas le potentiel que j'avais. Je l'ai découvert ici. » (E-9)

<sup>98</sup> Traduction « Je sais que j'ai appris beaucoup de choses. Depuis que je suis ici, j'ai à appris à me donner plus de valeur. » (E-11)

<sup>99</sup> Traduction libre : « Aujourd'hui, je peux dire que j'ai la capacité de savoir ce que je veux. Tu comprends ? Je prends des décisions. Avant, je n'avais pas le courage... [...]. Par exemple, prendre conscience et de me dire : j'ai la capacité de travailler, j'ai la capacité de trouver mon espace et de conquérir mon espace. » (E-15)

En outre, habiter le centre-ville de Rio de Janeiro a permis à certaines jeunes femmes de commencer à travailler et/ou d'accéder à un emploi formel et régulier. Depuis, leurs revenus personnels ont augmenté, ce qui favorise une plus grande indépendance économique et une autonomie financière. Il s'agit donc d'une forme d'émancipation individuelle (Kabeer, 2005). Certaines ont déjà commencé ou complété une formation académique ou professionnelle. Par ailleurs, la moitié des femmes rencontrées partagent le rêve d'étudier et de fréquenter l'université. Parmi les plus jeunes, l'une aspire à devenir psychologue (E-13), l'autre, travailleuse sociale (E-10) et une troisième, historienne (E-2). Si l'accès à l'université demeure un privilège dans la société brésilienne, l'engagement politique de ces femmes influence leur détermination à se former par le biais de cours d'informatique, de langue, de cuisine ou de formations politiques.

Notre recherche montre également que les leaders de l'occupation ont fait naître un intérêt pour l'apprentissage et l'acquisition de connaissances.

*Acabou meu curso de informática. Eu aprendi a fazer bastante coisa. Quem me motivou ? Foi a Lurdinha... «Estuda. Rose, não vai ser seus filhos que vão sustentar sua vida não. Você tem que estudar, fazer cursos... ». Ano que vem, eu quero terminar meus estudos, quero fazer um curso de capacitação. Não quero limpar o chão a vida toda. Entedeu ?<sup>100</sup> (E-14)*

Au-delà de cette intention d'étudier, elles ont maintenant foi en leur capacité de réaliser cet objectif. Enfin, leur *empowerment* individuel témoigne d'une confiance en soi où la résignation laisse place à la volonté de prendre en main son destin.

---

<sup>100</sup> Traduction libre : « Je viens de terminer mon cours d'informatique. J'ai appris à faire plein de choses. Qui m'a motivée ? C'est Lurdinha... « Étudie Rose...Ça ne sera pas tes enfants qui vont subvenir à tes besoins, non. Tu dois étudier, faire des cours... ». L'année qui vient, je veux finir mes études, je veux faire des cours d'autonomisation. Je ne veux pas nettoyer le plancher toute ma vie. Tu comprends ? » (E-14)

#### 4.2.3 La résistance dans le foyer : une forme de pouvoir

De nombreuses répondantes racontent qu'elles ont eu à se justifier, voire résister à leur mari ou leur compagnon pour prendre part à cette occupation. À titre d'exemple, une répondante déclare :

*Eu tive que resistir também em casa pra conseguir estar aqui. Se eu fosse uma mulher submissa, eu não ia vir pra cá, eu ia estar lá ainda. Não ia estar nessa luta, não ia estar aqui. Então teve que ser, primeiro, um conflito em casa. Ele dizia que eu não vinha, me chamava de maluca. Eu brigava em casa, dizia que vinha sim [...]. Não foi uma luta física, foi uma resistência oral. Se eu fosse uma mulher submissa, eu ia ficar lá, não ia vir pra essa maravilha aqui.<sup>101</sup>(E-2)*

Ce qu'il importe de mettre en lumière c'est qu'elles s'imposent comme sujet ayant une plus grande emprise dans leur vie personnelle et non comme des « femmes soumises » (E-12) comme l'affirme plus haut une répondante. Voilà que s'opère une déconstruction des identités de genre qui se traduit par un changement dans la représentation que les femmes ont d'elles-mêmes et aussi un changement de la perception que l'homme a de sa femme. Ainsi, l'acquisition d'un plus grand pouvoir individuel évoque une ouverture vers une transformation des rapports sociaux de sexe dans la vie quotidienne. Ces mêmes femmes affirment que les relations avec leur mari à la maison sont devenues plus respectueuses.

La participation des répondantes à cette occupation a généré un conflit à l'intérieur du foyer. Leur mobilisation au sein du MNLM les a conduites à s'opposer à leur mari qui était en désaccord avec leur participation. De ce jeu de pouvoir, les rapports sociaux sexués ont été ébranlés à la maison, ce qui révèle l'exercice d'une

<sup>101</sup> Traduction libre : « J'ai résisté aussi à la maison pour réussir à être ici. Si j'étais une femme soumise, je n'allais pas venir ici, je ne serais pas ici. Je ne serais pas dans cette lutte, je n'allais pas être ici [dans l'occupation]. Alors, il y a eu, premièrement, un conflit à la maison. Il disait que je n'y irais pas, me traitait de « folle ». J'argumentais à la maison et je disais que j'irais quand même. Ça n'a pas été une lutte physique, mais ç'a été une résistance verbale. Si j'avais été une femme soumise, je serais restée là [à la maison] et je ne serais pas venue pour cette merveille ici. » (E2)

première forme de pouvoir qui s'exprime dans le fait de résister (Foucault dans Rowlands, 1997 : 12; Mestrum, 2001 : 19). D'une certaine façon, cela rappelle qu'au sein même de relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, il existe, ce que Rondeau (1994 : 8) nomme, des espaces de liberté soit : « des possibilités pour les femmes, à l'intérieur des limites définies par les règles sociales, d'exercer un plus grand contrôle sur leur existence ». Ici, les femmes s'opposent à leur mari au nom de la nécessité d'un logement décent et de la valeur qu'elle y accorde, et ce, quitte à mettre fin à leur relation pour certaines ou encore au risque d'y prendre part seule avec leurs enfants.

#### 4.2.4 La capacité d'action collective

*« O jeito que a gente sonha é tão importante quanto conquistar o que a gente sonhou. »<sup>102</sup> (C-1)*

À travers cette expérience, ces femmes ont toutes pris conscience de leur capacité d'agir collectivement. Elles l'expliquent notamment par le sentiment qu'elles ont d'être partie prenante d'une lutte et d'une organisation sociale et politique. La vie quotidienne de l'occupation a fait naître des valeurs communes et un sentiment de solidarité qui unit les occupants et les occupantes, et qui motive leur engagement auprès de ce qu'elles nomment le « collectif », soit le groupe d'habitants-es de l'occupation. De ce fait, l'occupation peut renvoyer à la création d'une communauté créatrice de liens sociaux et de solidarité. Comme l'une l'affirme : *« Aprendi o coletivo. Se alguém passa mal. Ai vamos resolver, vamos fazer, vamos juntar, vamos correr atrás, ou se alguém tá precisando de uma coisa. Vamos lá! Ensinou a ser*

---

<sup>102</sup> Traduction libre : « La façon dont nous rêvons est aussi importante que la conquête de ce dont nous avons rêvé. » (C-1)



*gente, ser humano.»*<sup>103</sup> (E-14). En ce sens, le vivre-ensemble lié à l'occupation se présente comme un des éléments clés de l'apprentissage collectif des habitantes de l'immeuble Manoel Congo.

L'idéologie du MNLM valorise la solidarité et le collectif. Nous avons remarqué que certaines femmes s'approprient le discours du mouvement. Également, elles explicitent que c'est l'unité du groupe et la capacité d'action collective qui rendent possible la lutte. Ensemble, elles revendiquent leur droit au logement et leur *Droit à la ville* auprès des pouvoirs politiques. Pour l'illustrer, l'une dit :

*Nos queremos mostrar ao governo que a gente tem força, que a gente tem potência para conseguir. Porque um povo unido é mas poderoso que um só por tudo... Quer dizer que todo mundo junto assusta os poderosos.[...] Mostrar que a gente têm a capacidade de morar no centro da cidade. Ser igual a tudo mundo. Ser igual aos ricos, mostrar para eles que nós temos dignidade, que nós somos grande. »*<sup>104</sup> (E-10)

En cela, elles prennent conscience de la force du nombre et de leur capacité d'agir collectivement. Dans les espaces participatifs de l'occupation, comme les assemblées délibérantes, les habitantes identifient des problèmes et des actions collectives en regard de la lutte. Par exemple, elles discutent de leur droit d'habiter au centre de la ville et d'utiliser les lieux publics. Elles ont organisé une visite du théâtre municipal ou encore une sortie à la plage avec leurs enfants, ce qui révèle qu'elles s'approprient, ensemble, le droit de jouir des lieux publics et des services collectifs qu'offrent le centre-ville.

<sup>103</sup> Traduction libre : « J'ai appris le collectif. Si quelqu'un va mal, alors, ensemble, nous allons résoudre [le problème], nous allons le faire, nous allons nous rassembler, nous allons chercher si quelqu'un a besoin de quelque chose. Ça nous a enseigné à être des personnes, des êtres humains. » (E-14)

<sup>104</sup> Traduction libre : « Nous voulons montrer au gouvernement que nous avons la force, que nous avons le potentiel de réussir. Parce qu'un peuple uni est plus puissant qu'une personne seule. Je veux dire que tout le monde ensemble nous faisons peur aux puissants. Montrer que nous avons la capacité d'habiter le centre-ville. D'être égal à tout le monde. Être égal aux riches, leur montrer que nous avons de la dignité, que nous sommes grands. » (E-10)

Par ailleurs, les protestations et les manifestations constituent un moyen d'influencer les autorités publiques aux différents échelons de pouvoir qui semblent insensibles à leurs réalités sociales et économiques. Cela étant dit, ce pouvoir collectif traduit une conquête de leur dignité et surtout de leur Droit à la ville, comme nous le verrons plus bas.

Pour constituer ce pouvoir d'agir collectivement, le *leadership* des femmes et en particulier celui des coordonnatrices de l'occupation semble d'autant plus important, ce qui fait dire à l'une d'elles : « [...] *Lurdinha ensina muita coisa, pra gente, pra gente se valorizar, pra lutar e vencer.* »<sup>105</sup> (E-11).

Nos entretiens montrent, en effet, que les leaders possèdent une capacité d'influence sur le groupe d'occupants-es. Pour Charlier: « l'*empoderamiento* »<sup>106</sup> collectif se joue dans la capacité de former des représentant(e)s, des dirigeant(e)s qui s'impliqueront dans des enjeux de développement au niveau local, au sein des communautés » (Charlier, 2011: 183). En ce sens, nos entretiens nous révèlent que certaines femmes ont commencé à investir des postes de responsabilité comme ceux de coordonnatrice de l'étage<sup>107</sup> ou encore de l'occupation.

[...] o movimento, essa ocupação é uma formação, uma coisa de dentro para fora. Está transformado e formando pessoas. E vai transformando e formando pessoas inclusive líderes. Eu vi se formarem muitos líderes aqui. Jovens e adultos.<sup>108</sup> (E-2)

<sup>105</sup> Traduction libre : « Lurdinha nous enseigne beaucoup de choses, pour que l'on se valorise, pour lutter et pour vaincre. » (E-11)

<sup>106</sup> L' « *empoderamiento* », qui signifie *empowerment*, est écrit tel quel dans le texte.

<sup>107</sup> L'occupation Manoel Congo a dix étages. Chaque étage est coordonné par un habitant-e.

<sup>108</sup> Traduction libre : « Je pense que le mouvement, cette occupation est une formation, une chose de l'intérieur vers l'extérieur. Ça transforme et forme les personnes. Et ça va transformer et former inclusivement des leaders. J'ai vu se former beaucoup de leaders ici. Jeunes ou adultes. » (E-2)

Les femmes qui détiennent du leadership ne se reconnaissent pas automatiquement en tant que leader, comme s'il y avait un fossé entre la perception qu'elles ont d'elles-mêmes et ce qu'elles sont en train de devenir aux yeux des autres. Certaines résidentes se présentent comme militante tandis que d'autres expriment qu'elles sont là « pour aider », ce qui rejoint les travaux de Verschuur (2011) qui révèlent que malgré le rôle crucial qu'elles jouent dans la lutte, les femmes impliquées ont souvent l'impression « qu'elles ne font qu'aider » (Verschuur, 2011 : 200).

Les occupantes, qui affichent un *leadership*, montrent une capacité d'influencer le groupe par leur prise de parole, notamment dans les assemblées de l'occupation. Puis, ces dernières sont aussi parmi celles qui envisagent de continuer la lutte pour les autres.

[...] *Se tiver que ir para rua, se tiver que brigar, se tiver que discutir nós vamos fazer. Entendeu ? Não só para mim, mas também para outras companheiras. Hoje estou aqui para ocupar meu lugar, mais, vou brigar para outras companheiras conquistarem o espaço delas.*<sup>109</sup> (E-6)

C'est dans ce contexte que les habitantes ayant acquis des habiletés de *leadership* assument des tâches de coordination dans l'établissement et la gestion de la future occupation *Mariana Crioula*.

Au fait, les leaders de l'occupation présentent cette expérience et ce qu'il en découlera comme un « modèle » notamment, en matière d'habitation sociale, et comme un élément de réponse à la crise urbaine et aux inégalités sociospatiales. Les occupantes voient aussi le projet d'économie sociale comme une initiative stimulante à laquelle elles souhaitent participer. Rappelons que les habitants-es sont en train de mettre sur pied une *Casa de Samba* et un restaurant qui prendra la forme d'une

<sup>109</sup> Traduction libre : « Si nous devons sortir dans la rue, si nous devons lutter, si nous devons discuter, nous allons le faire. Tu comprends ? Pas seulement pour moi, mais aussi pour les autres compagnes. Aujourd'hui, je suis ici pour avoir mon espace, mais je vais lutter pour que les autres compagnes conquièrent leur espace aussi. » (E-6)

coopérative de travail. Cette initiative démontre la capacité collective des habitants-es à interagir avec les pouvoirs publics en vue de consolider leur projet d'habitation et de concrétiser des alternatives en matière de logements sociaux pour une population marginalisée. Bref, nous constatons cette volonté collective de conquérir le droit au logement pour tous et toutes, et ce faisant, d'agir sur les injustices que génère le modèle de développement urbain dominant au Brésil.

#### 4.2.5 Les obstacles à la participation des femmes

Plusieurs répondantes indiquent clairement que le machisme s'érige comme l'une des difficultés majeures au sein de la lutte, ce qui fait dire à l'une d'elles :

*Como mulher, o desafio melhor é de ter um espaço que é um direito seu. Porque mesmo assim os homens acham que as mulheres não conseguem, que as mulheres não podem, que as mulheres não têm condição de crescer. A maior dificuldade é o machismo.*<sup>110</sup> (E-14)

Si du processus d'*empowerment* individuel et collectif s'en suit une possible déconstruction des identités de genre, il demeure que les acquis sont fragiles. Car, les militantes de l'occupation peuvent participer à la vie démocratique de l'occupation ou encore avoir conquis des espaces de pouvoir et de négociation, tout en restant fidèles à un rôle traditionnel de « mère » dans l'espace privé. Car en effet, parmi les femmes rencontrées, peu s'affichent comme féministes. Mentionnons aussi qu'une majorité des répondantes fait partie de l'Église évangélique qui pourfend un discours conservateur en matière de famille et de relations hommes et femmes. Néanmoins, plusieurs reconnaissent leur implication plus grande dans la lutte pour le logement par rapport à celle des hommes. L'une déclare : « *Aqui é mulher na frente. Vamos fazer*

<sup>110</sup> Traduction libre : « Comme femme, le plus gros défi est d'avoir le droit à ton espace. Parce même comme ça [en ayant droit à ton espace comme femme] les hommes pensent que les femmes ne vont pas réussir, que les femmes ne peuvent pas, que les femmes n'ont pas les habiletés pour grandir... La plus grande difficulté [dans la lutte], c'est le machisme. » (E-14)

*um protesto ? São as mulheres que vão. Mulheres e crianças [...]. Os homens estão trabalhando, ocupados nas outras coisas. »*<sup>111</sup> (E-10).

Nos entretiens et notre observation dévoilent que la conciliation de leur rôle de mère, de chef de famille à celui de militante est, à tout le moins, laborieuse et demeure un obstacle à la constance de leur engagement social et politique. Quelques habitantes ont soulevé le défi de la mobilisation à long terme et questionnent leur implication le jour où l'occupation sera régularisée et où leurs besoins en matière d'habitation seront comblés. La présence parfois peu nombreuse de certaines habitantes lors d'activités collectives comme des fêtes d'enfants, laisse présager un essoufflement de la mobilisation communautaire. Cette observation rappelle l'idée que le « triple rôle » des femmes court parfois le risque de se muter en un « triple fardeau », pour reprendre les mots de Moser (1989). Cela amène à observer que bien souvent la participation des femmes aux luttes urbaines apparaît comme une extension de leur rôle social de mère dans l'espace communautaire (Molyneux, 2005; Marques-Pereira, 1996).

Enfin, certaines leaders évoquent le danger d'instrumentaliser la mobilisation des habitants-es, à savoir de profiter de leur engagement communautaire et des fruits de ce « modèle d'habitation sociale » pour répondre au déficit de logements sociaux dans le centre-ville, enjeux dont les pouvoirs publics devraient se charger.

---

<sup>111</sup> Traduction libre : « Ici, les femmes sont au premier plan. On va faire une manifestation. Qui y va ? Ce sont les femmes et les enfants [...]. Les hommes travaillent... ils sont occupés à autre chose. » (E-10).



### 4.3 Vers le Droit à la ville pour les femmes : le droit au logement comme premier pas

#### 4.3.1 Le droit à un logement au centre-ville

Les répondantes défendent le droit à un logement décent, mais également pour reprendre leurs mots, le droit des « pauvres » d'habiter le centre-ville. L'une d'elles affirme :

*[...] os pobres também tem direito de morar na cidade, não só morar lá na roça não, eles também têm direito de morar aqui... Eles [os governos] não gostam do pobre aqui no centro, eles querem é os ricos para mostrar as belezas, as maravilhas [...]. Mas os pobres também têm o direito de morar aqui [...] no centro da cidade. A cidade é para todos!* <sup>112</sup> (E-5)

Ainsi, elles dénoncent les ségrégations sociospatiales qui les maintiennent dans une situation d'exclusion sociale et économique, notamment en termes de proximité d'emplois et d'accessibilité aux services publics. En effet, la majorité des répondantes habitait des quartiers en périphérie du centre-ville de Rio de Janeiro de sorte qu'elles étaient contraintes à passer plusieurs heures dans le transport en commun et éprouvaient, de ce fait, des difficultés à trouver des emplois dans le secteur formel, au cœur de la ville. Aussi, elles affirment le droit de s'approprier le centre-ville, de jouir des musées, des cinémas et d'autres équipements culturels, et ce, aux mêmes titres que les « riches ».

*Até mais longe ele [o governo] bota a população pobre, melhor para eles. Então, são lugares distantes, se você vai morar para lá, é distante. Você não vai conseguir um emprego. Patrão, hoje em dia no Brasil, não quer pagar duas ou três passagens.[...] Onde Judas perdeu as botas, leva três horas de ônibus para*

<sup>112</sup> Traduction libre : « [...] les pauvres aussi ont le droit d'habiter dans la ville, pas seulement d'habiter là, dans la campagne. Ils ont aussi le droit d'habiter ici [en ville]. Ils [les gouvernements] n'aiment pas voir les pauvres ici, dans le centre-ville. Ce qu'ils veulent, ce sont les riches pour montrer les beautés, les merveilles [du centre-ville] [...]. Mais les pauvres ont aussi le droit d'habiter ici, au centre de la ville. La ville appartient à tout le monde! » (E-5).

*vir no centro. Entendeu ? Nós queremos o melhor para gente. Não queremos ser excluídos por ninguém. Nós queremos ocupar o mesmo espaço que os outros. Nós queremos entrar no cinema, nós queremos entrar no teatro. »*<sup>113</sup> (E-10)

D'après nos entretiens, elles réclament l'édification de logements sociaux au centre-ville et critiquent, du coup, le programme gouvernemental MCMV qui construit de tels logements en périphérie de la ville. Dans cet esprit, les occupantes refusent d'être marginalisées spatialement et dénoncent, par conséquent, les rapports sociospatiaux de classe qui structurent l'espace urbain. Leur discours reflète en partie l'idéologie marxiste défendue par l'organisation, ce qui indique que le MNLM et les autres mouvements populaires d'habitations transmettent leurs idées et leurs valeurs afin de convaincre la population du bien-fondé de l'action collective (Levy, 2010).

Bien que la lutte n'ait pas été facile, ces femmes ressentent un grand sentiment de fierté quant au fait d'habiter le centre-ville. Pour les *leaders* de l'occupation, il s'agit d'une victoire symbolique et significative en lien avec la réforme urbaine. Car, le centre-ville a été et est encore le lieu privilégié des élites (Abreu, 1987; Santos et Ribeiro, 2005). Se l'approprier constitue donc un grand pas vers la conquête de leur dignité.

#### 4.3.2 Le droit à des services publics et infrastructures urbaines

Au-delà de la revendication à un logement digne, la proximité des services publics tout comme l'accessibilité aux infrastructures urbaines apparaissent aussi, comme des préoccupations majeures pour les occupantes. À titre d'exemple, en parlant de la situation des favelas, l'une dit : « [...] *existe muita dificuldade : dificuldade de*

<sup>113</sup> Traduction libre : « Le plus loin, il [le gouvernement] met la population pauvre, le mieux c'est pour lui. Donc, ce sont des lieux éloignés. Si tu vas habiter là-bas, c'est éloigné. Tu n'arriveras pas à trouver un travail. Les patrons, aujourd'hui au Brésil, ne veulent pas payer deux ou trois passages d'autobus [...]. Là où Judas a perdu ses bottes, ça prend trois heures en autobus pour venir au centre-ville. Tu comprends? Nous voulons mieux. Nous ne voulons pas être rejetés de personne. Nous voulons avoir accès au même espace que les autres. Nous voulons entrer au cinéma, au théâtre...» (E-10)

*trabalho, dificuldade de creche, dificuldade de escola, para se locomover para lugar longe [...] »<sup>114</sup> (E-9).*

À propos du fait d'habiter le centre-ville, une autre explique:

*O importante aqui é como eu falei, não preciso andar para sair trabalhar. Eu só desço e já apanho o ônibus se eu quiser comprar alguma coisa é perto, não preciso ir longe como era no morro, tinha que andar muito para comprar alguma coisa. É isso, a farmácia é perto, bancos, tudo isso é perto da casa.<sup>115</sup> (E-1)*

Les difficultés que ces femmes rencontrent à se déplacer dans la ville renvoient, sans aucun doute, à l'enjeu de la mobilité qui touche particulièrement les femmes, et ce en raison de leur « double rôle », soit le fait qu'elles sont travailleuses et les principales responsables des tâches domestiques (Wekerle, 1984). Ce faisant, elles accordent une grande importance à l'accessibilité des services publics, notamment les garderies, les écoles et les centres de santé. Un système de transports collectif facile d'accès leur semble tout aussi important pour travailler que pour réaliser les tâches multiples qui leur sont reléguées.

Bref, vivre au cœur du centre-ville de Rio de Janeiro correspond à de meilleures opportunités économiques pour plusieurs d'entre-elles. À titre d'exemple, il est beaucoup plus facile d'accéder à un emploi formel et souvent mieux rémunéré. En ce sens, nous pouvons supposer que le centre-ville s'avère un lieu qui ouvre des opportunités pour les femmes voire un lieu d'émancipation féminine.

<sup>114</sup> Traduction libre : « Il y a beaucoup de difficultés : des difficultés de travail, des difficultés de garderie, des difficultés d'école, des difficultés pour se déplacer vers d'autres endroits éloignés. » (E-9)

<sup>115</sup> Traduction libre : « Ce qui est important ici, c'est comme je t'ai dit, je n'ai pas besoin de marcher pour sortir travailler. Je descends seulement et déjà, je prends l'autobus. Si je veux acheter quelque chose, c'est proche. Je n'ai pas besoin d'aller loin, comme avant, dans la favela, je devais marcher beaucoup pour acheter quelque chose. C'est ça, la pharmacie est proche, les banques, tout ça est maintenant proche de la maison. » (E-1)

### 4.3.3 Le droit à la sécurité

Certes, la ville est marquée par une dualité : elle est un lieu d'émancipation, mais aussi un lieu de dangers potentiels pour les femmes (Domosh et Seager, 2001 : 68). C'est pourquoi, les répondantes aspirent à un environnement digne et sécuritaire qu'elles opposent à la précarité et l'insécurité des favelas. La conquête du droit d'habiter le centre-ville est ainsi un moyen de fuir la violence des favelas. Le sentiment de peur généré par cette violence urbaine limite leur libre circulation dans la rue et contraint, de ce fait, leur liberté de circuler dans la ville. Une habitante confie :

*Eu morava lá em Anchieta, e lá é morro. Ai tem miliciano, têm bandido, muito tiro... tem dia que amanhece dois, três mortos... Os meu filhos estudavam lá, num colégio num canto muito ruim, os bandidos todos armados. Tem um valão que tem uns ferros e eles passam todos de arma lá. A gente tinha que viver ali, passando com as crianças no meio daqueles homens. Morrendo de medo, mas tinha que passar.<sup>116</sup> (E-11)*

Bien que le centre soit plus sécuritaire, il n'est pas sans danger, comme le soutiennent certaines répondantes. La criminalité des grandes villes brésiliennes, un fait connu, entretient un sentiment de crainte et nuit à l'exercice de leur droit à la ville.

La peur urbaine a été un thème central des géographes féministes qui ont, dans leurs analyses, montré sa dimension sexuée. Elles ont avancé qu'elle est l'expression même du patriarcat dans la ville (Valentine : 1992, 27 dans Domosh et Seager, 2001 : 100; Bondi et Rose, 2003). Car, le sentiment d'insécurité urbaine perçu par les femmes renforce le stéréotype voulant que la place des femmes soit à la maison et non dans les rues (Domosh et Seager, 2001 : 100). Pourtant, la première forme de

---

<sup>116</sup> Traduction libre : « J'habitais à Anchieta et là c'est une favela. Alors, il y a la milice, des bandits, beaucoup de tirs. Il y a des jours où apparaissaient deux ou trois morts. Mes fils étudiaient dans un collège dans un coin vraiment mauvais, avec des bandits armés. Nous, qui vivions là, devions passer avec les enfants au milieu de ces hommes. J'étais morte de peur, mais je devais passer... » (E-11)



violence dont sont victimes les Brésiliennes demeure la violence domestique (Macedo, 2002)<sup>117</sup>. À cet égard, mentionnons que, pour les répondantes, l'occupation Manoel Congo semble synonyme d'un sentiment de sécurité plus grand dans la ville, mais aussi dans le foyer. Notamment, le code de vie de l'occupation sanctionne la violence conjugale ce qui présume à tout le moins une certaine diminution de celle-ci dans leur quotidien.

#### 4.3.4 Le droit de participer à la ville pour les femmes

Pour Lefebvre (1968), le *Droit à la ville* renvoie au droit de contribuer à la création de l'œuvre. Il s'agit du droit à la définition de la ville, de ses orientations, du type de développement urbain et de l'aménagement. Autrement dit, c'est le *droit de participer* aux processus décisionnels de la planification urbaine (Purcell, 2003 : 578). Ici, c'est à travers des manifestations que les habitantes négocient avec les pouvoirs publics et qu'elles contribuent, à leur façon, à la production de la ville. Par l'acte politique d'occupation et l'expérience collective qui en découle, elles transforment la ville et résistent au modèle d'urbanisation dominant qui tend à les exclure. Par conséquent, elles remettent en question l'organisation sociospatiale existante. En plus d'exprimer collectivement leur *droit d'appartenir* à la ville, plus précisément au centre-ville, elles revendiquent le *droit de se l'approprier*. C'est pourquoi elles participent à un espace politique, qu'est l'occupation Manoel Congo, où par leurs pratiques collectives, elles définissent une autre ville, une ville qui tiendrait compte de leurs besoins et de ceux de leurs enfants. Cela évoque l'idée d'Escobar, qui veut que de ces nouvelles formes de participation démocratique, émergent des espaces qui réinventent les lieux (Escobar, 2001 : 155 dans Escobar et Harcourt, 2005).

---

<sup>117</sup> Une femme brésilienne sur cinq a souffert d'une forme de violence, qu'elle soit symbolique, psychologique, morale, physique ou sexuelle (Fondation *Perseu Abramo* dans Gouveia, 2008 : 130-131). Certaines femmes de l'occupation Manoel Congo nous ont confié dans leur passé avoir déjà vécu des formes de violence psychologique, physique ou conjugale.



Si elles ont le pouvoir de participer à la production de la ville, c'est que les pratiques collectives, comme nous l'avons expliqué, leur ont permis d'acquérir le « pouvoir de » redéfinir la ville. Toutefois, c'est de façon plus ou moins consciente qu'elles imposent le *Droit à la ville*, soit le droit à une autre ville (Lefebvre, 1968). Elles veulent une ville inclusive qui réponde à leurs préoccupations quotidiennes comme femmes, mères, chefs de famille et à celles des familles des milieux populaires. Cela rappelle, qu'au sein des luttes populaires, les Brésiliennes ont mis de l'avant des revendications sociales et politiques touchant de près leurs préoccupations de la vie de tous les jours, c'est-à-dire enracinées dans leur vie quotidienne et communautaire (Jelin, 1990; Alvarez, 1989; Farah, 2004). Par leurs résistances et actions collectives pour le logement, elles s'imposent comme des actrices qui façonnent la ville au quotidien. Elles la transforment et la réinventent pour plus de justice et d'inclusion spatiale d'où la conquête du *Droit à la ville* et le potentiel d'une citoyenneté émergente.

#### 4.4 Du Droit à la ville à une citoyenneté locale émergente

Pour Souza-Lobo (1991), les actions collectives génèrent des formes de sociabilité où se dessinent des « pratiques publiques émergentes » (Souza-Lobo, 1991 : 76) soit des moyens d'explorer une participation et représentation dans l'espace public. Comme nous venons de le mettre en évidence, notre enquête-terrain démontre que les occupantes de Manoel Congo revendiquent publiquement et collectivement des droits, le droit à un logement décent, le droit d'être en sécurité, d'habiter le centre de même que celui d'avoir accès à des services publics à proximité. Ces enjeux, auparavant vécus individuellement, se dévoilent comme des enjeux d'ordre public et d'intérêt collectif. Cela fait penser aux luttes des femmes latino-américaines qui ont jadis politisé « le privé », c'est-à-dire que ces dernières ont démocratisé des problèmes liés à la sphère privée, de même qu'à la pauvreté urbaine (Duquette et al.,

2005 : 163 ; Aguirre, 1996 : 38; Bissiliat, 1997 : 107; Farah, 2004; Jelin, 1990; Jaquette, 1989; Marques-Pereira, 1996). Les habitantes de l'occupation rendent ainsi visibles les problèmes sociaux et économiques qui affectent leur vie quotidienne et celle des milliers de familles brésiliennes qui sont privés de logement décent. De cette façon, elles prennent part à la vie publique.

En réclamant le droit d'habiter et de rénover un immeuble en plusieurs unités d'habitations, ces femmes imposent une alternative politique aux problèmes de logement qu'elles vivaient. Par ailleurs, nos observations de l'occupation et du mouvement nous permettent de confirmer que certaines occupantes et militantes vont jusqu'à négocier avec les décideurs publics de sorte que leurs engagements peuvent potentiellement contribuer au renouvellement des politiques urbaines. Avec leurs manifestations, protestations et négociations auprès des pouvoirs, elles réclament publiquement leurs droits et prennent conscience que l'État a le devoir de les respecter (Bissilat, 1997).

Tout bien considéré, les occupantes s'engagent dans un processus de luttes afin d'accéder au Droit à la ville. Cette participation sociale et politique dans l'espace public implique la défense d'enjeux, notamment liés à l'habitation, qui sont vécus au quotidien. Si l'échelle locale représente le lieu où les femmes appréhendent la ville (Coutras, 1996), elle est aussi l'échelle où elles peuvent négocier leur citoyenneté. Prenant conscience du « droit d'avoir des droits » dans la ville et faisant pression pour les obtenir, le combat qu'elles mènent nous parle de l'affirmation d'une citoyenneté émergente sise à la base, ce que nous appelons l'émergence d'une citoyenneté locale.

#### 4.5 Vers la construction d'un sujet politique femme ?

La reconnaissance des femmes comme sujet politique est inhérente à leur citoyenneté (Marques-Pereira, 2003; Lister, 1997). En effet, l'individuation, soit la

reconnaissance des femmes comme « sujets politiques » distincts d'une catégorie sociale ou d'une identité sexuée (Lamoureux, 1989 dans Pereira-Marques, 1996 : 28) représente toujours le défi d'une citoyenneté pour les femmes (Marques-Pereira : 2003). À l'exemple de Jelin (1990) et de Souza-Lobo (1991), nous voyons que la participation des femmes aux luttes populaires leur concède la possibilité de se constituer comme acteur collectif féminin (Souza-Lobo, 1991 : 78 ; Jelin, 1990) en créant une rupture avec leurs identités sexuées traditionnelles. Suivant cette idée, la coordonnatrice du MNLM de l'État de Rio affirme :

*Teve muita mudança, muita mudança em todas as pessoas, mas especificamente nas mulheres, elas começaram a se perceber como gente. Porque tem uma coisa da mulher ser « a esposa do fulano » a « mãe do ciclano »... Aqui na ocupação elas começaram a ser : eu sou Raquel, eu sou a Lígia. Elas não sabem ainda o tamanho da importância, do significado delas terem descoberto que são gente, que elas são uma pessoa, uma pessoa que erra, uma pessoa que acerta, uma pessoa que sonha, que deve ser respeitada mesmo quando erra. Elas afirmam uma identidade que estão descobrindo. Coisas que elas não aceitavam fazer há pouco tempo atrás, tipo manifestação, tipo uma reunião, dar uma entrevista, de cantar em público, de falar com o marido perto e elas fingirem que ele não estava ali, falar bem alto para tudo mundo escutar o que elas têm para falar sem baixar a cabeça [...] <sup>118</sup> (C-1).*

Nous observons ici l'amorce d'une déconstruction progressive des identités de genre rendue possible grâce à une démarche d'*empowerment*. Ainsi, elles ne se perçoivent plus seulement comme des mères ou encore des épouses, mais comme des « personnes », ce qui exprime une distance par rapport à leur statut social et aux rôles

<sup>118</sup> Traduction libre : « Il y a eu beaucoup de changements, beaucoup de changements chez toutes les personnes, mais spécifiquement chez les femmes. Elles ont commencé à se percevoir comme des personnes. Parce qu'il y a une chose propre chez la femme, c'est d'être « l'épouse de l'un... » ou encore « la mère de l'autre ». Ici, dans l'occupation, elles ont commencé à être : je suis Raquel, je suis Ligia. Elles ne savent pas encore toute l'importance de la signification d'avoir découvert qu'elles sont des personnes, qu'elles sont une personne, une personne qui se trompe, une personne qui a raison, une personne qui rêve, qui doit être respectée même quand elle se trompe. Elles affirment une identité qu'elles sont en train de découvrir. Il y a des choses qu'elles n'acceptaient pas de faire, il y a peu de temps : par exemple, des manifestations, des réunions, de donner une entrevue, de chanter en public, de s'affirmer au côté du mari comme s'il n'était pas là, parler bien fort pour que tout le monde écoute ce qu'elles ont à dire, et ce, sans baisser la tête. » (C-1)

que la société attend d'elles. Une autre coordonnatrice soutient : « *Elas saíram dos espaços da casa para ir para fora. Isso muda uma cultura* »<sup>119</sup> (C-3). Ce qui confirme : « l'importance du local, en tant qu'espace où s'effectuent pour les femmes les sorties de la sphère domestique et les passages entre le productif, le reproductif et les associations communautaires. » (Marques-Pereira, 1996 : 20).

Dans la société brésilienne où les pratiques machistes et la division sexuelle du travail sont fortement ancrées dans la culture (Soares, 2009 : 177) et où l'expérience de la maternité est valorisée (Macedo, 2002 : 4), la conquête de pouvoir et la revendication de droits tant au sein du foyer que dans l'espace public supposent des « brèches » (Verschuur, 2011) dans les rapports sociaux de sexe existants. Car, la prise de conscience de ces droits dans l'espace public devient, d'une certaine façon, un levier pour faire valoir leurs droits dans l'espace privé (*ibid.*). Il s'agit d'un premier pas vers une remise en question des identités de genre au sein du foyer et donc une possibilité de transformation de genre dans la société, ce qui converge avec les observations de Verschuur (2011 : 190, 202).

Bref, pour celles qui sont habituellement écartées des lieux de pouvoir et de la vie publique en général, ces pratiques collectives permettent une entrée dans l'espace public où la construction de soi comme sujet politique et actrice du territoire devient possible. Comme l'ont affirmé les travaux de Magni et Lemos Marques, les habitantes se perçoivent : « [...] *como sujeitos históricos, capazes de entender e transformar o mundo* »<sup>120</sup> (Magni et Marques-Lemos, 2010 : 15).

<sup>119</sup> Traduction libre : « Elles sont sorties du foyer pour aller à l'extérieur. Cela transforme une culture » (C3).

<sup>120</sup> Traduction libre : « [...] comme des sujets « historiques capables d'entendre et de transformer le monde » (Magni et Marques-Lemos, 2010 : 15).

#### 4.6 L'occupation Manoel Congo : une école de citoyenneté locale

L'occupation Manoel Congo se présente comme un espace d'éveil politique et de formation pédagogique où les apprentissages se réalisent à travers un processus d'expérimentation du jeu de la participation citoyenne que sont, notamment, les assemblées. Rappelons que les habitants et les habitantes se réunissent au sein de comités et d'une assemblée qui constituent des espaces démocratiques où sont discutées l'organisation collective de l'occupation et les actions collectives du MNLM.

Souza (2006) avance que les occupations du centre-ville de Rio de Janeiro apparaissent comme « *um território de práticas alternativas, um 'território dissidente' seja, igualmente, uma 'escola de duradoura formação de sujeitos políticos questionadores [...]* »<sup>121</sup> (Souza, 2006a 289-90 dans Almeida et al., 2009 : 91). Cela dit, la citoyenneté s'apprend dans l'exercice et la participation à des expériences concrètes. Ces femmes développent donc, à des degrés variables, des habiletés citoyennes, telles que la prise de parole publique, la compréhension d'enjeux ou encore leur articulation en termes d'intérêts collectifs. Notamment, l'une d'elles explicite :

*A gente vai aprendendo, não é ? Vai aprender a falar [...] às vezes é por timidez, às vezes é por medo de expor as suas idéias, o que você está pensando, o que acha [...]. Então, você vai; vai experimentar, a gente não pode falar se não experimentar, a gente tem que vivenciar para poder aprender [...] Na verdade, a pessoa não sabe quanto poder tem na mão só quando coloca em prática.*<sup>122</sup> (E-5)

<sup>121</sup> Traduction libre : « Un territoire de pratiques alternatives, un "territoire dissident", soit également une école de formation de sujets politiques critiques » (Souza, 2006a 289-90 dans Almeida et al., 2009 : 91).

<sup>122</sup> Traduction libre : « On apprend au fur et à mesure, n'est-ce pas ? On apprendra à parler. Des fois, c'est à cause de la timidité, d'autres fois à cause de la crainte d'exprimer ce que tu penses. Alors, tu vas, vas en expérimentant. On ne peut pas parler, si on n'expérimente pas. On doit vivre pour pouvoir apprendre. En vérité, la personne ne sait pas combien de pouvoir elle a "en main", elle le sait seulement quand elle met en pratique. » (E-5)



Tout comme cette participante le raconte, la majorité des répondantes s'entend pour dire qu'il s'agit d'un processus au sens où « elles sont en train de... ». Cette citation nous révèle aussi que la prise de parole publique est une « crainte » partagée. L'une dit : « *Eu tenho vergonha... e às vezes é difícil, eu arrumar as palavras... sabe aquilo que você entende mas não sabe falar [...]* »<sup>123</sup> (E-8). Une autre renchérit: *É difícil de falar... Quando têm um monte de pessoas assim, reunião, eu não sou muito de falar não. Muitas vezes eu até tenho a palavra pra falar mas eu não falo [...]*<sup>124</sup> (E-11). En dépit de cette difficulté, il demeure que ces expériences participatives concrètes permettent à ces femmes de s'exercer. En d'autres mots, cette expérience leur offre la possibilité d'apprendre et de s'entraîner à la participation citoyenne. Certaines semblent aussi saisir l'importance de s'informer et de se former pour participer aux débats des assemblées.

Les assemblées, comme espaces politiques mixtes,<sup>125</sup> offrent la possibilité à ces habitantes d'acquérir du pouvoir, c'est-à-dire de se percevoir capables d'exprimer leurs points de vue, de donner une entrevue ou encore d'occuper des postes de responsabilités. Car, pour occuper l'espace public, encore faut-il avoir confiance en sa capacité. De notre analyse ressort que, pour ces femmes, l'occupation est telle une école de citoyenneté locale, où elles se transforment et se projettent graduellement dans l'espace public.

Enfin, l'occupation que nous avons étudiée, constitue un lieu d'apprentissage qui évoque également un espace de participation politique, voire l'émergence d'une

<sup>123</sup> Traduction libre: « J'ai honte... Des fois, c'est difficile, trouver les mots... Tu sais, ce que tu comprends, mais que tu n'arrives pas à dire. » (E-8)

<sup>124</sup> Traduction libre: « C'est difficile de parler... Quand il y a beaucoup de monde, comme dans une réunion, je ne suis pas du genre à parler. Nombreuses fois, même si j'ai des mots à dire, je ne parle pas. » (E-11)

<sup>125</sup> Par espace politique mixte, nous entendons un espace politique où sont réunis hommes et femmes.

communauté locale et politique qui par ses actions conteste les formes sociospatiales existantes (Souza, 2006a 289-90 dans Almeida et *al.*, 2009 : 91).

#### 4.7 L'émergence de leaders femmes

Comme nous l'avons abordé plus haut, nos entretiens et notre observation participante permettent de démontrer l'émergence de *leaders* femmes au sein de l'occupation étudiée. Celles-ci se présentent comme des mobilisatrices, des négociatrices et des interlocutrices avec les pouvoirs publics. Elles occupent des postes de responsabilités, c'est-à-dire qu'elles prennent part à la coordination de l'occupation, malgré les écueils possibles. Notamment, la coordonnatrice de l'occupation est aussi celle qui représente le MNLM à l'échelon de l'État de Rio de Janeiro.

Deux des trois *leaders* rencontrées accordent de l'importance aux questions de « genre » alors qu'elles ont déjà entretenu (ou entretiennent) des liens avec des organisations féministes<sup>126</sup>. Ces dernières dénotent l'importance de créer des groupes de femmes et des formations au sein de l'occupation afin que les habitantes soient en mesure de comprendre les oppressions qu'elles vivent en fonction de leur genre. Ce qui fait dire à l'une d'elles :

*Para mim, está ainda muito forte a questão do machismo [...]. Ela está muito presente, mas se você nunca tiver passado por uma organização feminista, você não consegue compreender como isso se dá no cotidiano. Muitas das vezes as postura das mulheres, é também a postura que ela têm da visão da sociedade machista... A luta leva a gente num avanço. Porque elas, hoje conseguem perceber... Nós talvez devemos fazer até um trabalho específico de gênero.*<sup>127</sup>(C-3)

<sup>126</sup> Les femmes mobilisées en vue d'une prochaine occupation, l'occupation *Mariana Crioula*, sont des femmes associées à l'*Articulação de Mulheres Brasileiras* (Articulation des femmes brésiliennes), un réseau national d'organisations féministes qui lutte pour les droits des femmes au Brésil.

<sup>127</sup> Traduction libre : « Selon moi, l'enjeu du machisme est encore très important. Il est très présent, mais si tu n'as jamais fait partie d'une organisation féministe, tu n'arrives pas à comprendre comment il se vit au quotidien. Plusieurs fois, la position des femmes demeure celle d'une société machiste. La lutte nous amène à avancer parce que les femmes arrivent à en prendre conscience [du

Selon cette répondante, sans formations sur les discriminations sexuées vécues par ces habitantes, une transformation des rapports sociaux de sexe à long terme apparaît fragile. Cela rejoint les propos de Gouveia qui indiquent que : « [...] *muitas das mulheres que fazem a história da questão urbana no Brasil não conseguem formular as desigualdades a que estão submetidas como sendo produzidas e reproduzidas pelas dinâmicas das cidades.* »<sup>128</sup> (Gouveia, 2005 : 6).

Nos observations permettent d'affirmer la naissance d'un leadership<sup>129</sup> chez certaines militantes qui en étaient à une première expérience d'action collective. L'engagement d'occupantes comme *leader* s'avère un tremplin vers une participation et représentation politique formelle dans la ville. Il y a donc un potentiel pour ces dernières de se constituer comme actrices qui influencent les politiques publiques, prenant la parole en faveur de ceux et de celles qu'elles représentent.

#### 4.8 Les questions féministes au sein de l'occupation et du MNLM

La charte de l'occupation indique que la lutte doit combattre notamment l'oppression des femmes vécue à travers le machisme. Elle prévoit également l'organisation de groupes de femmes au sein du mouvement. Or, en pratique, l'approche « genre », c'est-à-dire une approche basée sur une analyse différenciée entre les sexes, est plus ou moins intégrée dans les réflexions collectives de

---

machisme]. Mais nous devrions peut-être faire un travail spécifique sur les questions liées au genre [dans l'occupation] » (C-3)

<sup>128</sup> Traduction libre : « [...] nombreuses femmes qui ont participé à l'histoire des questions urbaines au Brésil, n'ont pas réussi à formuler les inégalités auxquelles elles sont soumises et celles qui sont produites et reproduites par les dynamiques des villes ». (Gouveia, 2005 : 6)

<sup>129</sup> Pour approfondir la question de la féminisation du leadership au sein des mouvements populaires d'habitations au Brésil, nous suggérons de consulter les travaux de Charmain Levy, Marianne Carle-Marsan et Anne Latendresse (Levy et al., 2013a, à paraître; Levy et al., 2013b, à paraître).

l'occupation ce qui n'empêchent pas certaines répondantes de contester la division sexuée d'organisation du travail à l'intérieur de l'occupation.

Si le MNLM a déjà mis en place des ateliers abordant la question du « genre », lors de notre enquête-terrain, cette question était rarement discutée. Pour la coordonnatrice de l'État de Rio de Janeiro, mobiliser les femmes à des enjeux féministes demeure difficile, car ceux-ci semblent éloignés de la réalité quotidienne des femmes des couches populaires. À l'échelon national du mouvement, il semble que la rhétorique de « lutte de classes » l'emporte sur celle des rapports sociaux sexués. L'imbrication des luttes semble donc constituée un défi au sein du MNLM.

Par ailleurs, la division sexuée des postes hiérarchiques à l'intérieur du MNLM nuit à l'avancement de réflexions féministes au sein même du mouvement. Pour expliquer la situation, l'une des coordonnatrices exprime :

*[...] quem está lá na frente são as mulheres e os homens estão lá em cima no poder, entendeu? Então é uma coisa que a gente tem que parar e pensar também. Tem núcleos de mulheres no movimento e a gente reflete sobre isso, porque apesar de ser um movimento social, está dentro de uma sociedade machista e é isso que a gente tem que trabalhar. E a resposta, quando a gente discute por que as mulheres não estão à frente das decisões do movimento, nas cadeiras reais de comando é: - ah, mas aqui a discussão é de classe e não de gênero! [...] Aquelas mulheres que estão lá na frente da luta, estão na base, estão na batalha, elas tem direitos de estarem nas mesas de decisões sim, porque afinal de contas é o futuro delas, é a vida delas que está em jogo.<sup>130</sup> (C-2)*

<sup>130</sup> Traduction libre : « [...] qui est là au premier plan, ce sont les femmes et les hommes se trouvent là à la tête du pouvoir, tu comprends? Alors, c'est une chose sur laquelle nous devons nous arrêter et penser. Dans le mouvement, il y a des groupes de femmes, nous réfléchissons sur cela. En plus d'être un mouvement social, nous sommes dans une société machiste et c'est cela que nous devons travailler. Et la réponse quand nous en discutons : pourquoi les femmes ne sont pas au-devant des décisions du mouvement, à la tête des commandes. [La réponse] est : « ah, mais ici, la discussion concerne les rapports de classe, et non de genre! » [...] Ce sont les femmes qui sont au premier plan de la lutte, à la base, qui sont dans la bataille. Elles ont le droit d'être présentes aux tables de décision. Parce qu'au bout du compte, c'est leur futur, leur vie qui est en jeu. » (C-2)

Cette *leader* met en évidence le refus des leaders hommes du mouvement d'adopter une perspective féministe, et ce en raison d'une culture machiste enracinée dans la société brésilienne. L'organisation reproduit donc les inégalités des rapports sociaux sexués dans les espaces de pouvoir décisionnels du mouvement pour le logement. Parmi les dix-huit États dans lesquels se trouve le MNLM, seulement trois États sont coordonnés par des femmes<sup>131</sup>. Malgré la présence majoritaire de femmes à la base du mouvement, leur représentation et légitimité politique au sein du mouvement n'est pas encore assurée (Souza-Lobo, 1991). Autrement dit, ces habitantes mènent la lutte alors qu'elles ne sont guère représentées dans les instances qui coordonnent celle-ci.

Si notre analyse confirme que les espaces participatifs de l'occupation constituent un tremplin vers la construction de soi comme sujet politique et actrice du territoire, paradoxalement, les propos des femmes leaders laissent présager qu'à l'échelon supérieur de l'organisation du MNLM, cette citoyenneté émergente reste compromise par des dynamiques de pouvoir inégal qui subsistent entre les hommes et les femmes.

#### 4.9 Un regard féministe de la ville ?

Au chapitre 1, nous avons posé les questions suivantes : l'expérience des femmes qui occupent conduit-elle à l'implantation d'un agenda féministe ? Remettent-elles en question les rapports différents, voire inégaux entre les hommes et les femmes dans la production de l'espace urbain ? Bien que les actions collectives des habitantes de l'occupation Manoel Congo révèlent une production d'une ville qui reflète leurs préoccupations quotidiennes et leurs besoins spécifiques, elles n'induisent pas automatiquement l'adoption de mesures urbaines en la faveur des femmes.

---

<sup>131</sup> L'État de Rio de Janeiro, de Mato Grosso do Sul et de Pará sont coordonnés par des femmes.



Pourtant, nous savons que les luttes urbaines menées par des femmes possèdent le potentiel de renouveler les politiques publiques, de politiser des enjeux liés au genre et de remettre en question les dynamiques de pouvoir entre les sexes dans la ville (Wekerle, 2000; Gouveia, 2005; Bissilat, 1997; Levy et *al.* 2013b). À titre d'exemple, soulignons que grâce à la mobilisation des mouvements populaires d'habitations, le titre de possession des logements doit être prioritairement au nom des femmes<sup>132</sup> et ce, afin de les protéger contre les risques d'expulsion<sup>133</sup>. Dans ce sens, une fois l'occupation Manoel Congo régularisée, les titres de logements seront accordés aux résidentes, ce qui démontre une préoccupation grandissante à l'égard des besoins des Brésiliennes dans la ville.

Cela dit, l'expérience étudiée parle surtout de l'émergence d'une citoyenneté locale où les occupantes participent à la vie publique et politique. En identifiant des enjeux urbains et en revendiquant le Droit à la ville à partir de leurs expériences en tant que femmes, elles formulent collectivement des demandes et proposent, dans l'acte politique de l'occupation, une ville qui tienne compte de leurs préoccupations quotidiennes, comme femme. L'occupation permet ainsi à certaines d'entre-elles d'acquérir des compétences en vue de devenir des actrices capables de contribuer à l'action publique et d'investir les instances décisionnelles de planification urbaine. En ce sens, il y a lieu de croire à la construction d'une ville qui tienne compte de leurs expériences et de leur Droit à la ville, par là, tout le potentiel de remettre en question les rapports sociaux de sexe qui l'organisent.

---

<sup>132</sup> Ou encore aux noms de l'homme et de la femme.

<sup>133</sup> C'est la municipalité de São Paulo qui a d'abord adopté ce projet de loi en 2004 (Levy et *al.*, 2013b). Ensuite, cette mesure a été approuvée au niveau national lors de la Conférence des villes de 2008. Elle a été intégrée au programme MCMV. Désormais, parmi les logements sociaux construits, un pourcentage sera aux fins des ménages monoparentaux en particulier des femmes chefs de famille, victimes de violences, d'origines afro-brésiliennes ou encore atteintes du VIH (Ferreira, 2009 : 11).

## CONCLUSION

Cette recherche s'est intéressée aux expériences des femmes dans la ville tout comme à la lecture de la ville dans sa dimension sexuée. Elle part de la prémisse que les hommes et les femmes expérimentent le territoire de façon différente en raison des rôles sociaux sexués construits (Coutras, 1996; Massey, 1994; Rose, 1993; Bondi et Rose, 2003; Gouveia, 2005; Wekerle, 2000; Denèfle et *al.*, 2008; Massey, 1994; Verschuur, 2011; Hainard et Verschuur, 2004; Latendresse, 2005).

La ville est également le terrain de luttes et d'expériences urbaines collectives où des femmes résistent, transforment et réinventent le territoire pour plus de justice. Ainsi, les luttes urbaines deviennent une façon pour des femmes de négocier leur Droit à la ville bien que ce dernier reste, comme le dit Haicault, « fragile et toujours menacé, frappé de profondes disparités sociales à mettre sans cesse en évidence. » (Haicault, 1996 : 34). C'est dans cet esprit de questionnement des contradictions, faisant de la ville un lieu à la fois contraignant et transformateur pour les femmes, que cette recherche a voulu interroger le sens de leurs pratiques collectives dans la ville.

Dans le monde académique, la participation des femmes à la production de la ville demeure toujours effacée, voire négligée des travaux théoriques dominants (Wekerle, 2004 dans Carle-Marsan, 2012). La géographie que nous faisons reproduit les rapports sociaux de sexe qui structurent notre société : l'originalité de cette recherche se situe donc ici. S'inspirant d'un cadre théorique de la géographie féministe, elle souhaite rendre visible les femmes comme actrices du territoire.

Nous nous sommes penchée sur l'expérience de Brésiliennes qui luttent au sein du MNLM et qui occupent collectivement un immeuble public désaffecté du centre-ville de Rio de Janeiro depuis 2007. Cet espace urbain est devenu une mégapole fracturée

par des inégalités sociospatiales où le manque de logements décents pour la population s'avère problématique. Pour les femmes brésiliennes appartenant aux couches populaires, la crise urbaine accentue leur appauvrissement et la précarisation de leurs conditions de vie : l'accès à un logement décent devient quasi une question de survie familiale, de sorte que cette nécessité est au cœur de leurs préoccupations quotidiennes. Ce faisant, elles se sont les premières à investir les mouvements populaires d'habitations, dont ceux qui dirigent les occupations d'immeubles désaffectés dans le centre-ville, et à revendiquer, auprès des pouvoirs publics, le droit au logement et à des services collectifs décents dans la ville.

Par le passé, les mobilisations des Brésiliennes ont contribué à ouvrir des espaces de citoyenneté pour les femmes (Marques-Pereira, 1996; Jelin, 1990; Alvarez, 1989; Lobo-Souza, 1991; Bissilat, 1997; Duquette et *al.*, 2005; Bandeira, 1995; Marques-Pereira et Raes, 2005). De là, notre objectif visait à saisir la portée d'une telle expérience collective en matière de Droit à la ville, de citoyenneté locale et d'*empowerment* chez des femmes marginalisées socialement, politiquement et économiquement. À partir du cas de l'occupation Manoel Congo, occupation au cœur du centre culturel et économique de la ville, nous avons posé les questions suivantes : De quelle façon l'engagement des femmes dans la lutte les transforme-t-elles tant au plan individuel que collectif ? ; De quelle manière ces pratiques collectives permettent-elles l'affirmation d'une citoyenneté locale ? ; En quoi conduisent-elles à la conquête de leur Droit à la Ville ? Nous supposons que cette expérience donnait lieu à des possibilités d'émancipation individuelles et collectives pour les habitantes. Nous appréhendions ces pratiques collectives comme un levier vers une citoyenneté locale tout comme nous posions l'hypothèse qu'il s'agissait d'une façon de participer à la ville, de se l'approprier comme femme, par là la conquête de leur Droit à la ville. Portant un regard féministe sur la ville, il y avait l'idée que cette démarche collective permette de revoir les rapports sociaux de sexe qui structurent l'espace urbain et la société...



Notre méthodologie repose en grande partie sur une observation participante qui nous a permis une immersion totale dans le milieu étudié. L'observation participante apparaît comme une méthode privilégiée dans la mesure où nous accordons une place importante à l'expérience quotidienne des habitantes afin qu'elles soient vues comme expertes de leur vie de tous les jours (Smith, 1987). En effet, notre démarche féministe portait attention au « point de vue des femmes », à leur prise de parole faisant d'elles des participantes à la construction du savoir. Nous avons aussi constaté que cette méthode a suscité une prise de conscience chez les répondantes de leur apport significatif dans la lutte tout comme elle les a éveillées, d'une certaine manière, à leur façon de vivre et d'utiliser la ville en tant que femme.

De prime abord, notre recherche démontre la dimension significative que prend le logement pour ces femmes. Elle met en évidence une expérience urbaine clairement sexuée. En cela, une lecture féministe de la ville prend tout son sens. Dans les analyses féministes, le logement est appréhendé comme un espace d'oppression où les femmes sont confinées à leur rôle social exprimé par « *the Women, the Mother, the Lover* » (Massey, 1994 : 9), ce qui fait dire à Massey (1994) que les femmes doivent quitter la maison pour se distancier de l'identité sexuée qu'il leur est assigné. Paradoxalement, notre analyse valide que c'est l'identité féminine de mère qui les pousse à s'investir dans l'occupation et dans le MNLM. Comme mère et chef de famille, la nécessité d'un logement jumelée à la difficulté de payer un loyer de façon régulière et mensuelle tout comme l'espérance d'une vie meilleure pour elles et leurs enfants, se présentent comme des éléments déterminant de leur engagement dans la lutte. En revanche, l'expérience devient un espace d'émancipation individuelle où elles ont acquis un plus grand pouvoir intérieur leur permettant d'agir sur leur vie. Ces pratiques collectives les amènent à revoir leur identité et révèlent la possibilité de se percevoir comme personne à part entière, au-delà de leur rôle social de mère. C'est ainsi qu'à l'instar de Jelin, nous affirmons que: « *The meaning of this participation*

*for the women is clearly different from the justification they give for their action »*  
(Jelin, 1990 : 186).

De plus, ces femmes ont pris conscience de leurs droits et ont lutté pour les obtenir, de là émerge le potentiel d'une citoyenneté locale. À leur façon, elles se sont engagées dans la vie publique. Du droit à un logement décent passant par le droit d'être en sécurité et d'avoir accès à des services collectifs de proximité, ces femmes, de façon plus ou moins consciente, interpellent aussi leur Droit à la ville. Il s'agit d'un grand pas vers la conquête de leur dignité. Elles remettent en question les exclusions sociospatiales héritées du passé et le modèle urbain dominant. Elles témoignent aussi de leur volonté collective à mettre en place des éléments de solution en matière d'habitations sociales dans le centre-ville. De cette façon, les habitantes de l'occupation Manoel Congo ont participé à la production de la ville : une ville qui leur ressemble et qui tient compte de leur façon de la vivre et de la pratiquer au quotidien. Ce qui nous incite à réaffirmer l'importance de considérer les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes lorsque l'on aborde la notion de Droit à la ville, car ceux-ci façonnent l'appartenance et la participation à la ville (Fenster, 2011).

À l'instar de Verschuur (2007 : 150), notre recherche permet d'affirmer que l'occupation est bel et bien un lieu de « réinvention culturel et politique ». Comme espace participatif démocratique, les assemblées de l'occupation correspondent à un espace délibératif mixte où l'on expérimente la citoyenneté : elles permettent aux habitantes de se projeter dans l'espace public. Cela évoque la possibilité d'une construction de soi comme sujet politique et actrice du territoire habilitée à investir les espaces de participation et représentation traditionnellement réservés aux hommes. Toutefois, il y a pour ces femmes, le défi de se percevoir au-delà des rôles sociaux prescrits par la société. Cette recherche montre aussi une éventuelle transformation des rapports sociaux de sexe, car au-delà de leur quête du Droit à la ville, au sein du foyer, on assiste à la conquête de leurs droits comme femme.



C'est donc à partir de l'échelle locale que les femmes se projettent dans l'espace public et qu'elles sont, par extension, sensibles à la construction d'une citoyenneté. Or, comme le soulève Marques-Pereira, une citoyenneté uniquement locale et informelle pourrait malencontreusement créer « une citoyenneté de seconde zone » pour les femmes (Marques-Pereira, 2003 : 145). Dans des recherches ultérieures, il serait pertinent de poursuivre les questionnements sur la féminisation du leadership au sein des mouvements populaires d'habitations et d'interroger la présence et l'influence de ces actrices dans les instances décisionnelles de planification urbaine. Car, les inégalités dans les espaces de pouvoir contribuent à produire une dynamique urbaine, qui perpétue et cristallise des rapports sociaux sexués inégaux (Gouveia, 2005 dans Carle-Marsan, 2012).

Enfin, questionner la participation des femmes à la ville et en saisir la portée, permet de penser la ville autrement, mais surtout de donner une voix à celles qui sont habituellement en marge du Droit à la ville et qui pourtant, la façonnent quotidiennement...

## APPENDICE

### GUIDE ENTRETIEN

#### A Identification

- Nom :
- Âge :
- Êtes-vous chef de famille ? :
- Nombre d'enfants:
- Nombre d'années dans l'occupation:
- Lieu de résidence avant l'occupation:
- Niveau de scolarité :
- Occupation professionnelle :

#### B Questions semi-dirigées

- (1) Comment êtes-vous arrivées ici ?
- (2) Est-ce votre première expérience d'action collective ? Avez-vous déjà été active au sein d'une organisation communautaire, d'un mouvement ou d'un parti politique ?
- (3) Comment avez-vous été mis au courant de la préparation de l'action ? Comment avez-vous été choisies et par qui ?
- (4) Qu'est-ce qui vous a motivé à participer à cette lutte et à l'organisation de l'occupation ? Et aujourd'hui, qu'est-ce qui vous motive à poursuivre votre engagement dans cette lutte ?
- (5) Quel a été votre rôle dans l'organisation de l'occupation ? Et quel est votre rôle aujourd'hui dans la vie quotidienne de l'occupation ?
- (6) Qu'avez-vous appris depuis que vous participez aux réunions collectives, aux assemblées et aux groupes de travail de l'occupation ? Peut-on dire vous connaissez plus vos droits depuis que vous faites partie de cette action ?
- (7) Depuis que vous faites partie de l'occupation, sentez-vous que vous faites partie d'une communauté ? Avez-vous développé un sentiment d'appartenance ?

- (8) Qu'est-ce qui a le plus changé dans votre vie depuis que vous faites partie de l'occupation ?
- (9) Croyez-vous que de faire partie de l'occupation, vous donne plus de pouvoir qu'avant dans votre vie ? Comment ?
  - (a) dans votre vie personnelle ?
  - (b) dans votre vie familiale ?
  - (c) dans la vie communautaire ?
  - (d) dans la vie de la ville ?
- (10) Croyez-vous que la lutte permet de créer des *leaders* dans l'occupation ?
- (11) Comme femme, quels sont les défis de cette lutte politique ? Qu'est-ce qui est plus difficile pour vous dans cette lutte ?
- (12) Depuis que vous faites partie de MNLM, est-ce que vous participez davantage à la vie communautaire, à la vie politique ?
- (13) Depuis que vous participez à cette occupation, pensez-vous qu'il est plus facile pour vous de comprendre les enjeux du droit au logement et du droit à la ville? Pourquoi ?
- (14) Quels sont les enjeux les plus importants pour vous dans la ville et dans le centre-ville de Rio de Janeiro ?
- (15) Quelles sont vos stratégies pour vous faire entendre vos priorités auprès de la ville de Rio, du gouvernement de l'État de Rio ou du gouvernement fédéral ?
- (16) De quelle manière ce projet vous valorise-t-il ?
- (17) Croyez-vous que la lutte permet de changer les rapports entre les hommes et les femmes pour plus de justice ?

## BIBLIOGRAPHIE

- Abreu, Mauricio De A. 1987. *Evolução urbana do Rio de Janeiro*. (4<sup>e</sup> éd.). Rio de Janeiro: Instituto Pereira Passos, 155 p.
- Aguirre, Rosario. 1996. «Les femmes en Amérique latine : actions collectives et quête d'une représentation politique». In *La citoyenneté sociale des femmes au Brésil. Action collective, reproduction, informalité et domesticité*, sous la dir. de Bérengère Marques-Pereira et d'Alain Carrier, p. 35-47. Paris et Montréal: L'Harmattan ; Bruxelles: GELA-IS.
- Alfonstin, Betânia. 2006. «O significado do Estatuto da Cidade para os processos de Regularização Fundiária no Brasil». En ligne. [www.sedur.ba.gov.br/pdf/versao.final.pdf](http://www.sedur.ba.gov.br/pdf/versao.final.pdf). Page consultée le 10 Mars 2011.
- Almeida, Rafael Gonçalves, Matheus da Silveira Grandi et Marianna Pernandes Moreira. 2009. «Oïkos, Ágora e ekklesia : uma introdução às fronteiras, pontes et « áreas de sombra » de um espaço ocupado por sem-teto (ocupação quilombo das guerreiras-Rio de Janeiro)». *Revista Cidade*, vol.6, n 9, p. 30-66.
- Alvarez, Sonia. 1989. «Women's Movements and Gender Politics in the Brazilian Transition». In *The women's movement in Latin America. Feminism and the transition to democracy*, sous la dir. de Jaquette, Jane S, p.18-71. Boston: Unwin Hyman.
- Amnesty International. 2008. *Survivre et lutter : les femmes et la violence urbaine au Brésil*. Index AI : AMR 19/001/2008. Londres, 51 p.
- Bandeira, L. 1995. «La construction de la citoyenneté sociale des femmes au Brésil». In *La citoyenneté sociale en Amérique latine*, sous la dir. de Bérengère Marques-Pereira et d'I. Bizberg, p. 230-243. Paris: Éditions L'Harmattan/CELA-IS.
- Banco Central do Brasil. 2012. <http://www.bcb.gov.br/pec/boletimregional/port/2009/01/br200901b1p.pdf>. Page consultée le 30 novembre 2012.
- Banque Mondiale. 2012. En ligne. [http://www.google.com.br/publicdata/explore?ds=d5bncppjof8f9\\_&met\\_y=ny\\_gdp\\_mkt\\_p\\_cd&idim=country:BRA&dl=pt-BR&hl=pt-BR&q=pib%20brasil](http://www.google.com.br/publicdata/explore?ds=d5bncppjof8f9_&met_y=ny_gdp_mkt_p_cd&idim=country:BRA&dl=pt-BR&hl=pt-BR&q=pib%20brasil). Page consultée le 30 novembre 2012.
- Bassand, Michel. 1996. *Métropolisation et inégalités sociales*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 245 p.

- Beall, Jo, et Caren Levy. 1995. «Exposé thématique : vers une ville sensible à la distinction hommes/femmes». In *OCDE. Les Femmes et la ville. Logements, services et environnement urbain*, sous la dir. de Jo Beall, p. 32-42. Paris: OCDE.
- Bédard, Mario. 2008. *Méthodologie et méthodes de la recherche en géographie: Notes et documents de cours*. (6<sup>e</sup> éd). Montréal : Coop UQAM Éditeur.
- Bidet-Mordrel, Annie (dir. publ.). 2010. *Les rapports sociaux de sexes*. Paris: Presses universitaires de France, 191 p.
- Bissiliat, Jeanne. 1997. «La participation des femmes aux politiques publiques. Un exemple contemporain au Brésil». *Recherches féministes*, vol. 10, no 2, p. 91-111.
- Bondi, Liz et Damaris Rose. 2003. «Constructing Gender, Constructing the Urban: a Review of Anglo-American Feminist Urban Geography». *Gender, Place and Culture*, vol. 10, no 3, p. 229-24.
- Bondi, Lisa, et Mona Domosh. 2001. «Autres figures en d'autres lieux : Féminisme, postmodernisme et géographie». In *Géographies anglo-saxonnes, tendances contemporaines*, sous la dir. de Kay Anderson et Jean-François Staszak (dir. publ.), p. 63-79. Paris: Belin.
- Bonduki, Nabil. 2007. «Política habitacional e inclusão social no Brasil : revisão histórica e novas perspectivas no governo Lula». *Revista eletrônica de Arquitetura e Urbanismo*. En ligne. [http://www.usjt.br/arq.urb/numero\\_01/artigo\\_05\\_180908.pdf](http://www.usjt.br/arq.urb/numero_01/artigo_05_180908.pdf). Page consultée le 8 février 2010.
- Bonh, Simone. 2009. «Mulheres Brasileiras na disputa do legislativo municipal». *Perspectivas*, São Paulo, vol. 35, (jan./jun) p. 63-89.
- Brais, Nicole, et Winnie Frohn. 2002. «État local et mouvement des femmes à Québec: une étude de cas». *Lien social et politiques -RIAC*, vol. 47, Printemps 2002, p. 55-66.
- Brenner, Neil. 1998. «Global cities, glocal states: global city formation and state territorial restructuring in contemporary Europe». *Review of International Political Economy*, vol. 5, no 1, p. 1-37.
- Bret, Bernard. 2006. «Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlsienne du territoire brésilien». *Géocarrefour*, vol. 81, no 3, p. 183-191.



- Calió, Sonia Alves et Iranilde José Messias Mendes. 2005. «Droit au logement: le mouvement des femmes au Brésil et l'expérience dans la favela de Gamboa de Santo André, São Paulo, Brésil». En ligne [http://graduateinstitute.ch/webdav/site/genre/shared/Genre\\_docs/2864\\_Actes2005/2005\\_07\\_alves.pdf](http://graduateinstitute.ch/webdav/site/genre/shared/Genre_docs/2864_Actes2005/2005_07_alves.pdf). Page consulté le 12 mars 2011.
- Cardoso, Adauto Lucio, Aragão, Thêmis Amorim Aragão et Flávia de Sousa Araujo. 2011. «Habitação de interesse social : política ou mercado? Reflexos sobre a construção do espaço metropolitano». XIV Encontro nacional da ANPUR. Mai. Rio de Janeiro, 20 p.
- Carle-Marsan, Marianne. 2012. «Luttes de Brésiliennes pour le Droit à la ville. Les femmes de la communauté d'occupation Manoel Congo à Rio de Janeiro au Brésil». In *Métropoles des Amériques en mutation*, sous la dir. de Luc-Normand Tellier et Carlos Vainer, p. 293-304. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Charlier, Sophie. 2005. «L'économie solidaire au féminin, quel apport spécifique pour l'*empoderamiento* des femmes et la lutte contre la vulnérabilité ?». En ligne [http://graduateinstitute.ch/webdav/site/genre/shared/Genre\\_docs/2342\\_TRAvauxEtRecherches/Charlier\\_Sophie.pdf](http://graduateinstitute.ch/webdav/site/genre/shared/Genre_docs/2342_TRAvauxEtRecherches/Charlier_Sophie.pdf). Page consultée le 15 juillet 2010.
- \_\_\_\_\_. 2011. «Empoderamiento des femmes par l'économie populaire solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie». In *Femmes, économie et développement : De la résistance à la justice sociale*, sous la dir. d' I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse, p. 155-184. Paris: Édition Erès – IRD.
- Chivallon, Christine. 2001. «Les géographies féministes: un plaidoyer convaincant pour la constitution de connaissances "situées"». In *Géographies anglo-saxonnes: tendances contemporaines*, sous la dir. de Kay Anderson et Jean-François Staszak (dir. publ.), p. 57-63. Paris: Belin.
- Claval, Paul. 2004. *La Fabrication du Brésil. Une puissance en devenir*. Paris: Belin, 383 p.
- Coutras, Jacqueline. 1987. *Des villes traditionnelles aux nouvelles banlieues : l'espace public au féminin*. Paris: Sedes, 171 p.
- Coutras, Jacqueline. 1996. *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris: Armand Colin, 155 p.
- Corrêa do Lago, Luciana. 2000. «A trajetória espacial das classes sociais na formação do espaço metropolitano do Rio de Janeiro». Chap. In *Desigualdades e Segregação na Metrópole : O Rio de Janeiro em tempo de crise*, p. 21-55. Rio de Janeiro: Editora Revan.

- Corrêa do Lago, Luciana. 2004. «Lugares na metrópole : mercado e reciprocidade na produção da segregação urbana.». V Encontro da Latin American Studies Association. Las Vegas (Nevada), p.1-13.
- Corrêa do Lago Luciana et, Luiz Cesar de Queiroz Ribeiro, 1994. «Gestion des métropoles : évaluation et nouveaux défis». In *La recherche sur la ville au Brésil. Actes des journées franco-brésiliennes du PIR Ville*, sous la dir. d'Anita Joussemet, p.109-132. Paris: CNRS Éditions.
- Dagenais, Huguette. 1980. «Les femmes dans la ville et dans la sociologie urbaine : les multiples facettes d'une même oppression». *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 4, no 1, p. 21-36.
- Da Silva, Ana Amélia. 1998. «Reconnaissance d'un problème public, conquête d'un droit social: les mouvements des «sans-toits» dans les villes brésiliennes». *Mana*, no 7, p. 110-130.
- Daunais, 1990. «L'entretien non directif». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, p. 248-275. Québec: Presses de l'université du Québec.
- Denêfle, Sylvette. 2008. «Ouvrir la ville aux femmes : rêves et réalités». In *Utopies féministes et expérimentations urbaines*, sous la dir. de Sylvette Denêfle, p. 9-16. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- \_\_\_\_\_ (dir. publ).2008.*Utopies féministes et expérimentations urbaines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 213 p.
- Dixon, Deborah, P. et John Paul Jone III. 2006. «Feminist geographies of difference, relation ans construction». In *Approaches to Human Geography*, sous la dir. de Stuart Aitken et Gill Valentine, p. 42-56. London : SAGE Publications.
- Domosh, Mona, et Joni Seager. 2001. *Putting feminist geographer's women make sense in place of the world*. New York et Londres: The Guilford Press, 215 p.
- Droulers, Martine. 2010. «Femmes, vote et politique au Brésil». *Hérodote*, no 136, p. 203-212.
- Dufour, Pascale, Dominique Masson et Dominique Caouette.2010. *Solidarities beyond Borders. Transnationalizing Women's Movements*. Vancouver : UBC Press, 280 p.
- Duquette, Michel, Maurilio Galdino, Charmain Levy, Bérengère Marques-Pereira et Florence Raes. 2005. «Collective Action at the crossroads : The empowerment of the left». In *Collective action and radicalism in Brazil: Women, Urban Housing and Rural movements*, sous la dir. de Michel Duquette, p. 156-205. Toronto: Presses de l'Université de Toronto.

- England, Kim. 2006. «Producing Feminist Geographies: Theory, Methodologies and Research Strategies». In *Approaches to human geography*, Stuart C. Aitken et Gill Valentine (dir. publ.), p. 286-297. London: SAGE.
- Escobar, Arturo, et Wendy Harcourt. 2005. «Practices of difference. Introducing Women and the Politics of place». In *Womens in the Politics of place*, sous la dir. d'Arturo Escobar et Wendy Harcourt (dir. publ), p. 1-17. Bloomfield: Kumarian Press.
- Fairhurst, Joan, Ramutsindela, Maano et Urmilla Bob. 2004. «Social movements, Protest and Resistance». In *Mapping Women, Making Politics: Feminist Perspectives on Political Geography*, sous la dir. de Lynn A. Staeheli, Eleanore Kofman et Linda Peake, p.199-209. New York: Routledge.
- Falquet, Jules. 2003. ««Genre et développement»: Une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin». In *On m'appelle à régner. Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre*. En ligne.[http://graduateinstitute.ch/webdav/site/genre/shared/Genre\\_docs/2886\\_Actes2003/05\\_pouvoirs-j.falquet.pdf](http://graduateinstitute.ch/webdav/site/genre/shared/Genre_docs/2886_Actes2003/05_pouvoirs-j.falquet.pdf). Page consultée le 17 avril 2011.
- \_\_\_\_\_. 2008. *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*. Paris: La Dispute, 213 p.
- \_\_\_\_\_. 2011. «Penser la mondialisation dans une perspective féministe». *La Découverte-Travail, genre et sociétés*, vol. 1, no 25, p. 81-98.
- Farah, Marta Ferreira Santos. 2004. «Gênero e políticas públicas». *Estudos Feministas*, vol.12, no 1, p.47-71.
- Fenster, Tovi. 2011. «Le droit à la ville et la vie quotidienne dans une perspective de genre». In *Villes pour toutes et tous. Pour le droit à la ville, propositions et expériences*, sous la dir. d'Ana Sugranyes et Charlotte Mathivet, p. 65-79. Santiago (Chili): Habitat International Coalition.
- Ferreira, Regina. 2009. «Plataforma feminista da reforma urbana: do que estamos falando ?» En ligne. <[http://www.fase.org.br/v2/admin/anexos/acervo/1\\_fnru\\_plataforma\\_feminista\\_regina.pdf](http://www.fase.org.br/v2/admin/anexos/acervo/1_fnru_plataforma_feminista_regina.pdf)>.Page consultée le 8 novembre 2010.
- Freyre, Gilberto.1978. *Maîtres et esclaves. La formation de la société brésilienne*, Paris: Éditions Gallimard, 550 p.
- Fundação João Pinheiro. Ministério das Cidades. 2011. *Déficit habitacional no Brasil 2008*. Brasília. 141 p.
- Galiza, Helena. 2009. «Política urbana federal de reabilitação de centros antigos debates e diretrizes sobre habitação e inclusão social». Mémoire de maîtrise, Niterói, Université Fédérale Fluminense, 213 p.



- Gauthier, Benoît. 1990. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 535 p.
- Gervaise, Yves. 2012. *Géopolitique du Brésil. Les chemins de la puissance*. Paris: Presses Universitaires de France, 176 p.
- Gilbert, Anne; et Damaris Rose. 1987. «Espaces et femmes : pour une géographie renouvelée». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 31, no 83, p. 137-141.
- Gingras, François-Pierre. 1990. «Sociologie de la connaissance». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, p.20-46. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Gohn, Maria da Gloria. 1992. *Movimentos sociais e luta pela moradia*. São Paulo: Éditions Loyola, 190 p.
- Goirand, Camille. 2000. *La politique des Favelas*. Paris: Éditions Karthala, 373 p.
- Gouveia, Taciana. 2005. «Mulheres : sujeitos ocultos das cidades-nas cidades ». En ligne.<http://www.articulacaodemulheres.org.br/publicue/media/mulheressujeitos%20ocultos.pdf>. Page consultée le 2 juin 2011.
- \_\_\_\_\_.(dir.publ). 2008. *Ser, Fazer e Acontecer. Mulheres e O Direito à Cidade*. Recife: SOS Corpo, 170 p.
- Grandi, Matheus da Silveira. 2009. «Práticas espaciais insurgentes e processos de comunicação : espacialidade cotidiana, política de escalas e agir comunicativo no movimentos dos sem-teto no Rio de Janeiro». Mémoire de maîtrise, Rio de Janeiro, Université Fédérale de Rio de Janeiro, 494 p.
- Gravel, Nathalie. 2009. *Géographie de l'Amérique latine. Une culture de l'incertitude*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 339 p.
- Grawitz, Madeleine. 1996. *Méthodes des sciences sociales*. (10<sup>e</sup> éd). Paris: Éditions Dalloz, 920 p.
- Greed, Clara H. 1994. *Women and Planning: Creating Gendered Realities*. London and New York: Routledge, 248 p.
- Guérin, Isabelle, Madeleine Hersent et Laurent Fraisse. (dir. publ). 2011. *Femmes, économies et développement. De la résistance à la justice sociale*. Paris: Édition Erès – IRD, 382 p.
- Gumuchian, Hervé, et Claude Marois. 2000. *Initiation à la recherche en géographie, aménagement, développement territorial, environnement*. Coll. «Géographie». Montréal; Paris: Presses de l'Université de Montréal, Anthropos, 425 p.
- Habitat-ONU. 2007. *Droits des femmes au sol, à la propriété et au logement : guide global pour les politiques publiques*. 46 p.

- Haicault, Monique. 1996. «Femmes et hommes. Entre espaces publics et espaces privés. XIX<sup>e</sup> Colloque de l'Institut de recherches sur les civilisations de l'Occident moderne, les 16 et 17 février 1996, en Sorbonne ». In *Les femmes dans la Ville. Un dialogue franco-brésilien*, sous la dir. de Katia de Queiros Mattoso, Idelette Fonseca dos Santos; Denis Rolland (dir.), p. 27-43. Paris: Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.
- Hainard, François, et Christine Verschuur. 2004. *Femmes dans les crises urbaines : ruses, luttes et stratégies*. Paris: Éditions Karthala. 103 p.
- Hancock, Claire. 2002. «Genre et géographie : les apports des géographies de la langue anglaise.». *Espace, populations, sociétés*, vol. 20, no 3, p. 257-264.
- \_\_\_\_\_. 2004. «L'idéologie du territoire en géographie: incursions féminines dans une discipline masculiniste». In *Le genre des territoires: masculin, féminin, neutre*, sous la dir. de Christine Bard, p. 165-174. Angers: Presses de l'Université d'Angers.
- Harvey, David. 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris: Éditions Amsterdam, 93 p.
- Heinen, Jacqueline (dir.publ.). 2004. *Genre et gestion locale du changement dans sept pays de l'Union européenne*. Commission européenne DG Recherche, 5<sup>e</sup> PCRD, 140 p.
- Held, David, et Anthony McGrew. 2004. «The great Globalization Debate : An Introduction», In *The Global transformations Readers*. sous la dir. de David Held et Anthony Mc Grew, p. 1-50. Cambridge: Polity Press.
- Hiernaux-Nicolas, 2001. «La mondialisation et le territoire. La vision du géographe.» In *Géographie et société*, sous la dir. de Suzanne Laurin, Juan-Luis Klein et Carole Tardif, p. 43-59. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Hirata, Helena. 2003. «Pour qui sonnent les glas? Mondialisation et division sexuelle du travail», In *Regard des femmes sur la globalisation*, sous la dir. Jeanne Bisilliat, p.11-26. Paris: Éditions Karthala.
- Holston, James. 1999. «Space of insurgent citizenship». In *Cities and citizenship*, sous la dir. de James Holston (éd.), p.155-173. Durham et Londres: Duke University Press.
- Holston, James, et Arjun Appadurai. 1996. «Cities and citizenship». *Public Culture*, vol. 8, p. 187-204.
- Htun, Mala. 2001. «A política de cotas na América latina». *Estudos Feministas. Florianopolis*, vol. 9, no 2, p. 225-230.



- Hudson, Chrisitne, et Malin Rönnblom. 2008. «The woman-made city feminist utopia or practical possibility ?». In *Utopies et expérimentations urbaines*, sous la dir. de Sylvette Denèfle, p. 73-87. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- IBGE.2007. En ligne. [http://www.ibge.gov.br/home/presidencia/noticias/noticia\\_visualiza.php?id\\_noticia=987&id\\_pagina=1](http://www.ibge.gov.br/home/presidencia/noticias/noticia_visualiza.php?id_noticia=987&id_pagina=1). Page consultée le 15 octobre 2011.
- IBGE. 2010. En ligne.<http://www.ibge.gov.br/cidadesat/topwindow.htm?1>. Page consultée le 15 octobre 2011.
- Instituto Pereira Passos. 2007. *Notas sobre as estimativas do déficit habitacional no Brasil no Rio de Janeiro*. Prefeitura da cidade do Rio de Janeiro. 17 p.
- IPEA. 2010. *Primeiras análises: Investigando a chefia feminina de família*. no 65, Brasília: IPEA. 26 p.
- IPEA. 2011. *Retrato das desigualdades de gênero e raça*. (4<sup>e</sup> éd.). Brasília: IPEA. 39 p.
- IPU. Inter-Parliamentary Union. *Women in national parliament*. En ligne: <http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm>. Page consultée le 10 août 2012.
- Isin, Engin F. 2000. «Democracy, Citizenship and the City». In *Democracy, Citizenship and the Global City*, Engin F. Isin (dir. publ.), p. 1-21. London; New York: Routledge.
- Isin, Engin F., Jannie Brodie, Danielle Juteau et Daiva Stasiulis. 2008. «Recasting the Social in Citizenship». In *Recasting the Social in Citizenship*, sous la dir. d'Engin F. Isin (éd.), p. 3-19. Toronto: University of Toronto Press.
- Jaquette, Jane S. 1989. «Introduction». In *The women's movement in Latin America. Feminism and the transition to democracy*, sous la dir. de Jaquette, Jane S, p.1-14. Boston: Unwin Hyman.
- Jelin, Elizabeth. 1990. *Women and social change in Latin America*. London et New Jersey: Zebs books, 226 p.
- \_\_\_\_\_. 1994. «Construir a cidadania : uma visão desde baixo». *Lua Nova*, n 33. p. 39-57.
- Jouve. Bernard. 2003. *La gouvernance urbaine en questions*. Paris: Elsevier, 124 p.
- Kabeer, Naila. 2005. *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement : manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*. Québec: Presses de l'Université Laval; Paris: L'Harmattan; Ottawa: Centre de recherches pour le développement international, 306 p.

- Kergoat, Danièle. 2010. «Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion». In *Collectif. Les rapports sociaux de sexe*, sous la dir. Annie Bidet-Mordrel, p.60-75. Paris: Presses universitaires de France.
- Klein, Juan-Luis. 2011. «La mondialisation : de l'État-Nation à l'espace monde» In *Le monde dans tous ses États. Une approche géographique*, (2<sup>e</sup> éd.). sous la dir. de Juan-Luis Klein et Frédéric Lasserre, p. 49-68. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Kobayashi, Audrey. 1994. «Coloring the Field: Gender, "Race", and the Politics of Fieldwork». *Professional Geographer*, vol. 46, no 1, p. 73-80.
- Kofman, Eleonore. 2005. «Géographie et Genre». En ligne. <http://130.206.88.107/revistes224/index.php/TSCG/article/download/36499/36492>. Page consultée le 15 avril 2012.
- Kowarick, Lúcio. 1986. «Movimentos urbanos no Brasil contemporâneo: uma análise da literatura», *Revista brasileira de ciências sociais*, vol. 1, n 3, São Paulo, Cortez/ANPOCS.
- Labrecque, Marie-France. 1991. «Les femmes et le développement : de qui parle-t-on au juste?». *Recherches féministes*, vol.4, no 2, p. 9-24.
- Laperrière, Anne. 1990. «L'observation directe». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, p.227-246. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Laurin Suzanne, Juan-Luis Klein, et Carole Tardif. 2001. «Géographie et société. Vers une géographie citoyenne». In *Géographie et société*, sous la dir. de Suzanne Laurin, Juan-Luis Klein et Carole Tardif (dir. publ.), p.1-12. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Latendresse, Anne. 2005. «La ville, un espace investi par les femmes et les groupes de femmes?». In *Les femmes entre la ville et la cité*, sous la dir. de Marie-Blanche Tahon et de Céline Widmer, p. 69-86. Montréal: Éditions du Remue-Ménage.
- Lefebvre, Henri. 1968. *Le droit à la ville*. (3<sup>e</sup> éd.). Paris: Anthropos, 135 p.
- Lévy, Jacques et Lussault, Michel. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris: Belin, 1033 p.
- Lévy, Jacques. 2008. *L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation*. Paris : Les Presses de SciencesPo, 405 p.
- Levy, Charmain. 2010. «Brazilian urban popular movements: the 1997 mobilization of the inner-city slum movement in Sao Paulo». *Studies in Political Economy*, vol. 85, p. 35-68.

- \_\_\_\_\_. 2005. «The Housing Movement in the City of Sao Paulo: Crisis and Revival», In *Collective Action and Radicalism in Brazil: Women, Urban Housing, and Rural Movements*, sous la dir. de Michel Duquette, Maurilio de Lima Galdino, Charmain Levy, Bérangère Marques-Pereira et Florence Raes, p. 97-129. Toronto: University of Toronto Press.
- Levy, Charmain, Marianne Carle-Marsan et Anne Latendresse. 2013a. «La féminisation de la lutte pour la citoyenneté urbaine: le leadership des femmes dans le mouvement populaire d'habitation des centres-villes au Brésil». *Économie et Solidarités, À paraître*.
- Levy, Charmain, Anne Latendresse et Marianne Carle-Marsan. 2013b. «Mouvement populaire urbain et mouvement féministe au Brésil : vers une féminisation des politiques publiques de l'habitation ?». *Participations. À paraître*.
- Lind, Amy. 1997. «Gender development and urban social change: Women's community action in global city ». *World Development*, vol. 25, no 8, p. 1205-1223.
- Lister, Ruth. 1997. *Citizenship. Feminist perspectives*. New York: New York University Press, 284 p.
- Macedo, Márcia dos Santos. 2002. «Relações de Gênero no context urbano: um olhar sobre as mulheres». En ligne. <http://www.capina.org.br/download/pub/msmtxtgenero.pdf>. Page consultée le 10 juin 2011.
- \_\_\_\_\_. 2008. «Mulheres chefes de família e a perspectiva de gênero: trajetória de um tema e a crítica sobre a feminização da pobreza». *Cad. CRH* vol. 21, no 53, p. 385-399. En ligne. <http://www.cadernocrh.ufba.br/viewarticle.php?id=569>. Page consultée le 10 mars 2012.
- MacGregor, Sherilyn. 1995. «Deconstructing the Man-Made-City: Feminist Critiques of Planning Thought and Action». In *Change of Plans: Towards a Non-Sexist Sustainable City*, sous la dir. de Margrit Eichler, p. 25-49. Toronto: Garamond Press.
- Magni, Ana Clara et Guilherme Marques Lemos. 2010. «Luta por moradia e direitos humanos: Crianças e adolescentes em uma ocupação urbana no Rio de Janeiro». Actes du 3<sup>ème</sup> Séminaire international de droits humains, violence et pauvreté : la situation des enfants en Amérique Latine d'aujourd'hui. Université de la République d'Uruguay, Montevideo, 16 p.

- Manima, B., G. Icasuriaga Lema, J. Aloisio dos Santos Junior et L. Chauvet Eduardo. 2010. «Carências habitacionais e ociosidade imobiliária. As ocupações de imóveis vazios no Centro do Rio de Janeiro : organização e resistência». In *Cidade e Sustentabilidade. Mecanismos de controle e Resistência*, sous la dir. de Maria de Fatima Cabral Marques Gomes et Maria José de Souza Barbosa, p. 227-242. Rio de Janeiro: Terra Vermelha.
- Maricato, Ermínia. «Housing and the cities in Brazil and Latin America. Globalization, poverty and some reasons for hope». En ligne. [http://www.usp.br/fau/depprojeto/labhab/biblioteca/textos/maricato\\_housingcitiesbrazil.pdf](http://www.usp.br/fau/depprojeto/labhab/biblioteca/textos/maricato_housingcitiesbrazil.pdf). Page consultée le 15 mai 2011.
- Maricato, Ermínia, et João Sette Whitaker Ferreira. 2008. *Le Brésil, entre injustices spatiales et combat pour la justice spatiale*. En ligne. <<http://www.villesregionsmondialisation.ca/whitaker2008.pdf>>. Page consultée le 3 mai 2011.
- Marques-Pereira, Bérengère. 1996. «Diversité des sens et perspectives de la citoyenneté sociale des femmes en Amérique latine et au Brésil». In *La citoyenneté sociale des femmes au Brésil. Action collective, reproduction, informalité et domesticité*, sous la dir. de Bérengère Marques-Pereira et Alain Carrier, p. 9-32. Paris: L'Harmattan ; Bruxelles: GELA-IS.
- \_\_\_\_\_. 2003. *La citoyenneté politique des femmes*. Bruxelles: Armand Colin, 215 p.
- Marques-Pereira, Bérengère, et Florence Raes. 2005. «Women's Movements in Brazil : from the local to the international». In *Collective Action and Radicalism in Brazil: Women, Urban Housing and Rural Movements*, sous la dir. de Michel Duquette, p.87-116. Toronto: University of Toronto Press.
- Massey, Doreen. 1994. *Space, place and gender*. Cambridge (Angleterre): Polity Press, 280 p.
- McDowell, Linda. 1993a. «Space, place and gender relations : Part I. Feminist empiricism and the geography of social relations». *Progress in Human Geography*, vol. 17, no 3, p. 157-179.
- \_\_\_\_\_. 1993b. «Space, place and gender relations : Part II. Identity, difference, feminist geometries and geographies». *Progress in Human Geography*, vol. 17, no 3, p. 305-318.
- McDowell, Linda, et Joanne P. Sharp. 1999. *A Feminist Glossary of Human Geography*. London: E. Arnold, 372 p.



- Mestrum, Francine. 2001. «L'« empowerment », le pouvoir et la capacité d'action». In *La représentation politique des femmes en Amérique Latine*, sous la dir. de Bérengère Marques-Pereira et Patricio Nolasco, p. 17-25. Paris: L'Harmattan ; Bruxelles: GELA-IS.
- Ministère des Villes. 2010. Déficit de logement. En ligne. [http://www.cidades.gov.br/ministerio-das-cidades/arquivos-e-imagens/oculto/NOTA\\_DEFICIT2008\\_FJP\\_jul2010.pdf](http://www.cidades.gov.br/ministerio-das-cidades/arquivos-e-imagens/oculto/NOTA_DEFICIT2008_FJP_jul2010.pdf). Page consultée en septembre 2010.
- Mohanty, C.T. 1991. « Introduction : cartographies of struggles: third world Women and the politics of Feminism », In *Third Women World and the Politics of feminism*, sous la dir. C.T Mohanty, A. Russo and L. Tores, p.1-47. Bloomington: Indiana University Press.
- Molyneux, Maxine. 1985. «Mobilisation without Emancipation. Women's Interests, the State and Revolution in Nicaragua». *Feminism Studies*, vol. 11, no 2, p. 227-235.
- \_\_\_\_\_. 2005. «Organisations populaires et réseaux de solidarité de femmes : la redécouverte d'une ressource pour les politiques». In *Genre, mouvements populaires urbains et environnement. Cahiers Genre et développement*, sous la dir. de Christine Verschuur, p. 385-403. Paris: L'Harmattan.
- Molyneux, Maxine et Nikki Craske, 2002. «The local, the Regional and the Global: Transforming the Politics of Rights». In *Gender and the Politics of Rights and Democracy in Latin America*, sous la dir. de Maxine Molyneux et Nikki Caske, p.1-30. Hampshire: Palgrave.
- Monk, J., et S. Hanson. 1982. «On Not Excluding Half of the Human in Human Geography». *Professional Geographer*, vol. 34, no 1, p. 11-23.
- Moser, Caroline. 1995. «Les femmes, les distinctions hommes et femmes et la politique de développement urbain». In *Genre, mouvements populaires et environnement. Cahiers Genre et développement*. 2007, sous la dir. de Christine Verschuur, p. 69-87. Paris: L'Harmattan.
- \_\_\_\_\_. 1989. «Planification selon le genre dans le Tiers Monde : comment satisfaire les besoins pratiques et stratégiques selon le genre». In *Le Genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique. Cahiers Genre et développement*, 2000, sous la dir. de Jeanne Bisillat et Christine Verschuur, p.133-138. Paris: L'Harmattan.
- Moradia é central. Rio de Janeiro : inclusão, acesso e direito à cidade. 2009. Instituto Pólis. Oxfam (G-B), 25 p.



- Mucchielli, Alex. 2009. Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines. (3<sup>e</sup> éd.). Paris: Armand Colin, 303 p.
- Nucleo de Assessoria Planejamento e Pesquisa. 2010. *Diagnostico participativo. Sistematização e análise das informações*. Rio de Janeiro, 18 p.
- Nelson. Lise, et Joni Seager. 2005. «Introduction». Chap. In *A companion to Feminist geography*, sous la dir. de Lise Nelson et Joni Seager, (dir. publ), p.1-13. Malden: Blackwell Publishing.
- Ninacs A. Bill. 2008. *Empowerment et Intervention : développement de la capacité d'agir et de la solidarité*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 140 p.
- Nootens, Geneviève. 2004. *Désenclaver la démocratie : Des huguenots à la Paix des Braves*. Montréal: Québec Amérique, 168 p.
- ONU-Habitat. 2007. *Droits des femmes au sol, à la propriété et au logement : Guide global pour les politiques publiques*. En ligne. [www.unhabitat.org/pmss/getElectronicVersion.aspx?nr=2356&alt=1](http://www.unhabitat.org/pmss/getElectronicVersion.aspx?nr=2356&alt=1). Page consultée le 5 juillet 2011.
- ONU-Femmes. Rapport Annuel 2010-2011. En ligne. [http://www.unwomen.org/wp-content/uploads/2012/06/UNW-Annual-Report-French\\_9-22-11.pdf](http://www.unwomen.org/wp-content/uploads/2012/06/UNW-Annual-Report-French_9-22-11.pdf). Page consultée le 10 octobre 2012.
- Oxaal Zoe, et Sally Badden. 1997. «Gender and empowerment definitions, approaches and implications for policy». Bridge development-gender. En ligne. <http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/re40c.pdf>. Page consultée le 12 mai 2010.
- Paillé, Pierre, et Alex Mucchielli. 2008. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. (2<sup>e</sup> éd.). Paris: Armand Collin, 315 p.
- Paillé, Pierre. 2009. «Qualitative». In *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, (3<sup>e</sup> éd.), sous la dir. d' Alex Mucchielli, p.202-203. Paris: Armand Colin.
- Peake, Linda. 2009. «Gender in the city». *International Encyclopedia of Human Geography*. p. 320-327.
- Pelletier, Lyse. 1987. «Au sujet des espaces féminisés». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 31, no 83, p. 177-188.
- Purcell, Mark. 2003. «Citizenship and the Right to the Global City: Reimagining the Capitalist World Order». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, no 3, p. 564-590.
- Rago, Magareth. 2009. «Ser mulher no século I». In *A mulher brasileira nos espaços publico e privado*, sous la dir. de Gustavo Venturi, Marisol Recamán et Suely de Oliveira, p. 31-43. São Paulo: Fundação Perseu Abramo.

- Ramzanoğlu, Caroline. 2002. *Feminist methodology. Challenges and Choices*. Londres: Sage publications, 195 p.
- Riley, Elizabeth, Jorge Fiori et Ronaldo Ramirez. 2001. «Favela Bairro and a new generation of housing programmes for the urban poor.» *Geoforum* 32, p. 521-531.
- Rocha, Sonia. 2011. «Transferts de revenus et pauvreté au Brésil». *Revue Tiers Monde*, vol.1, no 205, p. 191-210.
- Rolnik, Rachel. 2011. «Democracy on the Edge: Limits and Possibilities in the Implementation of an Urban reform Agenda in Brazil». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, no 2, p. 239-255.
- Rondeau, Chantale. 1994. *Les paysannes du Mali. Espace de liberté et de changement*. Paris: Éditions Karthala. 362 p.
- Rose, Gillian. 1993. *Feminism and Geography. The limits of geographical knowledge*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 205 p.
- Rowlands, Jo. 2007. *Questioning Empowerment; working with women in Honduras*. Oxford: Oxfam, 180 p.
- Sabourin, Paul. 2009. «L'analyse de contenu». In *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données*, (5<sup>e</sup> éd.). sous la dir. de Benoît Gauthier, p. 415-444. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Saffioti, Heleieth I. B., 2009. «Gênero e patriarcado. Violência contra mulheres». In *A mulher brasileira nos espaços público e privado*, sous la dir. de Gustavo Venturi, Marisol Recamán et Suely de Oliveira, p. 43-59, São Paulo: Fundação Perseu Abramo.
- Santos, Milton. 2009. *A natureza do Espaço*. São Paulo: Universidade de São Paulo, 384 p.
- Santos, Carlos Nelson Ferreira dos. 1981. *Movimento urbanos no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : Zahar Editores, 255 p.
- Santos, Orlando Alves dos, et Luiz César de Queiroz Ribeiro. 2005. «Democracia e cidade : Divisão social da cidade e cidadania na sociedade brasileira». *Análise Social*, vol. 174, p. 87-109.
- Sassen, Sakia. 2000. «The Global city: strategic site / new frontier». In *Democracy, Citizenship and the Global City*, sous la dir. de Engin F. Isin, p. 48-61. Londres et New York: Routledge.
- Savitch, H-V. 2007. «Globalisation et changement d'échelle dans le gouvernement urbain». *Metropoles*. no 2, p. 133-166. En ligne. <http://metropoles.revues.org/652>. Page consultée le 8 mars 2010.

- Savoie-Zajc, Lorraine. 2009. «L'entrevue semi-dirigée». In *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données* (5<sup>e</sup> éd.), sous la dir. de Benoît Gauthier, p.334-360. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Scott, Joan W. 2002. «L'énigme de l'égalité», *Cahiers du genre*, no 33, décembre, p. 17- 41.
- Séguin, Anne-Marie. 2005. «L'espace : un enjeu pour les femmes». In *Du local au planétaire : réflexions et pratiques de femmes en développement régional*, sous la dir.de Denyse Côté, p. 95-105. Montréal: Éditions du Remue-ménage.
- Soares, Vera. 2009. «O feminismo e o machismo na percepção das mulheres brasileiras». In *A mulher brasileira, nos espaço público e privado*, sous la dir. de Gustavo Venturi, Marisol Recamán et Suely de Oliveira, p. 161-182. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo.
- Souza-Lobo, Elizabeth. 1991. «Mouvements des femmes et représentations politiques au Brésil (1980-1990) : les genres de la représentation». *Recherches féministes*, vol.4, no 2, p. 75-86.
- Souza, Marcelo de Lopes. 2006. «Together with the state, despite the state, against the state. Social movements as «critical urban agents»». *City*, vol.10, no 3, p. 327-342.
- \_\_\_\_\_. 2010. *Mudar a cidade. Uma Introdução Crítica ao Planejamento e à Gestão Urbanos*. (6 éd.). Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 556 p.
- Souza, Marcelo de Lopes, et Eduardo Tomazine Teixeira. 2009. «Ficando bandeiras, ressignificando o espaço : territórios e « Lugares » dos movimentos dos sem-teto». In *Cidades*. vol.6, n 9, p. 30-66.
- Smith, Dorothy E. 1987. *The everyday world as problematic a feminist sociology*. Boston: Northeastern University Press, 244 p.
- Trudelle, Catherine, Paul Villeneuve, Marius Thériault et Mathieu Pelletier. 2006. «*Becoming Visible: Women and Conflicts in the Quebec Metropolitan Areas, 1965-2000*». *Urban Study*, vol. 43 no 12, p. 2183-2203.
- Vainer, Carlos. 2011. «Cidade de Exceção: reflexões a partir do Rio de Janeiro» Rencontre nationale ANPUR, XIV, Rio de Janeiro. En ligne. <http://www.etern.ippur.ufrj.br/pagina-inicial/12/cidade-da-excecao-reflexoes-a-partir-do-rio-de-janeiro>. Page consultée le 8 octobre 2011.
- Veltz, Pierre. 1996. *Mondialisation, villes et territoire. L'économie d'archipel*. Paris: Presse universitaire de France, 262 p.

- Verschuur, Christine. 2003. «L'«empowerment», des approches contrastées: Études de cas en Amérique Latine». In *Genre, pouvoirs et justice sociale*, sous la dir. de Christine Verschuur et Fenneke Reysoo, p. 235-250. Genève: L'Harmattan.
- \_\_\_\_\_. (dir. publ.). 2007. «Mouvements de quartier, genre et droits». In *Genre, mouvements populaires et environnement*, sous la dir. de Christine Verschuur, p. 147-164. Paris: L'Harmattan.
- \_\_\_\_\_. 2011. «Mouvements et organisations populaires en milieu urbain: identités de genre et brèches pour le changement». In *Femmes, économie et développement : De la résistance à la justice sociale*, sous la dir. de I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse, p. 185-207. Paris: Édition Erès – IRD.
- Vidal, Dominique. 2010. «Par delà permanences et évolutions. À propos des nouveaux regards sur le Brésil». *Problèmes d'Amérique latine*, no 78, p. 13-27.
- Walton, John. 1992. «Making the theoretical case». In *What is a case ? Exploring the Foundations of social Inquiry*, sous la dir. de Charles C. Ragin et Howard S. Becker, p. 121-137. New York: Cambridge University Press.
- Wekerle, Gerda R. 1984. *A Woman's Place is in the City*. *Antipode*, vol. 16, no 3, p. 11-19.
- \_\_\_\_\_. 1996. «Reframing Urban Sustainability: Women's Movement Organizing and the Local State ». In *Local Places in the Age of the Global City*, sous la dir. de Roger Keil, Gerda R. Wekerle, David Victor et John Bell, p.137-146. Montréal: Black Rose Books.
- \_\_\_\_\_. 2000. «Women's Rights to the City». In *Democracy, Citizenship and the Global City*, sous la dir. d'Engin F. Isin, p. 203-217. Londres et New York: Routledge.
- \_\_\_\_\_. 2004. «Framing Feminist Claims for Urban Citizenship». In *Mapping Women, Making Politics: Feminist Perspectives on Political Geography*, sous la dir. de L. Staeheli, M. Kofman and L. Peake, p.245-259. New York: Routledge.
- \_\_\_\_\_. 2009. «Gender and the Neoliberal City: Urban Restructuring, Social Exclusion and Democratic Participation». In *Urban Sociology in Canada*, sous la dir. de H. Hiller, p.210-233. Toronto: Oxford University Press.
- Yépez Del Castillo, 2003. «L'emploi des femmes en Amérique latine: un bilan constaté» In *Regard des femmes sur la globalisation*, sous la dir. Jeanne Bisilliat, p.173-210. Paris: Éditions Karthala
- Yuval-Davis, Nira. 2000. «Citizenship, Territoriality and the Gendered Construction of Difference». In *Democracy, Citizenship and the Global City*, sous la dir. d'Engin F. Isin, p. 171-188. Londres: New York: Routledge.